

République du Sénégal
Direction de la Coopération Technique (DCT)
Secrétariat Général du Gouvernement

République du Sénégal
Étude Préparatoire du
Projet de Bourses pour
le Développement des Ressources Humaines
(Rapport d'étude préparatoire)

Mai 2022

Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

Centre Japonais de Coopération Internationale (JICE)

GL
JR
22-006

Sommaire

1. Aperçu de l'étude

(1) Contexte de l'étude

Le Projet de Bourses pour le Développement des Ressources Humaines (mentionné ci-après « JDS »), qui est une composante du « Plan 100 000 étudiants internationaux » du gouvernement japonais et vise à développer les ressources humaines qui pourront jouer un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement socio-économique des pays en développement, a débuté au cours de l'année fiscale 1999 dans deux pays, l'Ouzbékistan et le Laos. Le nombre de pays cibles s'est par la suite élargi, et jusqu'à l'année fiscale 2021, au total 5410 étudiants étrangers venant de 21 pays différents avaient profité de ce programme¹.

À partir de l'année fiscale 2009, sur la base de la politique d'aide du gouvernement japonais, des enjeux de développement des pays cibles et des besoins en développement de ressources humaines, le JDS a adopté un cadre d'accueil de 4 ans, et une « nouvelle formule » limitant les bénéficiaires aux fonctionnaires en lien avec l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement a progressivement été introduite par pays.

Les projets de recherche fondamentale menés par la JICA, « Analyse des facteurs concernant les résultats des projets JDS » (exercice 2014) et « Vérification de l'effet du Projet JDS » (exercice 2019) (mentionnés ci-après « recherche fondamentale sur le Projet JDS »), ont permis de vérifier l'efficacité et de réaliser une analyse comparative du Projet JDS dans les pays cibles, et de proposer des politiques et des stratégies d'exécution des projets futurs. Dans le cadre de la recherche fondamentale de l'exercice 2019, le taux moyen d'obtention de diplôme des boursiers JDS des 13 pays étudiés était de 98,7 %, et le taux moyen de titulaires d'un poste d'agent public était encore élevé, soit environ 80 %. Le questionnaire destiné aux boursiers de retour au pays a montré que le sentiment de familiarité avec le Japon a été approfondi grâce au Projet JDS, et que les connaissances et les compétences acquises au Japon étaient suffisamment utiles même après un certain nombre d'années après leur retour dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, le fait que le taux de titulaires de postes supérieurs ait augmenté dans 9 des 11 pays depuis le dernier projet de recherche fondamentale confirme que l'amélioration du taux est liée à la continuité du Projet JDS. D'autre part, en raison de l'intensification de la concurrence avec d'autres bailleurs comme l'Australie, la Corée du Sud et la Chine, les orientations futures du Projet JDS ont été proposées comme suit : 1. clarification de la cible, 2. stratégie de sélection, 3. augmentation de la valeur ajoutée, 4. image de marque. De plus, pour les pays où le Projet JDS est mené, à mesure que le projet se poursuit, trois étapes de développement seront définies : 1. réponse aux enjeux de développement, 2. réponse aux enjeux de développement + intérêt national du Japon, 3. intérêt national du Japon. Le focus sur les organisations ciblées et les ressources humaines devra être

¹ Le chiffre inclut les étudiants étrangers qui n'ont pas pu se rendre au Japon en raison du COVID-19.

adapté en fonction de chaque étape.

Le gouvernement sénégalais a adressé au gouvernement japonais un plan d'accueil des étudiants étrangers sur 4 ans du programme à partir de l'exercice 2023. Suite à cette demande, après examen de la pertinence de la mise en œuvre du projet et compréhension claire des besoins du gouvernement sénégalais, la présente étude a été effectuée en vue de formuler un projet s'appuyant sur la politique de coopération économique du Japon et des programmes de la JICA.

(2) Objectifs de l'étude

La présente étude fixe les objectifs suivants.

- Après étude et analyse de la situation réelle et des besoins du Sénégal, élaborer un programme d'accueil des étudiants étrangers sur 4 ans, de l'exercice 2023 à 2026.
- Dans l'optique des préparatifs de mise en œuvre concrète du JDS, élaborer une ébauche de plan de base pour le projet de mise en œuvre détaillé par domaine prioritaire du JDS, et réaliser la conception générale.

(3) Méthodes de l'étude

La présente étude a été effectuée selon différentes méthodes : documents de référence, questionnaires, entretiens, etc.

- Octobre 2021 - Février 2022 : étude sur le terrain
 - Détermination des sous-programmes/composants en adéquation avec la politique de coopération au développement par pays du Japon et les besoins de développement du Sénégal
 - Vérification du système de mise en œuvre
 - Fixation d'une ébauche d'attribution des universités d'accueil japonaises disposant d'un programme éducatif pour chaque sous-programme/composant
- Février 2022 : élaboration du plan de base des sous-programmes
- Février 2022 : évaluation de la portée du projet

(4) Résultats de l'étude

(i) Cadre du Projet JDS pour le Sénégal

Lors des discussions sur le terrain avec le gouvernement sénégalais, les domaines prioritaires d'aide du Projet JDS, les enjeux de développement et les universités d'accueil ont été fixés tels qu'indiqués dans le tableau suivant.

Cadre du Projet JDS pour le Sénégal (l'année fiscale 2023 – 2026)

Domaines d'Études Prioritaires JDS (Sous-Programme)	Enjeux de développement JDS (Composants)	Université	École Supérieure	Nombre supposé de boursiers
Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques	1. Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique	Université Internationale du Japon Université de Kyushu	École Supérieure de Relations Internationales École Supérieure des Sciences des Ressources Biologiques et du Bioenvironnement	4
	2. Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité	Université Internationale du Japon Université de Nagoya	École Supérieure de Gestion Internationale École Supérieure de Développement International	4
	3. Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale	Université de Nagasaki	École Supérieure de Médecine et de Santé Mondiale	2

(ii) Organisations ciblées

S'appuyant sur l'objectif du JDS qui consiste à former les ressources humaines centrales des ministères principaux, après constatation des besoins en bourse effectuée par le biais d'enquêtes par questionnaires, d'entretiens, etc., un accord a été trouvé concernant les ministères principaux et les organisations locales des régions devant être ciblées.

Au niveau des composants 1 et 2, certaines entreprises publiques peuvent être potentiellement ciblées dans la mesure où elles sont responsables de la mise en œuvre des politiques gouvernementales, mais compte tenu de l'objectif du JDS, il a été proposé et convenu que, dans la phase actuelle, uniquement l'APIX, qui est une agence guichet pour les investissements nationaux et étrangers, et avec laquelle la partie japonaise souhaite établir des relations plus fortes, serait ciblée par le composant 2 dans la perspective du renforcement des relations bilatérales, y compris l'aménagement de l'environnement des investissements et de l'aide des entreprises japonaises.

(iii) Examen de l'accueil pour le doctorat

Lors de la première enquête de terrain, le nombre de boursiers en doctorat à accueillir a été examiné en s'appuyant sur les besoins du gouvernement sénégalais, et un accord a été trouvé prévoyant qu'en raison de la faible demande par rapport au doctorat dans la phase actuelle, l'accueil pour le doctorat soit remis à une date ultérieure.

(iv) Membres du comité d'exploitation

Concernant le système de mise en place du Projet JDS, à partir du rôle en tant que contact pour la formation à l'étranger² au sein du gouvernement sénégalais et des résultats de la précédente initiative ABE³, il a été décidé que la DCT soit l'Agence d'Exécution et préside le comité d'exploitation.

Le comité d'exploitation est constitué des membres de la partie sénégalaise (DCT (co-président/l'Agence d'Exécution); ministère des Finances et du Budget ; ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur; ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération; ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public) ainsi que des membres de la partie japonaise (ambassade du Japon au Sénégal (coprésidence), bureau de la JICA au Sénégal); il a été décidé que ce comité d'exploitation délibère et décide en matière de mise en place et de gestion du Projet JDS.

Membres du Comité d'Exploitation pour le Projet JDS au Sénégal

	Rôle	Organisme
La partie sénégalaise	Co-président	Direction de la Coopération Technique du Secrétariat Général du Gouvernement (DCT)
	Membre	Ministère des Finances et du Budget
	Membre	Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
	Membre	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération
	Membre	Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public
La partie japonaise	Co-président	Ambassade du Japon au Sénégal
	Membre	Bureau de la JICA au Sénégal

(v) Autre

Compte tenu du contexte de l'âge des fonctionnaires au Sénégal, les ministères ont demandé que la limite d'âge au moment de la candidature soit portée au-delà de 40 ans. Cette question sera à nouveau discutée lors de la première réunion du comité d'exploitation qui se tiendra après le début du projet.

La partie sénégalaise s'est également inquiétée du fait que, puisque certains fonctionnaires travaillant dans l'armée sont engagés dans la formulation de politiques, le fait d'exclure uniformément le personnel militaire du champ d'application du projet réduirait le nombre de candidats. L'équipe d'étude a expliqué que les critères d'éligibilité seraient « à l'exclusion des personnes inscrites au registre militaire », mais que cela serait examiné au cas par cas, ce qui a

² Voir 1-3-3 Système de développement des ressources humaines pour les fonctionnaires, (i) Guichet de stage des fonctionnaires.

³ La DCT représente la partie sénégalaise dans l'initiative ABE (Programme de Bourse d'Etude pour un Master au Japon aux Jeunes Africains) en tant que vice-président du comité d'exploitation dudit projet de formation à long terme depuis 2014, première année du projet.

été compris par la partie sénégalaise.

(5) Vérification de la pertinence

S'appuyant sur le plan de développement du Sénégal ainsi que la situation actuelle des secteurs en question et les enjeux, etc., la cohérence entre le JDS et le plan de développement du Sénégal a été analysée.

Le Sénégal dispose d'un plan de développement national à moyen et long terme, le Plan Sénégal Émergent (PSE), dont « le capital humain, la protection sociale et le développement durable » et « la gouvernance, la paix et la sécurité » constituent quelques uns des axes du Plan d'Actions Prioritaires 2019 – 2023, avec des domaines tels que le renforcement de la sécurité sociale, la réforme administrative et la réforme de l'environnement des affaires comme questions clés. Les domaines prioritaires d'aide de cette phase du JDS au Sénégal ont pour finalité de contribuer à l'achèvement du PSE du gouvernement sénégalais.

Dans la politique d'assistance du Japon pour le Sénégal (septembre 2020) élaborée en 2020, le principe directeur d'aide en tant qu'objectif global « Apporter une aide équilibrée entre le développement économique et le développement social, contribuant à la stabilité et au développement de la région de l'Afrique de l'Ouest » a été posé, avec 2 domaines prioritaires d'aide : « Développement des infrastructures pour le développement industriel » et « Réduction des disparités et l'amélioration de la résilience », et il se concentre sur l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services sociaux, ainsi que sur le développement des ressources humaines afin de contribuer au développement socio-économique du Sénégal. Le « Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020) » également analyse l'orientation de la coopération selon cette politique, et pour répondre aux enjeux du développement mentionnés à (4) (i), le projet définit en tant que thème la formation des ressources humaines de base qui deviendront le noyau dur des différents domaines, et ceci correspond à la politique de coopération du Japon et de la JICA.

Les domaines prioritaires d'aide du JDS et les enjeux du développement sont définis en correspondance avec la politique d'assistance du Japon ainsi que la JICA, avec une cohérence extrêmement élevée.

Ainsi décrit précédemment, le JDS, qui vise à former des personnes assurant l'émergence du pays cible, est un projet contribuant à l'atteinte des objectifs du plan de développement national à moyen et long terme du Sénégal. De plus, sa cohérence avec la politique d'aide et les orientations du Japon est extrêmement élevée, il complète la coopération technique des différents programmes de coopération ainsi que les projets de prêts en yens et augmente la synergie de coopération.

2. Propositions

Les défis et suggestions pour la réalisation du JDS au Sénégal obtenus à travers l'étude sont les suivants.

(1) Des initiatives tenant compte des effets diplomatiques attendus du JDS ainsi que du renforcement des relations bilatérales

Dans les programmes d'accueil JDS au Sénégal, en plus de la méthode traditionnelle consistant à définir les domaines/organisations ciblées en fonction des enjeux en matière de développement, les domaines de politiques publiques et les domaines économiques en lien avec l'orientation diplomatique et les préoccupations majeures du gouvernement japonais font également partie des composants. Ainsi, nous avons considéré les ministères clés susceptibles de contribuer à la politique, à l'économie et à la diplomatie du Japon comme étant les principales organisations ciblées.

Il est crucial de rendre le programme plus conforme à l'objectif du JDS en continuant à vérifier la pertinence et les effets de l'ensemble du programme d'accueil en les comparant avec l'objectif du JDS, y compris la pertinence des organisations ciblées et en regardant, année après année, si des améliorations sont possibles même au cours de cette phase de quatre années.

Dans le cadre de la gestion du projet, nous examinons l'offre de stages intermédiaires pour les Boursiers JDS durant leur période de formation, leur mise en réseau à différents niveaux avec les fonctionnaires du gouvernement japonais, puis le suivi après leur retour au pays afin de renforcer et poursuivre leur relation avec le Japon. Par ailleurs, en tant que travail préparatoire, il est nécessaire de réfléchir à un dispositif permettant aux fonctionnaires du gouvernement japonais de comprendre l'utilité du JDS en augmentant la visibilité de celles-ci, telle que, la collaboration avec le personnel de la JICA (membre du bureau, experts, etc.), les initiatives à l'égard des boursiers JDS lors de leurs séjours au Japon, ou bien, la proposition d'un programme à valeur ajoutée et le soutien à l'acquisition de compétences en langue japonaise.

(2) À propos de la coordination de la mise en œuvre

(i) À propos des membres du comité d'exploitation

Nous avons obtenu l'accord du gouvernement du Sénégal pour que l'Agence d'Exécution soit la DCT et il a été convenu que deux co-présidents du comité d'exploitation du JDS, l'un de la partie sénégalaise et l'autre de la partie japonaise, seraient mis en place.

En ce qui concerne les membres du comité d'exploitation de la partie sénégalaise, le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération qui est le représentant du gouvernement lors de la signature de l'accord de don et le ministère des Finances et du Budget chargé de la procédure de l'arrangement bancaire soient membres. Par ailleurs, afin de renforcer les relations bilatérales,

nous avons obtenu le consentement à ce qu'un des membres soit également issu du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur.

De plus, le comité d'exploitation au Sénégal est parvenu à créer un système solide en vue du recrutement stratégique des étudiants brillants en intégrant également le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public ayant la compétence du système des fonctionnaires parmi ses membres.

(ii) Explications sur le rôle des organismes gouvernementaux en lien avec le JDS

L'équipe d'étude a clarifié à la partie sénégalaise les responsabilités des personnes concernées par le Projet JDS (la DCT à savoir l'Agence d'Exécution, les membres du comité d'exploitation, l'Agent, etc.) à chaque étape depuis le démarrage du projet jusqu'au suivi des étudiants au Japon. Afin d'avoir conclu un accord de don entre le gouvernement du Sénégal et le bureau de la JICA au Sénégal ainsi que la conclusion de contrats entre la DCT et l'Agent en lien avec la mise en place du projet avant la fin juillet 2022, le suivi des rôles prévus pour chaque organisation liée est important.

(iii) Mission d'observation au Japon

La partie sénégalaise a signalé qu'elle souhaitait connaître les conditions d'accueil des étudiants dans les universités japonaises ainsi que l'environnement d'études des boursiers sénégalais par une visite dans de brefs délais au Japon pour y observer le système d'accueil dans les universités japonaises et qu'elle souhaitait en tenir compte pour le recrutement et la sélection. Afin que le projet puisse démarrer de manière fluide à compter d'août 2022, la visite au Japon devrait se produire avant le mois d'août au moment du démarrage du projet en continuant à vérifier les mesures de contrôle de l'épidémie.

(3) À propos de la répartition dans les universités

Nous avons expliqué à la partie sénégalaise le projet de répartition dans les universités recommandées par l'équipe de l'étude, du processus allant de l'appel à candidatures à la sélection des universités, ainsi que des résultats et des raisons de la sélection. La partie sénégalaise nous a demandé qu'à l'occasion de la révision des facultés de cycles supérieurs nous réalisions le recrutement public et la sélection tout en cherchant des solutions pour que l'ensemble des domaines souhaités par la partie sénégalaise soient couverts. Pour cela, si le projet se poursuit à la phase suivante, concernant les domaines souhaités par la partie sénégalaise, il est nécessaire que nous réalisions le recrutement public et la sélection des universités en déterminant les domaines suite à un examen minutieux y compris de la possibilité de réalisation dans le cadre du Projet JDS.

(4) À propos du recrutement des candidats et du suivi des boursiers avec la coopération des intervenants japonais

S'il est important de faire connaître le Projet JDS afin d'attirer davantage de candidats, une autre idée serait d'organiser une session d'information conjointe à Dakar sur les « bourses japonaises », dans le sens où il s'agira d'encourager les personnes pro-japonaises et bien informées qui ont une bonne compréhension du Japon. Par exemple, nous aimerions proposer d'organiser une réunion d'information conjointe avec les autres programmes de bourse présents actuellement au Sénégal pour présenter le système des bourses japonaises ainsi que les programmes d'étude en collaborant par exemple avec le MEXT de l'Ambassade du Japon au Sénégal, le programme pour des formations longue durée proposé par le bureau de la JICA au Sénégal ou encore l'université Kyoto Seika qui a créé une de ses bases à Dakar en 2021.

(5) À propos de la prise en considération du genre

Lors du véritable démarrage du Projet JDS à compter d'août 2022 et de la définition générale du programme 2022 à l'occasion de la première réunion du comité d'exploitation, il est important de réfléchir à l'orientation et à la méthode à utiliser pour promouvoir la participation des femmes au Projet JDS et d'en discuter pour trouver un accord avec les intervenants de la partie sénégalaise. En particulier, concernant la méthode de recrutement de candidates, il est important d'envisager une méthode intégrant les opinions des intervenants du Projet JDS au Sénégal tout en prenant pour référence les initiatives prises dans d'autres pays où existent les Projets JDS telles qu'inscrire dans les points essentiels du recrutement que « la candidature des femmes est vivement encouragée » ou encore, d'organiser une réunion d'information sur le recrutement uniquement destiné aux femmes, etc.

Le pourcentage de femmes fonctionnaires dans la fonction publique sénégalaise étant supérieur à 35 %, le Projet JDS a pour objectif d'envoyer au moins 35 % d'étudiantes au Japon. Pour atteindre cet objectif à 100 %, nous souhaitons obtenir la compréhension et la coopération des parties prenantes du projet sur les questions de genre.

(6) À propos du soutien à l'amélioration des compétences en anglais des étudiants en Master

Lors de nos auditions auprès des ministères sénégalais, de nombreux ministères se sont montrés inquiets à propos de l'examen en anglais. L'une des raisons pour laquelle les candidats sénégalais ne parviennent pas à obtenir de bourse KOICA est que dans leur pays la langue officielle est le français, ce qui rend peu nombreuses les occasions d'utiliser la langue anglaise. Les compétences en anglais posent donc un gros problème.

Au sein des pays dans lesquels est présent le Projet JDS, le problème de l'obtention de candidats brillants s'est posé à cause de la langue anglaise au Tadjikistan et au Kirghizstan où la langue officielle est le russe et, afin d'inciter les candidats à postuler, nous avons introduit des formations

en anglais destinées aux candidats, ce qui a fait augmenter le nombre de candidats. Pour cela, au Sénégal également, afin de promouvoir la candidature de jeunes fonctionnaires brillants, il est indispensable de chercher à recruter des candidats en proposant à ces derniers des occasions de formations linguistiques de quatre semaines.

(7) À propos de la création de relations de coopération avec les autres bailleurs

Les besoins de programmes de longue et courte durée en développement des ressources humaines au Sénégal sont élevés. Cela permet de considérer que la pertinence de lancer un nouveau programme, à savoir le JDS, est élevée. Nous avons reçu des commentaires chaleureux de l'Ambassade de France et le bureau de la KOICA à propos du lancement du projet JDS et des propositions pour l'échange d'informations et la coopération. Le JDS est un programme de bourse qui démarre tardivement, mais il est important que nous collections activement des informations sur les défis et idées survenus dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de bourse au Sénégal des autres bailleurs, afin de les intégrer dans la mise en œuvre du Projet JDS.

Par ailleurs, le gouvernement français et la KOICA organisent de manière active des activités d'anciens étudiants. Il est important que nous nous préparions dès le lancement du projet à des activités de suivi après le retour au pays en prenant pour référence de telles activités de suivi.

(8) À propos du serment écrit sur la reprise de fonction

Tous les pays qui mettent en œuvre le Projet JDS disposent d'un serment écrit de retour au travail pour les boursiers JDS. Dans le serment, le boursier JDS déclare qu'après avoir obtenu son diplôme, il retournera dans son gouvernement ou son pays d'origine et contribuera au développement du pays concerné. Le serment écrit est signé et convenu entre le Boursier JDS et l'Agence d'Exécution du pays concerné.

Nous avons expliqué à la partie sénégalaise l'une des raisons de la création d'un serment pour les boursiers JDS : « pour atteindre l'objectif du projet JDS, il est important que les boursiers JDS reprennent leur fonction auprès du gouvernement et contribuent au développement de leur pays après avoir terminé leur cursus de Master et être rentrés au Sénégal. Afin de garantir cela, un accord réciproque entre les boursiers et le gouvernement sénégalais est donc indispensable. » La DCT a compris les raisons de la mise en place d'un serment et l'importance de celui-ci et nous sommes convenus que l'ensemble des boursiers JDS, y compris les membres du personnel de l'APIX ainsi que les fonctionnaires, signeraient un serment et que nous allions ensemble nous accorder sur le contenu de ce serment en nous concertant jusqu'au démarrage du projet.

(9) Constitution d'un réseau et pilotage unifié du schéma de suivi ainsi que les rôles de l'Agent

Les initiatives suivantes peuvent être envisagées pour la constitution d'un réseau et pilotage

unifié du schéma de suivi ainsi que les rôles de l'Agent.

- (i) Mesures à prendre durant le séjour au Japon en vue du suivi après le retour au pays
- (ii) Mesures de suivi après le retour au Sénégal
- (iii) Constitution d'un réseau avec les agents de l'administration japonaise en vue du suivi
- (iv) Rôle attendu de l'Agent

(10) Importance du suivi après le retour au Sénégal

Afin de solidifier les effets diplomatiques ainsi que les bénéfices envers les enjeux de développement à travers le Projet JDS, le soutien au suivi des boursiers de la part du comité d'exploitation pendant le séjour au Japon ainsi que des organisations ciblées et le suivi après le retour en vue de l'utilisation des ressources humaines sont extrêmement importants. En particulier, il est nécessaire de demander aux organisations des boursiers JDS compréhension continue afin de garantir leurs postes à leur retour et d'apporter du soutien à la formation de leur carrière. Il est important qu'au Sénégal également la partie sénégalaise s'adonne à la création d'un dispositif tel que la formation d'une association d'anciens boursiers de retour au pays afin d'être capable de gérer et connaître la situation des Boursiers de retour.

(11) Utilisation des outils numériques

Dans la mise en œuvre du JDS, le travail a été réalisé grâce à l'utilisation des technologies numériques. Pour la présente étude également, il nous a été possible de poursuivre notre enquête sur le terrain, même lorsque la réalisation d'entretiens s'est avérée difficile à cause de la propagation fulgurante de la contamination de la variante Omicron du coronavirus entre décembre 2021 et février 2022, grâce à l'utilisation d'outils de réunion en ligne.

Il est important qu'à l'occasion de la mise en œuvre du projet à partir d'août 2022, nous utilisions suffisamment ces outils numériques tout en mettant à profit les avantages de la méthode de pilotage du projet axé sur le présentiel comme avant, mais également pour l'obtention et l'analyse de données.

(12) À propos de l'impact de la crise du coronavirus

Concernant l'impact de la crise du coronavirus qui s'est produite en 2020, il est prévu que les mesures de contrôle de l'épidémie du gouvernement japonais s'assouplissent et que le nombre de visiteurs étrangers se multiplie. Il ne nous est pas possible à l'heure actuelle de prévoir quel impact aura la situation relative au coronavirus sur le nombre de candidats en 2022 ainsi que sur les boursiers, mais nous devons poursuivre notre vigilance en collectant les informations concernant les réactions des bailleurs et du gouvernement japonais en ce qui concerne les études à l'étranger.

Table des Matières

Sommaire

Liste des Abréviations

Chapitre 1. Contexte et circonstances du projet d'études pour le développement des ressources humaines JDS	1
1-1. Situation actuelle et enjeux du Projet JDS	1
1-2. Contexte et circonstances de la demande d'aide financière non-remboursable	9
1-3. Plans de carrière et développement des ressources humaines des fonctionnaires.....	10
1-4. Orientation de l'aide du Japon.....	18
1-5. Orientation de l'aide des autres bailleurs	24
1-6. Situation des niveaux de ressources humaines et des besoins en développement des ressources humaines dans les organisations ciblées	29
Chapitre 2. Contenus du Projet JDS.....	34
2-1. Présentation du Projet JDS.....	34
2-2. Obligations du pays bénéficiaire	44
2-3. Calendrier de mise en œuvre du Projet JDS.....	45
2-4. Méthode de recrutement et de sélection	45
2-5. Orientation pré-départ et post-arrivée, programme d'enrichissement et programme spécial.....	49
2-6. Suivi, Orientation et Conseil	53
2-7. Plan de suivi	55
Chapitre 3. Vérification de la pertinence du JDS.....	58
3-1. Cohérence entre le JDS et les enjeux du développement ainsi que la Politique d'Assistance	58
3-2. Effets attendus du Projet JDS.....	60
3-3. Comparaison avec d'autres programmes de bourses d'études offerts par d'autres bailleurs de fonds.....	62
3-4. Indicateurs d'évaluation du projet.....	64
3-5. Défis et suggestions.....	66
3-6. Conclusion.....	79

[Annexes]

1. Liste des membres de l'équipe d'étude
2. Flux d'activités de l'étude préparatoire pour le Projet JDS
3. Liste des contacts
4. Procès-verbal sur l'étude préparatoire
5. Conception du Projet JDS pour les quatre groupes
6. Plan de base des domaines d'études prioritaires ciblés
7. Résumés des résultats de l'enquête supplémentaire sur les organisations cibles

Liste des Abréviations

Abréviations	Anglais	Français
A/D	Grant Agreement	Accord de Don
APD	Official Development Assistance	Aide Publique au Développement
APIX	National Agency for Promotion of Investments and Major Works	Agence Nationale Chargée de la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux
DCT	Technical Cooperation Department	Direction de la Coopération Technique
E/N	Exchange of Notes	Échange de Notes
ENA	National Administration School	École Nationale d'Administration
EU	European Union	Union Européenne
IDA	International Development Association	L'Association Internationale de Développement
Initiative ABE	African Business Education Initiative for Youth	Programme de Bourse d'Etude pour un Master au Japon aux Jeunes Africains
JCAP	JICA Country Analysis Paper	Document d'Analyse Pays de la JICA
JDS	The Project for Human Resource Development Scholarship	Projet de Bourses pour le Développement des Ressources Humaines
JICA	Japan International Cooperation Agency	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JICE	Japan International Cooperation Center	Centre Japonais de Coopération Internationale
KOICA	Korea International Cooperation Agency	Agence Coréenne de Coopération Internationale
MEPC	Ministry of Economy, Planning and Cooperation	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération
OCDE	Organization for Economic Co-operation and Development	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Sustainable Development Goals	Objectifs de Développement Durable
ONG	Non-Governmental Organization	Organisation Non Gouvernementale
PAP	Priority Action Plan	Plan d'Actions Prioritaires
PSE	Plan for an Emerging Senegal	Plan Sénégal Émergent
PIB	Gross Domestic Product	Produit Intérieur Brut
P/V	Minutes of Discussion	Procès Verbal
RNB	Gross National Income	Revenu National Brut
SNS	Social Networking Services	Réseaux Sociaux

Chapitre 1. Contexte et circonstances du projet d'études pour le développement des ressources humaines JDS

1-1. Situation actuelle et enjeux du Projet JDS

1-1-1. Contexte du projet

Le projet de bourses d'études pour le développement des ressources humaines (ci-après dénommé « JDS ») est un projet d'aide non remboursable réalisé par l'Agence japonaise de coopération internationale (ci-après dénommée « JICA ») qui offre des bourses d'études aux étudiants internationaux des gouvernements partenaires. Il a été mis en place au cours de l'année fiscale (FY) 1999 dans le cadre du « Plan 100 000 étudiants internationaux » du gouvernement japonais. L'objectif du Projet JDS est que « les jeunes fonctionnaires et autres, qui participent à la formulation et à la mise en œuvre des plans de développement économique et social de leurs pays et qui sont appelés à jouer un rôle important à l'avenir, puissent obtenir des diplômes de Master et de Doctorat dans des écoles supérieures japonaises et contribuer ensuite à la résolution des problèmes de développement de leurs pays en tant que ressources humaines essentielles après leur retour dans leur pays d'origine ; ils contribueront également au renforcement du partenariat entre les deux pays en créant des réseaux de personne à personne. » Le projet a accepté plus de 5 000 étudiants internationaux provenant de 18 pays au total depuis la première admission d'étudiants internationaux au cours de l'année fiscale 2000 jusqu'à l'année fiscale 2021.

Bien qu'initialement les pays cibles du Projet JDS étaient des économies en transition en Asie, il a été étendu par la suite à d'autres pays asiatiques tels que les Philippines. Le projet s'est étendu au Ghana en Afrique durant l'exercice 2012, au Népal durant l'exercice 2016, au Bhoutan, au Pakistan et au Timor oriental durant l'exercice 2019, et aux Maldives, au Kenya et au El Salvador durant l'exercice 2021. Actuellement, le projet compte 19 pays cibles⁴. L'Indonésie a quitté le Projet JDS, qui était mené par la JICA au cours de l'exercice 2006, lorsque les bourses ont commencé à être versées par le biais du programme japonais de prêts APD (Aide Publique au Développement). La Chine a également quitté le Projet JDS, les derniers participants chinois ayant été acceptés au cours de l'exercice 2012⁵.

⁴ Étant donné que le projet au Sénégal débutera au cours de l'exercice 2022, le nombre de pays cibles sera de 20 si le pays est inclus.

⁵ Après avoir cessé d'être une aide non remboursable, le projet a été transféré au ministère des Affaires étrangères du Japon et poursuivi sous le nom de « Bourse japonaise de développement des ressources humaines pour les jeunes leaders chinois » (JDS Chine).

Tableau 1 : Nombre de boursiers JDS envoyés

Pays \ Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
1. Ouzbékistan	20	19	19	20	20	20	20	20	19	14	15	15	15	14	15	15	15	17	17	16	16	19	380
2. Laos	20	20	20	20	20	20	25	25	25	20	20	20	19	20	20	20	20	22	22	22	22	22	464
3. Cambodge	-	20	20	20	20	20	25	25	25	25	24	24	24	24	24	24	24	24	26	26	26	26	496
4. Viêt Nam	-	20	30	30	30	30	33	34	35	35	28	29	30	30	30	30	30	30	62	63	61	63	763
5. Mongolie	-	-	20	20	20	19	20	20	20	18	18	16	17	18	18	18	18	22	22	22	22	16	384
6. Bangladesh	-	-	29	19	20	20	20	20	20	20	15	15	15	15	15	25	30	30	33	33	32	33	459
7. Myanmar	-	-	14	19	20	20	30	30	30	30	22	22	22	22	44	44	44	48	48	48	48	43	648
8. Chine	-	-	-	42	43	41	43	47	47	48	45	39	35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	430
9. Philippines	-	-	-	19	20	20	25	25	25	25	20	20	20	20	20	20	20	20	21	21	21	17	399
10. Indonésie	-	-	-	30	30	30	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120
11. Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	-	20	20	18	14	14	15	15	15	15	15	15	15	19	20	18	248
12. Tadjikistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	5	5	5	5	5	5	5	8	8	8	13	15	90
13. Sri Lanka	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	15	15	15	15	15	15	15	17	17	17	17	188
14. Ghana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5	5	10	10	10	10	10	13	13	91
15. Népal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	20	20	20	22	21	123
16. Timor-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8	8	24
17. Pakistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	16	18	51
18. Bhoutan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	10	9	29
19. Maldives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	6
20. Kenya	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	10
21. El Salvador	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7
Total	40	79	152	239	243	240	271	266	266	256	241	234	237	203	226	241	266	281	321	360	367	381	5,410

Au début, des plans d'admission pour les différents domaines universitaires étaient établis chaque année et les ressources humaines des secteurs public et privé étaient acceptées. Depuis l'exercice 2009, le projet est progressivement passé à un nouveau système, adopté par la suite par les pays partenaires. Dans ce système, un cadre d'admission en quatre groupes est prévu, sur la base des politiques d'aide du gouvernement japonais et des problèmes de développement et des besoins de développement des ressources humaines des pays cibles. En outre, la cible du projet est limitée aux fonctionnaires du gouvernement qui sont impliqués dans la planification et la mise en œuvre de la politique en matière de développement. Ce système s'efforce de sélectionner et de concentrer l'aide au développement du gouvernement japonais par le biais du Projet JDS en acceptant des étudiants internationaux en quatre groupes dans le même domaine cible et dans les mêmes organisations cibles et en les affectant dans les mêmes universités d'accueil. Le système vise à former une « masse critique » avec un groupe de boursiers JDS de retour dans chaque ministère et agence gouvernementale, de sorte que les boursiers JDS puissent utiliser efficacement les fruits de leurs études au Japon auprès de chaque organisation à laquelle ils appartiennent après leur retour dans leur pays d'origine. De plus, en fixant les universités d'accueil pour quatre ans, le système prévoit de créer des réseaux entre les organisations concernées dans les pays cibles et les universités d'accueil japonaises, et de fournir des programmes d'études et de recherche qui correspondent aux problèmes de développement et aux besoins de développement des ressources humaines de chaque pays.

1-1-2. Situation actuelle et enjeux du Projet JDS

Les projets de recherche fondamentale menés par la JICA, « Analyse des facteurs concernant les résultats des projets JDS » (exercice 2014) et « Vérification de l'effet du Projet JDS » (exercice 2019) (ci-après dénommés « recherche fondamentale sur le Projet JDS »), ont permis

de vérifier l'efficacité et de réaliser une analyse comparative du Projet JDS dans les pays cibles⁶, et de proposer des politiques et des stratégies d'exécution des projets futurs. Dans le cadre de la recherche fondamentale de l'exercice 2019, le taux moyen d'obtention de diplôme des boursiers JDS des 13 pays étudiés était de 98,7 %, et le taux moyen de titulaires d'un poste d'agent public était encore élevé, soit environ 80 %. Le questionnaire destiné aux boursiers de retour au pays a montré que le sentiment de familiarité avec le Japon a été approfondi grâce au Projet JDS, et que les connaissances et les compétences acquises au Japon étaient suffisamment utiles même après un certain nombre d'années après leur retour dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, le fait que le taux de titulaires de postes supérieurs ait augmenté dans 9 des 11 pays depuis le dernier projet de recherche fondamentale confirme que l'amélioration du taux est liée à la continuité du Projet JDS. D'autre part, en raison de l'intensification de la concurrence avec d'autres bailleurs, tels que l'Australie, la Corée du Sud et la Chine, les orientations futures du Projet JDS ont été proposées comme suit : 1. clarification de la cible, 2. stratégie de sélection, 3. augmentation de la valeur ajoutée, et 4. image de marque.

Tableau 2 : Recommandations de la recherche fondamentale de la JICA 2019 (source : JICA)

Recommandations	Mesures spécifiques	
Clarification de la cible	<ul style="list-style-type: none"> ● Répartition des rôles avec les autres programmes de bourses de la JICA 	
Stratégie de sélection	<ul style="list-style-type: none"> ● Définition de la capacité de sélection spéciale 	
Augmenter la valeur ajoutée ↓ Image de marque	Cadre de base du projet	<ul style="list-style-type: none"> ● Mise en place d'un cours d'un an ● Élargissement des candidats cibles au groupe d'âge moyen (exigences en matière de limite d'âge réduites).
	Programme avant l'arrivée	<ul style="list-style-type: none"> ● Formation en langue japonaise de 3 mois
	Programme durant les études au Japon	<ul style="list-style-type: none"> ● Formation d'un réseau avec les ministères et les gouvernements locaux japonais ● Mise en place de stages dans des agences gouvernementales, des ONG, des entreprises, etc. ● Service et cérémonie (visite VIP à l'arrivée au Japon, etc.)
	Activités après le retour dans le pays d'origine	<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcement des activités de suivi (soutien aux réseaux d'associations des alumni et aux activités de recherche après le retour dans le pays d'origine, etc.) ● Partage et diffusion des listes de boursiers de retour auprès des institutions liées au Japon.
	Améliorer et renforcer les relations publiques et les méthodes de promotion	<ul style="list-style-type: none"> ● Re-conception de brochures ● Utilisation des applications web

⁶ La recherche fondamentale de l'année 2014 a été menée dans 11 pays, excepté le Ghana, qui a été exclu parce que ses premiers boursiers JDS venaient juste de rentrer au pays. La recherche fondamentale de l'année 2019 a été menée dans 13 pays. Le Timor oriental, le Pakistan et le Bhoutan ont été exclus car ils n'avaient pas encore d'étudiants diplômés.

1-1-3. Situation socio-économique et de l'enseignement secondaire⁷

(1) Société et économie

Situé dans l'Afrique de l'Ouest, au sud-ouest du désert du Sahara, le Sénégal partage une frontière commune avec la Mauritanie au nord-est, le Mali à l'est, la Guinée au sud-est, la Guinée-Bissau au sud. La Gambie est par ailleurs quasiment enclavée dans le Sénégal. À l'ouest, le Sénégal est bordé par l'Océan Atlantique, qui forme une frontière maritime avec le Cap-Vert. La capitale du Sénégal est Dakar.

Le pays compte (en 2021) 17,21 millions d'habitants composés d'ethnies diverses : Wolofs (44 %), Peuls (23 %), Sérères (15 %), etc. La langue officielle est le français. La population est musulmane à une écrasante majorité (94 %), suivie des chrétiens (5 %) et des religions traditionnelles (1 %). La superficie du territoire est de 197 161 km² (environ la moitié de celle du Japon).

Les principales activités économiques du Sénégal sont l'agriculture (arachides, châtaignes, coton) et la pêche (thon, bonite, crevette, poulpe). Avec le développement du produit intérieur brut réel (PIB), le revenu national brut (RNB) par habitant (1410 dollars US en 2018) a connu en hausse, si bien qu'en 2019 la Banque mondiale a retiré le Sénégal de la liste des « pays à faible revenu » pour le placer dans celle des « pays à revenu intermédiaire inférieur ». Si la situation du Sénégal est meilleure que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, il n'en demeure pas moins qu'en 2018, un tiers de la population - soit 6 millions de personnes - vivait sous le seuil de pauvreté absolue (fixé à moins de 1,90 USD par jour).

Avec la propagation du COVID-19 à partir de 2020, les perspectives économiques ont été largement revues à la baisse, notamment dans les secteurs du tourisme, du transport, de l'export, etc. En conséquence, la croissance du PIB en 2020 est de 1,50 %, soit un recul important par rapport aux 6 % ou plus qui avaient été maintenus jusqu'en 2018. Pour pallier aux mesures de confinement, le gouvernement a mis en place un programme de résilience économique et sociale, mais les questions comme celles des limitations en matière de réserves financières et de filet de sécurité, de la faiblesse du système de santé et du poids du secteur informel constituent un enjeu par rapport aux réponses à apporter face aux conséquences du COVID-19.

Afin que l'économie du Sénégal retrouve son niveau d'avant la pandémie, les réformes envisagées dans le Plan Sénégal Émergent (PSE) doivent être concrétisées. Le secteur des services occupe toujours une part importante du PIB, et l'agriculture - c'est à dire le secteur primaire - joue un rôle prépondérant comme moteur de la croissance. À cause de la pandémie, l'extraction de pétrole et de gaz a été retardée, mais la production devrait commencer en 2023.

⁷ D'après les renseignements figurant dans le « Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020) » (JICA), les « Données de base sur la République du Sénégal » (ministère des Affaires étrangères), et le site internet de la Banque mondiale (<https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview#1>, consultée le 13 avril 2022)

Le principal pays partenaire en matière d'export est le Mali (23 %), suivi de la Suisse (14,7 %), de l'Inde (8,7 %) et de la Chine (6,6 %). Le premier pays partenaire en matière d'import est la France (16,8 %), suivi de la Chine (10,7 %), de la Belgique (6,9 %) et de la Hollande (6,8 %)⁸. Les pays/ organisations d'aide principaux sont l'AID (384,3 millions USD), suivi des États-Unis (179,3 millions USD), de l'Union européenne (170 millions USD), du Canada (50,7 millions USD) et de l'Allemagne (45,4 millions USD)⁹.

Le tableau suivant recense les principaux indices sociaux et économiques.

Tableau 3 : Principaux indicateurs sociaux du Sénégal

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020
Population (en millions)	14.99	15.42	15.85	16.30	16.74
Croissance démographique (%)	2.8	2.8	2.8	2.7	2.7
Croissance de la population urbaine (%)	3.7	3.8	3.7	3.7	3.7
Densité de population (personnes)	78	80	82	85	87
RNB (millions USD)	18,542	20,409	22,516	22,651	24,046
RNB par habitant (USD)	1,270	1,280	1,390	1,430	1,430
Taux de pauvreté (<2\$/jour, %)	-	-	-	-	-
Espérance de vie moyenne (ans)	67	67	68	68	-
Taux de fertilité total	4.8	4.7	4.6	4.6	-
Taux de possession de téléphones mobiles (pour 100 personnes)	101	102	104	110	114

Source : Banque mondiale, indicateurs du développement mondial en ligne (décembre 2021)

Tableau 4 : Principaux indicateurs économiques du Sénégal

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020
PIB (millions USD)	19,040	20,997	23,117	23,306	24,644
Taux de croissance du PIB (%)	6.4	7.4	6.2	4.4	1.5
Taux d'inflation des prix à la consommation (inflation) (%)	0.8	1.3	0.5	1.8	2.5
Part de l'industrie primaire (% du PIB)	14.4	15.0	15.0	15.0	17.0
Part de l'industrie secondaire (% du PIB)	16.4	15.8	15.5	14.8	14.0
Part de l'industrie tertiaire (% du PIB)	52.0	52.2	52.2	51.2	49.9
Taux d'exportation (% du PIB)	21.6	21.9	22.9	24.3	20.6
Taux d'importation (% du PIB)	32.5	35.8	38.8	38.5	35.5
Taux de formation brute de capital (% du PIB)	25.4	29.8	32.6	31.9	30.5
Recettes fiscales (% du PIB)	16.4	15.9	16.4	-	-
Dépenses militaires (% du PIB)	1.6	1.5	1.7	1.5	1.6
Commerce de marchandises (% du PIB)	54.1	57.7	61.8	62.8	56.1
Solde de la dette extérieure (millions USD)	7,534	9,820	12,681	15,139	17,239
Montant des transferts de fonds reçus de l'étranger (millions USD)	1,981	2,149	2,428	2,522	2,562
Montant net des entrées d'investissements directs étrangers (millions USD)	472	588	848	983	-
Montant de l'aide au développement reçue (millions USD)	731	908	999	1,444	-

Source : Banque mondiale, indicateurs du développement mondial en ligne (décembre 2021)

⁸ Données de 2019. Solution commerciale mondiale intégrée. (<https://wits.worldbank.org/Default.aspx?lang=en>)

⁹ Moyenne des données de 2018-2019. OCDE/CAD

(2) Politique

Le Sénégal est un pays démocratique sous la forme d'une république constitutionnelle, avec un système semi-présidentiel dans lequel coexistent le régime présidentiel et le régime parlementaire (cependant, depuis 2019, le poste de Premier ministre a été supprimé). Le cadre de l'État se compose : (1) du président, (2) du Parlement (Assemblée nationale monocamérale), (3) du gouvernement, (4) du Conseil économique et social, (5) du pouvoir judiciaire (Conseil constitutionnel et Cour suprême).

Depuis son indépendance en 1960, le Sénégal jouit d'une remarquable stabilité politique parmi les pays d'Afrique de l'Ouest. Léopold Sédar Senghor, premier président du Sénégal (de 1960 à 1980) - également membre de l'Académie française au titre d'écrivain et poète représentatif de l'Afrique - fit avancer la construction nationale en tant qu'homme de gauche modérée favorable à la France, introduisit le multipartisme en 1976, etc., posant les bases de la démocratie du Sénégal d'aujourd'hui.

Proche de l'ancien président, Abdou Diouf (de 1981 à 2000) poursuivit la politique de Senghor, mais en raison de la baisse progressive du soutien de la population au parti au pouvoir, lors des élections présidentielles de mars 2000, le président Diouf perdit contre le chef du Parti démocratique sénégalais Wade, ce qui mit un terme à 40 années de domination du Parti socialiste (anciennement appelé Union progressiste sénégalaise) initiée par Senghor.

Abdoulaye Wade, 3^e président de la République (de 2000 à 2012), en tant que leader charismatique, parvint à aménager des infrastructures, mais ne fut pas réélu lors des élections présidentielles de 2012. Le président Wade admit aussitôt sa défaite, permettant une transition pacifique avec son successeur M. Macky Sall, geste qui fut salué par l'opinion internationale.

Le président Macky Sall a été réélu lors des élections présidentielles de 2019, la cérémonie d'investiture ayant eu lieu en avril de la même année (depuis la réforme constitutionnelle de 2016, la durée du mandat est passée à 5 ans). Le président Macky Sall a lancé une politique de transparence en politique et de décentralisation, avec pour but de réduire les inégalités sociales et de redynamiser les campagnes. Par ailleurs, concernant la Casamance où le mouvement séparatiste s'est ravivé depuis les années 1980 et où la situation reste instable, le président a entrepris des pourparlers de paix avec les représentants du Mouvement des forces démocratiques de Casamance, et a favorisé la redynamisation de l'économie de la région, etc., en vue d'une résolution de cette question sur le long terme. Le parti au pouvoir détenant les trois-quarts des sièges du Parlement, le président dispose d'une assise politique solide.

1-1-4. Plan de développement¹⁰

Dans les années 2000, les plans de développement du gouvernement sénégalais mettaient

¹⁰ Élaboré à partir des renseignements figurant dans le Plan Sénégal Émergent, République du Sénégal (2014) et le « Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020) » (JICA)

l'accent sur la réduction de la pauvreté, mais avec l'introduction du PSE élaboré en 2014, la priorité est désormais placée sur le développement économique. Le PSE, qui vise « la croissance en vue de l'émergence dans la solidarité et l'état de droit à l'horizon 2035 », se définit selon 3 axes majeurs : (1) transformation structurelle de l'économie et croissance, (2) capital humain, protection sociale et développement durable, (3) gouvernance, institutions, paix et sécurité.

Le PSE est scindé en Plans d'Actions Prioritaires (PAP) quinquennaux, et le PAP1 s'est déroulé de 2014 à 2018. Parmi les résultats pour cette période, on peut citer notamment : (1) stabilité et croissance macroéconomique (croissance économique de 6,6 % en moyenne pour un objectif de 7,1 %, taux moyen d'inflation en dessous de 3 %, etc.), (2) promotion des projets d'infrastructure (doublement de la capacité de production électrique (passée de 573 MW en 2012 à 1130 MW en 2017), prolongement autoroutier (passé de 35 km en 2013 à 113 km en 2018), aménagement ferroviaire entre la ville et l'aéroport, aménagement d'un pont international), (3) renforcement des services sociaux de base (éducation, santé, protection sociale), (4) essor de l'industrie (déficit commercial (% du PIB) : 18,4 % pour la période 2009-2014, 12,8 % pour la période 2014-2018 ; établissement de terres de culture horticoles par rapport à l'Europe, etc.)

Le PAP2 (2019-2023) également se fonde sur les 3 axes fixés dans le PSE et les actions sont poursuivies en s'y référant. Le PAP2 prend en compte la réalisation des ODD, en déterminant 21 objectifs stratégiques suivant les 3 axes du PSE et les 56 résultats attendus.

Tableau 5 : Objectifs stratégiques et effets attendus du PAP2

Trois axes du PSE	Objectifs stratégiques du PAP2	Effets attendus
Transformation structurelle de l'économie et croissance	1. Promouvoir des secteurs moteurs de croissance et d'exportations	1. Des secteurs porteurs de croissance et d'emplois (moteurs et émergents) sont développés 2. Les exportations sont diversifiées et la qualité des produits et services exportés est améliorée 3. La dépendance de la demande nationale par rapport aux importations est réduite 4. La compétitivité des PME est améliorée
	2. Accroître le niveau et l'efficacité des investissements dans l'économie	1. Le niveau et l'efficacité de l'investissement public sont accrus 2. Le volume de l'investissement privé est accru
	3. Développer des infrastructures de qualité	1. L'accès aux infrastructures économiques dans les chaînes de valeur est amélioré 2. La couverture du territoire en télécommunications et TIC et l'accès aux services numériques sont améliorés
	4. Améliorer l'accès à l'énergie et au foncier	1. L'accès à une énergie de qualité, en quantité suffisante et à moindre coût, est assuré 2. L'accès au foncier sécurisé et au foncier aménagé est facilité
	5. Renforcer les bases d'une productivité élevée	1. La qualité des ressources humaines dans les secteurs de production est améliorée 2. Le niveau de formalisation de l'économie est renforcé 3. La participation des femmes dans les activités de création de richesse est renforcée 4. L'adoption des innovations dans les pratiques productives est renforcée 5. La réglementation du marché du travail est améliorée
	6. Promouvoir une industrialisation durable	1. Le tissu industriel est densifié et diversifié 2. Le secteur de l'industrie est davantage dynamique 3. Les modes de production et de consommation durables sont établis

Trois axes du PSE	Objectifs stratégiques du PAP2	Effets attendus
Capital humain, protection sociale et développement durable	1. Améliorer l'état de santé et de la nutrition des populations	1. La morbidité et la mortalité sont réduites 2. L'état nutritionnel de la population est amélioré 3. Le système de gouvernance du secteur de la santé est renforcé
	2. Promouvoir une offre éducative de qualité en adéquation avec les besoins socio-économiques et culturels	1. L'analphabétisme est réduit 2. L'accès à l'éducation et à la formation de qualité pour tous est assuré 3. Le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est renforcé 4. L'accès à un enseignement supérieur de qualité est renforcé 5. La formation est adaptée aux besoins socio-économiques 6. L'efficacité des dépenses d'éducation et de formation est améliorée
	3. Promouvoir la recherche et l'innovation au service du développement	1. La recherche et l'innovation sont promues et valorisées au service du développement
	4. Améliorer l'accès aux services sociaux de base de qualité	1. L'accès des populations à l'énergie en milieu rural est accru 2. L'accès à l'eau en quantité et en qualité et à l'assainissement est amélioré
	5. Améliorer l'accès à l'habitat social et à un cadre de vie décent	1. L'accès au logement social est amélioré 2. La qualité du cadre de vie est améliorée
	6. Promouvoir le travail décent	1. L'entrepreneuriat est développé 2. L'accès au travail décent est amélioré pour les travailleurs du secteur formel et de l'économie informelle 3. L'accès à l'emploi décent des jeunes et des femmes est amélioré
	7. Accélérer le rythme de la transition démographique	1. Le croît démographique est maîtrisé
	8. Promouvoir une meilleure gouvernance de la migration	1. Le système national de gestion de la migration est amélioré
	9. Promouvoir la protection sociale	1. La couverture sociale des populations est améliorée 2. L'inclusion sociale des personnes vivant avec un handicap est améliorée 3. La protection de l'enfance est renforcée
	10. Réduire la dégradation de l'environnement, des ressources naturelles et des effets néfastes du changement climatique	1. Les capacités d'adaptation et d'atténuation des populations et des écosystèmes aux effets du changement climatique sont renforcées 2. La gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles est renforcée
Gouvernance, paix et sécurité	1. Améliorer la qualité du service public	1. La gestion des finances publiques est plus performante 2. L'environnement des affaires est plus attractif 3. La transparence dans la gestion des ressources publiques est renforcée 4. L'incidence de la corruption est moins importante 5. L'administration publique est plus efficace
	2. Renforcer la citoyenneté et l'Etat de droit	1. L'accès à une justice équitable est amélioré 2. L'enregistrement des faits d'état civil est amélioré
	3. Promouvoir l'équité et l'égalité de genre	1. L'autonomisation de la femme est améliorée 2. La représentation des femmes dans la gouvernance politique et administrative est renforcée 3. La protection de l'intégrité physique et morale des femmes est améliorée
	4. Renforcer la paix et la sécurité	1. La couverture sécuritaire est améliorée 2. La coopération internationale est renforcée
	5. Renforcer la gouvernance territoriale	1. Les territoires sont plus attractifs 2. La gestion foncière est améliorée

Source: République du Sénégal, Plan Sénégal Émergent Plan D'Actions Prioritaires 2019-2023, 2018

Face aux conséquences du COVID-19, le gouvernement sénégalais a rectifié le contenu du PAP2 sous la forme du PAP2A, approuvé en septembre 2020 par le président. Le PAP2A met la priorité sur les domaines de l'agriculture et de la santé dans une optique de consolidation de la « souveraineté alimentaire » et de la « souveraineté sanitaire », ainsi que la redynamisation de l'économie à travers la promotion de l'industrie manufacturière, du numérique et du tourisme. Alors que budget du PAP1 s'élevait à 1800 milliards de yens, celui du PAP2 était de 2600 milliards de yens et la programmation / la mise en place de 700 projets environ, tandis que le PAP2A a atteint un budget de 2700 milliards de yens (hausse de 4 %). Pour le PAP1, la contribution des bailleurs s'est établie à 928,1 milliards de yens, et pour le PAP2, ils se sont engagés à hauteur de 1500 milliards de yens. 85,7 milliards de yens (soit 3,6 % du total) ont été affectés au secteur de l'éducation, principalement dans la construction d'universités, la construction et la mise à niveau d'écoles et d'installations. La répartition du budget du PAP 2A pour chaque axe du PSE s'établit comme indiqué ci-dessous.

Tableau 6 : Allocation budgétaire du PAP 2A

Axes stratégiques	Budget 2021-2023 (En milliard de FCFA)	Proportion
(i) Transformation structurelle de l'économie et croissance	7,237	59.7%
(ii) Capital Humain, Protection Sociale et Développement Durable	3,578	29.5%
(iii) Gouvernance, Système, Paix et Sécurité	1,310	10.8%
Total	12,125	100%

Source : République du Sénégal, PAP 2 Ajusté et Accélééré (PAP 2A) pour la Relance de l'économie 2019-2023, 2020

1-2. Contexte et circonstances de la demande d'aide financière non-remboursable

Au Sénégal, les capacités et l'organisation des employés, des structures, des systèmes, de l'administration des finances, etc., relatives aux organisations gouvernementales et aux ministères concernés qui traitent les questions de développement sont généralement insuffisantes par rapport aux enjeux à affronter. Par conséquent, également au niveau de chaque domaine prioritaire d'aide, l'amélioration des capacités de l'administration publique et la constitution de systèmes constituent les enjeux majeurs, et il est attendu que le JDS forme les agents publics, etc., directement impliqués dans ces problématiques.

Dans la politique d'assistance du Japon pour le Sénégal (septembre 2020), le principe directeur d'aide en tant qu'objectif global « Apporter une aide équilibrée entre le développement économique et le développement social, contribuant à la stabilité et au développement de la région de l'Afrique de l'Ouest » a été posé avec 2 domaines prioritaires d'aide : « Développement des infrastructures pour le développement industriel » et « Réduction des disparités et l'amélioration de la résilience », et la promotion du développement des ressources humaines au sein de ces domaines a été fixée. Sur la base de la politique décidée lors de « la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique) », principale forum de la diplomatie entre le gouvernement japonais et les pays africains, le JDS contribue à l'approche japonaise qui sous-tend la TICAD : « croissance de qualité », « sécurité humaine » (« renforcement des capacités de chaque Africain ») et « partenariat public-privé pour le développement de l'Afrique ».

Dans le contexte exposé précédemment, le gouvernement sénégalais a adressé au gouvernement japonais une demande de projet d'accueil d'étudiants étrangers sur 4 ans à partir de 2023. Il est attendu qu'à travers le développement des ressources humaines (agents publics, etc.) dans le cadre de ce programme contribue au renforcement des agences centrales et à la résolution des enjeux de développement.

1-3. Plans de carrière et développement des ressources humaines des fonctionnaires

1-3-1. L'administration au Sénégal

Le pouvoir central du Sénégal se compose du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Secrétariat général du gouvernement et de 33 ministères. À l'heure actuelle, le chef de l'État est le président Macky Sall, réélu en 2019 pour un mandat de 5 ans. Il s'agit d'un pays démocratique sous la forme d'une république constitutionnelle, avec un système semi-présidentiel dans lequel coexistent le régime présidentiel et le régime parlementaire. Le président Macky Sall a lancé une politique de transparence en politique et décentralisation, avec pour but de réduire les inégalités sociales et de redynamiser les campagnes.

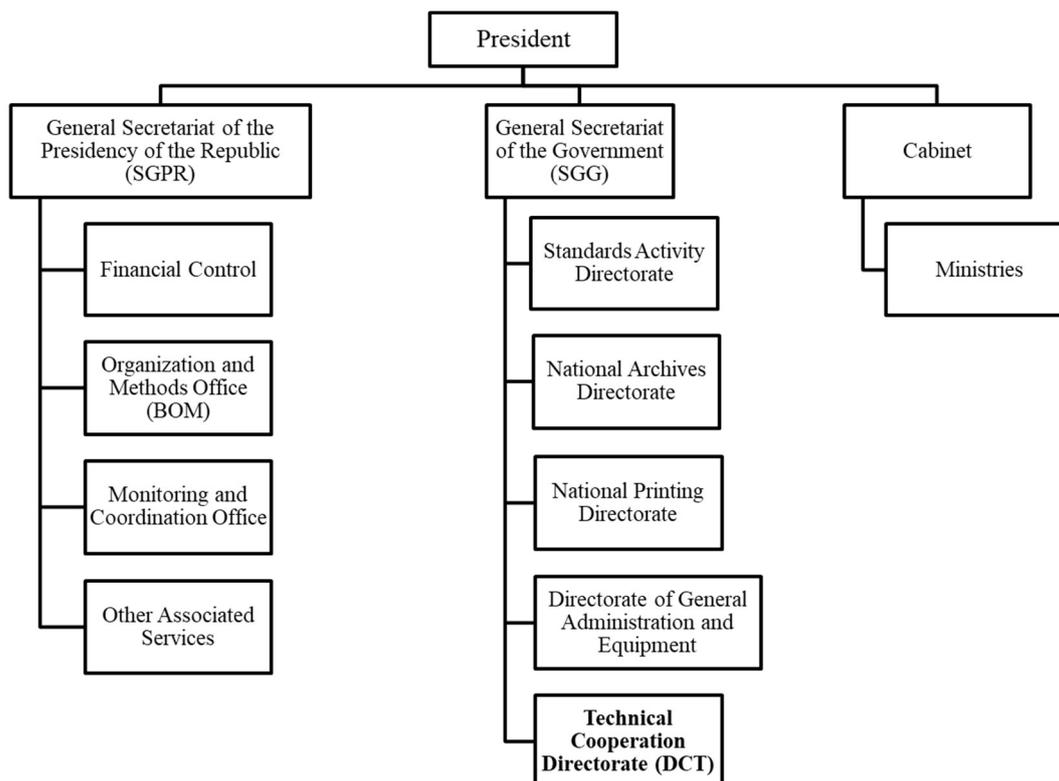


Figure 1 : Les structures administratives du Sénégal¹¹

¹¹ Élaborée d'après le site internet du gouvernement du Sénégal (<https://www.presidence.sn/en/institutions/government>, consultée le 13 avril 2022)

1-3-2. Le système des fonctionnaires

(i) Le système des fonctionnaires

Le système des fonctionnaires sénégalais est fixé d'après la Loi sur les fonctionnaires révisée en 1961 « Statut Général De La Fonction Publique Loi n°61- 33 du 15 juin 1961 relative au statut général de la fonction publique »¹². Les fonctionnaires sénégalais sont répartis dans les ministères du pouvoir central, des commissions nationales, des instituts de recherche, des autorités locales, des établissements scolaires, etc. ; l'élaboration des systèmes et de la politique liés aux fonctionnaires est régie par le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public¹³.

D'après les données de 2020 du ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public, le nombre de fonctionnaires gouvernementaux s'élève à 150 000 personnes environ ; d'après les données de l'Organisation internationale du travail, les fonctionnaires représentaient 8,7 % (en 2011) de la population active. Le Sénégal comptant un taux de chômage élevé, la stabilité du métier de fonctionnaire est prisée, et les fonctionnaires qui sortent des écoles de formation de la fonction publique sont souvent parmi les meilleurs élèves des lycées et universités. 70 % des fonctionnaires sénégalais appartiennent au corps enseignant. Les fonctionnaires appartiennent en principe à l'organisation à laquelle ils sont affectés au niveau des ministères, et ne sont pas transférés vers d'autres ministères. Selon les données de 2020, le rapport hommes/femmes dans la fonction publique est de 64,8 % pour les hommes et de 35,2 % pour les femmes.

Tableau 7 : Nombre de fonctionnaires dans le secteur public (2020)¹⁴

	Nombre de fonctionnaires en 2020
Fonctionnaires des ministères, etc.	env. 45,000
Enseignants et personnel (y compris les écoles primaires)	env. 105,000
Total	env. 150,000

Les fonctionnaires sont répartis dans des postes basés sur les hiérarchies A à C (tableau 8). Les fonctionnaires classées en hiérarchie A représentent 14,7 %¹⁵ de l'ensemble des fonctionnaires, soit 6 615.

¹² http://www.drh.finances.gouv.sn/textes/status/loi_fonctionnaire.pdf (consultée le 6 avril 2022)

¹³ Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public (en anglais : Ministry for the Civil Service and Public Service Renewal), (<https://fonctionpublique.sec.gouv.sn/actualites/le-minist%C3%A8re-de-la-fonction-publique-et-du-renouveau-du-service-public-%C3%A9labore-son-projet>, consultée le 13 avril 2022)

¹⁴ Site internet du ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public (<https://fonctionpublique.sec.gouv.sn/actualites/en-2021-le-budget-de-la-fonction-publique-s%E2%80%99%C3%A9labore-son-projet>, consultée le 13 avril 2022)

¹⁵ Rapport annuel sur l'état de la Fonction publique sénégalaise – 2019, ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public

**Tableau 8 : Rangs professionnels des fonctionnaires sénégalais et des diplômes requis
(exemple)¹⁶**

Catégorie professionnelle	Hiérarchie	Rang professionnel	Diplôme
Directeur Général de Cabinet, Secrétaire Général de Direction	A exception		Poste à nomination politique Fonctionnaire
Administrateur Civil	A	A1	Diplôme du programme supérieur de l'ENA, Master, Doctorat
Adjoint Administrateur Civil		A2	Diplôme de l'ENA
Chef, responsable		A3	Licence
Personnel général	B, C	B, C	Écoles spécialisées, lycées

Une enquête menée auprès des agences gouvernementales qu'il est prévu de cibler par le JDS a montré que 46 %, soit près de la moitié des fonctionnaires de ces agences, ont moins de 40 ans, la tranche d'âge ciblée par le JDS. Sur la base de ce chiffre et du nombre de fonctionnaires de la hiérarchie A, l'hypothèse est que si tous les fonctionnaires étaient ciblés pour le JDS, environ 3 000 seraient éligibles pour le JDS.

(ii) Le recrutement des fonctionnaires

Le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public effectue un recrutement annuel de fonctionnaires en établissant des prévisions sur 3 ans. D'après les lignes directrices¹⁷ relatives au recrutement et à l'avancement des fonctionnaires fixées par ce ministère, le recrutement des fonctionnaires s'effectue selon les méthodes suivantes :

- Méthode du recrutement ouvert. Une fois par an, chaque ministère indique le nombre de postes disponibles et les personnes intéressées postulent en ligne (faible nombre de postes disponibles)
- Après être entré sur concours dans une école de formation des fonctionnaires et effectué un stage en tant que fonctionnaire.

En général, le parcours s'effectue ainsi : entrée sur concours dans une école de formation des fonctionnaires intégrée à une université, 3 à 5 ans d'études, stage au sein d'un ministère. Les méthodes pour devenir fonctionnaire après être passé dans une école de formation sont indiqués ci-dessous :

- Personnes nouvellement diplômées : après obtention du diplôme au lycée ou à l'université, entrée dans une école de formation des fonctionnaires pour y étudier, et enfin effectuer un stage avant de devenir fonctionnaire.
- Personnes déjà diplômées : après avoir une expérience professionnelle, entré dans une école de formation des fonctionnaires pour y étudier, et enfin effectuer un stage avant de devenir fonctionnaire.

¹⁶ Élaboré d'après les « Statut General De La Fonction Publique, Loi n° 61- 33 du 15 juin 1961 relative statut général de la fonction publique » et les entretiens avec différents fonctionnaires. Les diplômes sont cités à titre d'exemple et ne constituent pas un prérequis.

¹⁷ Manuel des Procédures Administratives, 2019 (<https://fonctionpublique.sec.gouv.sn/bibliotheque/manuel-des-proc%C3%A9dures-administratives>)

En plus des écoles de formation intégrées dans une université, il existe également des établissements indépendants comme les écoles spécialisées. Par ailleurs, chacune dispose d'une spécialité propre ; par exemple, la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF) et l'École normale supérieure d'enseignement technique et professionnel (ENSETP) au sein de l'Université de Dakar. Dans l'ensemble du Sénégal, on compte plus de 80 écoles de formation, certaines pour entrer dans la hiérarchie A, d'autres pour entrer dans la hiérarchie B.

Le processus pour passer de fonctionnaire stagiaire¹⁸ à fonctionnaire titularisé est déterminé par un recrutement officiel sur la base de l'évaluation du travail durant le stage¹⁹. Le diplôme de licence universitaire est le minimum requis pour être recruté dans la hiérarchie A. Par ailleurs, certains ministères mettent l'accent sur des domaines spécialisés. L'âge de la retraite chez les fonctionnaires est de 65 ans.

(iii) Avancement

Le système d'avancement des fonctionnaires reprend dans les grandes lignes celui de la France, et les rangs professionnels des fonctionnaires sont répartis de la hiérarchie A à C (tableau 8). Par ailleurs, l'avancement est déterminé selon les méthodes mentionnées ci-dessous :

- Système d'avancement général (Avancement d'échelon) : méthode d'avancement automatique tous les 2 ans à l'ancienneté.
- Méthode d'avancement par passage dans une hiérarchie ou un niveau supérieur : (ex : avancement de la hiérarchie B à A) : méthode par la réintégration dans une école de formation des fonctionnaires ou l'acquisition d'un titre universitaire de type Master, Doctorat, etc. Selon le ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public, s'il s'agit d'un titre universitaire répondant aux besoins des ministères principaux, la cible d'évaluation a lieu lors de l'avancement. Un exemple de moyen pour les fonctionnaires qui sont déjà dans la fonction publique de viser un poste plus élevé après avoir intégré une école de formation en vue d'une promotion ou d'une mutation dans un autre ministère est de s'inscrire à l'École Nationale d'Administration (ENA), qui est l'une des écoles de formation des fonctionnaires et une filiale du Secrétariat général du Gouvernement. L'ENA se positionne comme une école de formation au leadership pour préparer les étudiants à des postes de direction tels que chef de section, etc. Les diplômés du programme supérieur de l'ENA peuvent être promus au rang professionnel A1 (Administrateur Civil), comme le montre le tableau 8. La limite d'âge supérieure pour s'inscrire est de 55 ans.
- L'évaluation et la reconnaissance des diplômes obtenus dans le cadre d'études à l'étranger sont effectuées par un comité créé au sein de la Direction des Etudes, de la Législation et du

¹⁸ Les stages sont généralement proposés par une école de formation. La durée du stage varie de quelques mois à un an, en fonction du placement.

¹⁹ Depuis quelques années, le nombre de fonctionnaires recrutés étant réduit pour des raisons de budget gouvernemental, il arrive que seules les personnes diplômées de l'ENA soient recrutées en tant que fonctionnaire.

Contentieux du Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public. Le comité est composé de membres divers, qui comprennent non seulement le ministère, mais aussi la présidence, des professeurs d'université et, dans certains domaines, des entreprises privées. Selon le ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public, les étudiants qui étudient à l'étranger dans le cadre des programmes de bourses des bailleurs sont automatiquement éligibles pour une promotion, c'est-à-dire que les boursiers JDS y sont aussi éligibles.

- Pour l'accès aux rangs professionnels égaux ou supérieurs à celui de directeur, certains postes requièrent un Master. S'il s'agit d'un ministère lié aux sciences et à la technologie, certains postes requièrent un doctorat.

Comme indiqué dans la section 1-1-1, l'objectif du JDS est de contribuer à la résolution des enjeux de développement au Sénégal en tant que ressources humaines de base après le retour du Japon et de contribuer au renforcement du partenariat entre les deux pays à l'avenir par la construction de réseaux humains. Le Projet JDS ciblera les jeunes fonctionnaires (environ 3 000) parmi les ressources humaines de hiérarchie A (environ 6 600) qui devraient contribuer de manière significative à la réalisation desdits objectifs après avoir étudié au Japon et qui sont éligibles pour le Projet JDS.

1-3-3. Le système de développement des ressources humaines pour les fonctionnaires

(i) Guichet de stage des fonctionnaires

Le BOM (Bureau Organisation et Méthodes) est l'organe rattaché au Secrétariat général de la Présidence de la République en tant que guichet de stage des fonctionnaires du Sénégal ; la DCT (Direction de la Coopération Technique) est l'organe rattaché au Secrétariat général du gouvernement qui a en charge les stages à l'étranger (programme de bourse des bailleurs).

Les compétences du BOM sont : (a) la gestion des structures (y compris au niveau central et régional), la composition des structures, la saisie claire des besoins des structures ; (b) le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités des fonctionnaires ; (c) le monitoring des politiques ; les stages domestiques font partie des tâches dont il a la charge.

Concernant la compétence (b) pour le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités des fonctionnaires, une bourse est versée lorsque les fonctionnaires accomplissent un stage domestique grâce à un budget du gouvernement. Plus précisément, environ 180 fonctionnaires bénéficient actuellement d'une aide à la formation de la part du BOM²⁰ ; selon le BOM, le nombre de bourses est élevé dans les secteurs où le gouvernement se concentre particulièrement (agriculture et pêche).

La DCT est le guichet des programmes de stage à l'étranger financés par les bailleurs ; l'ensemble des stages à long/court terme et des programmes de bourse financés par les bailleurs

²⁰ Les formations pour lesquelles le MOB apporte une aide aux frais de scolarité peuvent être de courte ou de longue durée, et les organismes de formation sont des universités du pays. Les candidats qui souhaitent participer à la formation doivent présenter une lettre de recommandation de leur employeur et un formulaire de candidature.

comme le gouvernement japonais, le gouvernement français, le gouvernement chinois, le gouvernement sud-coréen, etc., et c'est par la DCT qu'ils sont portés à la connaissance au sein du gouvernement. Par ailleurs, la DCT s'occupe également des programmes chargés de souscrire/recruter comme les programmes de bourses du gouvernement français et de la KOICA.

(ii) Formation de la fonction publique

Comme indiqué précédemment, dans le cadre du développement des ressources humaines des fonctionnaires, il existe un système d'entrée à l'ENA pour étudier des domaines spécialisés visant à promouvoir les personnes qui sont déjà fonctionnaires. Les frais pour bénéficier des stages de l'ENA sont pris en charge par le gouvernement²¹, et de nombreuses personnes souhaitent entrer à l'ENA pour poursuivre leur carrière, car la promotion est garantie une fois admis à l'ENA²². La capacité d'admission annuelle à l'ENA s'élève à 200 personnes environ, mais d'après l'ENA, en 2021, 5000 personnes ont postulé au programme supérieur et 15 000 au programme général, soit un taux d'entrée de 1/100 seulement.

(iii) Traitement pendant la formation

En ce qui concerne le salaire pendant la formation de longue durée des fonctionnaires, ils ont le statut de « stagiaire » et sont payés par leur employeur pendant la période de formation si c'est une formation approuvée par son employeur.

Pour participer à une formation de longue durée en tant que stagiaire rémunéré, par exemple après avoir été sélectionné pour un programme d'études à l'étranger soutenu par un bailleur, une procédure d'acceptation (lettre d'acceptation) doit être effectuée par un comité au sein du Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public. (Le comité se réunit tous les trois mois (et ad hoc).)

Après acceptation par le comité, le candidat est agréé par son ministère et autorisé à participer à la formation avec rémunération. (La procédure d'agrément prend environ 1 à 2 semaines.)

²¹ Les écoles de formation autres que l'ENA ont payantes et si une bourse du BOM n'est pas disponible, les étudiants doivent payer des frais de scolarité. En outre, s'il ne peuvent obtenir l'approbation de leur employeur, ils sont placés en congé sans solde.

²² Selon le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du service public, l'ENA est reconnue comme le première école de formation de l'élite de la fonction publique du pays.

À propos de l'École nationale d'administration (ENA)

- L'ENA propose pour le développement des ressources humaines des fonctionnaires un programme de formation en 2 ans comprenant 7 domaines (administration, imposition, droits de douane, relations diplomatiques, économie, commerce, finances). Les effectifs de chaque domaine varient chaque année en fonction des besoins du gouvernement.
- Entrée à l'ENA : l'entrée à l'ENA s'effectue selon deux méthodes :
 - (i) Entrée après passage d'un examen à la sortie de l'université (entre 18 et 33 ans)
 - (ii) Entrée après une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en tant que fonctionnaire (fonctionnaire jusqu'à 55 ans)
(Exemple pour (ii) : entrée à l'ENA après avoir travaillé 5 ans en tant que fonctionnaire, puis avancement à la sortie)
- Le programme de l'ENA comprend deux niveaux : (a) programme supérieur, (b) programme général. Par exemple, actuellement, 89 personnes étudient le programme supérieur et 180 personnes étudient le programme général.
(Nombre de candidats du programme supérieur : 5000, nombre de candidats du programme général : 15 000)
Des stages au sein des ministères sont également inclus durant les 2 ans du cursus.
- Rapport avec la carrière de fonctionnaire : généralement, les diplômés de l'ENA obtiennent de l'avancement.
*Par exemple, un fonctionnaire (contrôleur) entrant à l'ENA avec 5 ans d'ancienneté est promu au poste d'inspecteur à la sortie de l'ENA.
- L'ENA envoie au ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public les données relatives aux diplômés, et en fonction de leurs besoins, les diplômés sont répartis dans les différents ministères.

1-3-4. La politique relative au genre

En février 1985, le Sénégal a ratifié la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes » (CEDAW). Concernant la situation générale sur les inégalités de genre, en 2021, l'indice des inégalités hommes-femmes établi par le Forum économique mondial place le Sénégal au 104^e rang sur 156 pays, derrière le Cap Vert (68^e) et le Libéria (94^e) parmi les pays d'Afrique de l'Ouest. La raison de la troisième place du Sénégal parmi les pays d'Afrique de l'Ouest peut être attribuée à ses efforts pour améliorer la participation

des femmes à la politique, avec une forte proportion de femmes au parlement²³ et une 38e place dans le classement de l'indice précédent.

Le gouvernement sénégalais a également adopté la « Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre 2016-2026²⁴ », suite à l'introduction d'une loi sur l'égalité en 2010, qui stipule que les femmes, les filles, les hommes et les garçons ont les mêmes chances de participer au développement et de bénéficier équitablement du développement national, ainsi que de promouvoir l'équité et l'égalité des genres. Cette stratégie impose par ailleurs au niveau de l'État une répartition budgétaire égale entre les genres. Au niveau des dispositifs nationaux relatifs au genre, le ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de cette stratégie.

D'après le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public, le président a installé un bureau sur le genre dans l'ensemble des ministères. « Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre 2016-2026 », la politique en faveur de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes instituée par le ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants, ne fixe pas d'objectifs chiffrés concrets mais il est indiqué dans cette politique « 3.2. Orientation stratégique de la SNEEG » qu'elle encourage spécifiquement la prise en compte de l'égalité des genres dans toutes les politiques. Les politiques liées au genre sont également reflétées dans les objectifs stratégiques du PAP 2 (2019-2023), la « promotion de l'équité et l'égalité de genre » étant l'un des objectifs. Aucun objectif chiffré n'est imposé concernant la proportion hommes-femmes parmi les fonctionnaires ; d'après les données de 2020, celle-ci s'établirait à hauteur de 64,8 % d'hommes et 35,2 %²⁵ de femmes.

²³ Dans l'évaluation d'Equal Measures 2030, une initiative d'évaluation complète en termes de réalisation de l'égalité de genre, le Sénégal s'efforce de garantir l'égalité des femmes, par exemple en faisant avancer l'introduction de la loi de 2010 sur l'égalité afin de rendre obligatoire l'égalité entre les hommes et les femmes sur les listes électorales pour toutes les élections. En conséquence, le nombre de femmes parlementaires est passé de 64 sur 150 sièges lors des élections de 2012 à 70 sur 165 sièges lors des élections de 2017.

(<https://www.equalmeasures2030.org/datahub/2019-sdg-gender-index/country/senegal/#:~:text=Senegal%20has%20adopted%20the%20National%20Strategy%20for%20Equity,strategy%20also%20mandates%20gender%20budgeting%20at%20national%20level>, consultée le 9 mai 2022)

²⁴ <https://www.csoplcp.gouv.sn/pasneeg/documents/SNEEG2.pdf>, consultée le 9 mai 2022

²⁵ Consulter les données de 2020 sur les fonctionnaires établies par le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public.

1-4. Orientation de l'aide du Japon

1-4-1. Orientation de l'aide du Japon²⁶

Le Japon bâtit et maintient des relations bilatérales amicales avec le Sénégal depuis 1960, année de l'indépendance sénégalaise et où le Japon a établi des relations diplomatiques avec ce pays. En novembre 2020, l'ambassade du Sénégal à Tokyo a organisé une célébration pour les 60 ans de l'instauration des relations diplomatiques Japon-Sénégal, à laquelle a assisté M. Eiichiro Washio, vice-ministre des Affaires étrangères. M. Washio y a félicité les deux pays pour cet événement et mentionné les échanges riches qui existent depuis de longues années au niveau des personnes et indiqué qu'il désirait encore davantage approfondir les échanges au sein de divers domaines.

Depuis ses débuts en 1976, la coopération économique du Japon à destination du Sénégal a apporté une aide visant à contribuer à un développement durable tout en accordant une grande importance au soutien du développement économique, afin de promouvoir la stabilité démocratique et le développement sain du Sénégal. En outre, le soutien offert jusqu'ici pour la formation des ressources humaines en mettant à profit les connaissances et techniques japonaises a été étoffé. L'objectif est de l'étendre à l'ensemble des régions de l'Afrique de l'Ouest, en même temps que d'assurer la pérennité des fruits du développement par la coordination entre les aspects *hard* (infrastructures et aménagements) et *soft* (formation des ressources humaines).

Selon l'annonce faite par la réunion ministérielle de la TICAD organisée en vue de la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique devant se tenir en août 2022 en Tunisie (TICAD 8), le Japon prévoit de poursuivre ses actions afin « en vertu du principe de la sécurité humaine, [...] de soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et les Objectifs de Développement Durable, en mettant l'accent sur les "personnes" et la "croissance de qualité" »²⁷. Par ailleurs, puisque le Sénégal présidera l'Union Africaine (UA) lors de la TICAD 8, son importance en tant que partenaire en est renforcée pour le Japon.

Les réalisations de la coopération économique du Japon à destination du Sénégal se classent à la cinquième place (en 2018) parmi celles des pays membres de l'OCDE, ce qui fait du Japon un bailleur important pour le Sénégal. Divers projets d'APD, dont au premier plan sous la forme d'aides financières non remboursables, ont été réalisés, pour un montant total de 1 milliard 638,21 millions de dollars US (jusqu'à l'exercice 2019). Si l'on regarde la répartition des types d'aides dans le montant total de la coopération économique pour le Sénégal jusqu'à la fin de l'exercice 2019, on voit que les prêts remboursables s'élèvent à 61,19 millions de dollars US, les prêts non remboursables à 1 milliard 65,95 millions de dollars US et la coopération technique à 510,07 millions de dollars US²⁸.

²⁶ Site du ministère des Affaires étrangères (<https://www.mofa.go.jp>, consulté le 13 avril 2022).

²⁷ Site du ministère des Affaires étrangères (https://www.mofa.go.jp/mofaj/press/release/press1_000805.html, consulté le 14 avril 2022).

²⁸ Site du ministère des Affaires étrangères, Aide publique au développement (APD), recueil des données par pays,

L'évolution des aides effectives des principaux bailleurs, dont le Japon, durant les dernières années est présentée dans le tableau ci-dessous.

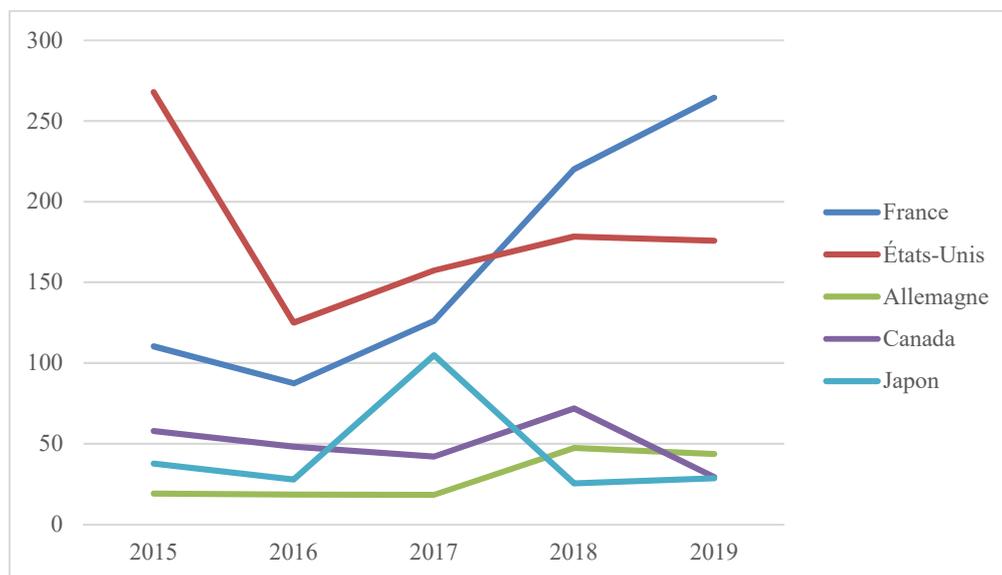


Figure 2 : Évolution des aides effectives pour le Sénégal de la part des principaux bailleurs (uniquement CAD) (Unité : million de dollars US, basé sur montant total des dépenses)²⁹

1-4-2. Le système des bourses d'étude au Japon

Au 1^{er} mai 2021, le nombre total d'étudiants d'échange au Japon, au bénéfice d'une bourse d'études nationale ou couvrant personnellement leurs frais, était de 242 444. Concernant la répartition des étudiants en fonction de leur région d'origine, 95,1 % venaient des régions asiatiques (1^{er} rang) alors que la part d'étudiants d'échange venant de régions africaines était de 0,8 % (4^e rang)³⁰. En termes du nombre d'étudiants d'échange par pays d'origine, on compte 91 étudiants du Sénégal (2020).

La figure suivante montre les tendances chez les étudiants d'échange sénégalais au Japon durant les dix dernières années. Le nombre d'étudiants d'échange venus au Japon du Sénégal a atteint un pic en 2018 avant de diminuer, mais par rapport à la situation d'il y a dix ans, ce nombre a plus que triplé.

2020 (https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/press/shiryo/page2w_000002.html#section8).

²⁹ Établi à partir du site des statistiques de l'OCDE (<http://stats.oecd.org/qwids/>, consulté le 1^{er} avril 2022).

³⁰ « Résultats de l'enquête sur l'affiliation des étudiants étrangers en échange pour 2021 », 2021, Japan Student Services Organization (JASSO)

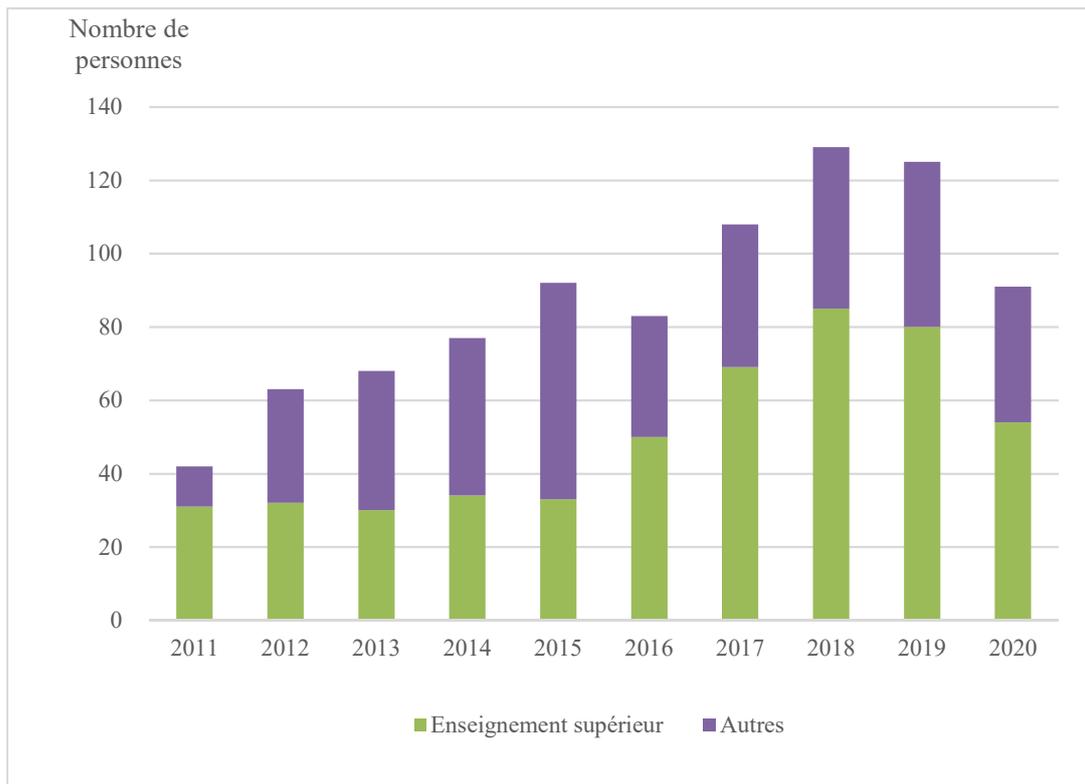


Figure 3 : Transition des étudiants du Sénégal au Japon³¹

Selon les données de la JASSO, l'augmentation du nombre d'étudiants subvenant à leurs propres frais est particulièrement marquée dans les dix dernières années et représente un facteur déterminant de l'évolution du nombre d'étudiants. Les étudiants venus au Japon dans le but d'acquérir des « compétences techniques spécialisées » ou des « compétences en japonais » ont particulièrement augmenté.

Les initiatives du gouvernement japonais destinées aux étudiants d'échange étrangers, dont les étudiants du Sénégal, sont principalement mises en œuvre par cinq organismes. Il est possible de grossièrement distinguer trois catégories concernant les aides s'adressant aux représentants gouvernementaux ainsi que le fait le JDS, à savoir les bourses d'études du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie, les bourses passant par l'intermédiaire des donations du gouvernement japonais à des institutions internationales et les stagiaires de longue durée de la JICA. Le tableau suivant présente la classification de ces éléments. Par ailleurs, les bourses autres que celles du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie pour les étudiants d'échange, des stagiaires de longue durée de la JICA (y compris l'Initiative ABE³² et le SDGs Global Leader Course (ci-après, « SDGs Course ») comptent peu d'inscrits sénégalais, du fait qu'elles n'incorporent pas des programmes avec un nombre de participants, des domaines, etc. adaptés en particulier au Sénégal.

³¹ Compilé les données obtenues de la JASSO

³² Programme de Bourse d'Etude pour un Master au Japon aux Jeunes Africains

Tableau 9: Programmes de bourses du gouvernement japonais

Organisations	Projet	Objectifs
Ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT)	Bourse d'études du Gouvernement Japonais (Monbukagakusho)	Promouvoir les échanges culturels internationaux et encourager l'amitié mutuelle entre le Japon et d'autres pays, tout en contribuant au développement des ressources humaines des pays étrangers
Société Japonaise pour la Promotion de la Science (JSPS)	Programmes de bourses JSPS pour les chercheurs étrangers	Soutenir les progrès de la recherche des chercheurs étrangers et promouvoir la recherche académique japonaise ainsi que l'internationalisation par le biais de relations de recherche coopérative avec des chercheurs étrangers.
	Programme RONPAKU (Thèse de Doctorat)	Soutenir d'éminents chercheurs des pays d'Asie et d'Afrique pour qu'ils obtiennent un doctorat dans des universités japonaises en soumettant des thèses, quel que soit leur cursus universitaire. L'objectif est d'améliorer le niveau de la recherche universitaire dans les pays cibles et de développer les relations d'échanges universitaires entre le Japon et les pays cibles.
Ministère des affaires étrangères (MOFA)	Programme conjoint de bourses d'études supérieures du Japon et de la Banque mondiale (JJ/WBGSP)	Offrir aux <u>cadres intermédiaires</u> des pays en développement la possibilité de suivre des cours de Master dans des domaines liés au développement dans les pays occidentaux, au Japon, etc. Le projet est administré grâce aux dons du gouvernement japonais depuis plus de 25 ans. Plus de 5 000 personnes ont bénéficié de cette bourse à ce jour et plus de 200 millions de dollars ont été dépensés par le gouvernement japonais. Le projet est destiné au personnel du gouvernement et du secteur privé.
Ministère des affaires étrangères (MOFA)	Bourse d'études Japan Africa Dream Scholarship (JADS)	Ciblant les pays membres de la Banque africaine de développement (BAD) possédant une expertise et une expérience pertinentes ainsi qu'un historique d'engagement dans le développement de leur propre pays, ce programme aide les étudiants à obtenir un Master en développement énergétique et dans des domaines connexes. Les boursiers doivent retourner dans leur pays et utiliser les connaissances et les compétences acquises pour contribuer au développement durable de leur propre pays.
JICA	Programme de formation à longue durée ³³	Un programme de coopération technique visant à accueillir de jeunes ressources humaines de qualité provenant des homologues des projets de la JICA dans les pays en développement et d'organisations liées au gouvernement des pays cibles, pour une période de plus d'un an, afin de leur permettre d'acquérir des connaissances et des techniques globales et avancées.
	Programme de Bourse d'Etude pour un Master au Japon aux Jeunes Africains (ci-après dénommé « Initiative ABE »)	Ce programme accepte d'excellents jeunes qui seront responsables du développement industriel dans les pays africains en tant qu'étudiants internationaux dans le programme de Master, et leur offre également des visites et des stages dans des entreprises japonaises. Grâce à ce programme, on espère qu'un réseau de contacts sera formé entre le Japon et l'Afrique qui contribuera au développement industriel en Afrique, et que les entreprises japonaises joueront un rôle actif en tant que pilotes dans la promotion des activités économiques en Afrique.
Japan Foundation	Programme de bourses d'études japonaises	Afin de promouvoir les études japonaises à l'étranger, ce programme apporte un soutien aux <u>universitaires, chercheurs et doctorants étrangers</u> de qualité en études japonaises en leur offrant la possibilité de mener des recherches au Japon. Les domaines des sciences naturelles, de la médecine et de l'ingénierie ne sont pas concernés. Durée maximale de 14 mois.

³³ Programme de formation à longue durée en dehors de l'Initiative ABE

(1) Bourses d'études du gouvernement japonais pour les étudiants d'échange étrangers (ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie)³⁴

Similaire au Projet JDS, il s'agit d'un système d'étudiants chercheurs ciblant les cursus de deuxième et troisième cycles, et des étudiants sénégalais sont acceptés chaque année. Le nombre d'étudiants en Master ou doctorants acceptés (nombre de personnes effectivement inscrites) durant les cinq dernières années est présenté dans le tableau ci-dessous. Aucun domaine cible n'a été défini.

Les candidats du Sénégal ont pour caractéristique de provenir pour la plupart du domaine des sciences. Certains de ces boursiers désirent rapporter au Sénégal ce qu'ils ont pu étudier dans l'environnement de pointe du Japon, via par exemple des recherches sur les cultures, dont le riz, résistantes au climat sénégalais ou sur des études en pathologie afin de résoudre les épidémies touchant le pays.

Tableau 10 : Acceptations dans le cadre du programme de bourses du gouvernement japonais (statut d'inscription)

Programme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Doctorat	4	5	3	4	4	4	2	2	2	3
Master	6	5	4	4	4	4	4	5	3	1

Source : Information obtenues auprès de JASSO

Tableau 11 : Programme ciblé sur les cursus de deuxième et troisième cycles dans le cadre des bourses d'études du gouvernement japonais pour les étudiants étrangers

Étudiant chercheur	
Objectif	Visant à développer les échanges culturels internationaux du Japon avec les pays étrangers ainsi que promouvoir les relations d'amitié réciproques, le Japon investit dans la formation de personnes de l'étranger. Après avoir étudié entre 1 an et demi et 2 ans dans une université japonaise en tant qu'étudiant chercheur, la période d'octroi de la bourse peut être prolongée si le candidat a passé les examens d'admission (Master ou Doctorat) durant ladite période. Une personne ne parlant pas japonais devra étudier une demi-année dans une école préparatoire durant cette période.
Année de fondation	1954
Domaine cible	Tout domaine par lequel il est possible d'être accepté dans une université japonaise
Langue d'enseignement	Japonais ou anglais (le candidat doit être motivé par l'apprentissage du japonais)
Nombre de participants	Non défini
Principales conditions d'éligibilité	Âge : moins de 35 ans Expérience professionnelle : sans importance (étudiants également acceptés)
Méthode de sélection	Sélection/recommandation par une représentation diplomatique à l'étranger, recommandation par une université japonaise

³⁴ Les pays africains ne sont pas éligibles au Young Leaders' Program (YLP), l'une des bourses d'études du gouvernement japonais.

(2) Schéma des séjours d'étude par l'intermédiaire de l'APD

Concernant l'introduction du JDS, la présente étude a vérifié la position qu'occupe le JDS dans le cadre global des activités de la JICA relatives aux séjours d'étude pour le Sénégal. Dans le schéma des séjours d'étude par l'intermédiaire de l'APD, l'Initiative ABE, le programme SDGs Global Leader, etc. sont déjà mis en œuvre. Les principales cibles de l'Initiative ABE seront la formation des ressources humaines du secteur privé et les organismes publics mentionnés ci-dessus et le programme SDGs Global Leader cible principalement les agents publics au niveau régional.

Tableau 12 : Programme de formation de ressources humaines de la JICA au Sénégal

Type de stage	Schéma de formation de ressources humaines	Participant(s)/an
l'aide financière non-remboursable	JDS (concerne en premier lieu les agents publics des principales agences publiques)	10
Stage de longue durée	Initiative ABE (concerne principalement des ressources humaines du secteur privé)	env. 4
	SDGs Global Leader (concerne principalement les agents publics au niveau régional)	1
	Autres stages de longue durée	env. 3

(3) Activités d'association d'anciens sur place

L'ASEJ (Association des Ex Stagiaires du Japon) du bureau de la JICA au Sénégal a été volontairement fondée à l'initiative des personnes ayant achevé un stage de la JICA dans le but de créer un réseau avec d'autres stagiaires de retour au pays, et compte actuellement plus de 200 membres inscrits et actifs. L'association compte six membres du conseil d'administration et treize membres nommés au comité directeur, qui est dirigé par le président de l'association des anciens élèves et organise des séminaires pour partager les connaissances acquises au Japon.

Au Sénégal, on trouve également les activités de Kakehashi Africa, une association regroupant majoritairement des personnes travaillant dans des entreprises privées après avoir pris part à un stage de l'Initiative ABE. Incorporant aussi d'anciens participants d'autres pays africains, elle propose, par exemple, d'échanger activement des informations en vue de créer des opportunités commerciales.

1-4-3. Situation de la coopération et des échanges dans le secteur privé

En date d'octobre 2020, le nombre d'entreprises japonaises opérant au Sénégal était de 20³⁵. Dans le cadre des initiatives du Japon visant à encore augmenter les investissements réalisés dans les secteurs privés et publics de l'Afrique qui se sont élevés à 20 milliards de dollars US durant les trois dernières années, une mission conjointe de promotion du commerce et des investissements en Afrique, menée par le secrétaire parlementaire pour les Affaires étrangères M.

³⁵ Site internet du ministère des Affaires étrangères (Enquête sur le nombre d'entreprises japonaises opérant à l'étranger)
(https://www.mofa.go.jp/mofaj/ecm/ec/page22_003410.html)

Nakatani, a visité le Sénégal en février 2020. Plus tard, en juillet de la même année, un nouveau district économique spécial réservé exclusivement aux entreprises japonaises (district de Diass) a été établi et les activités de promotion de ce district ont commencé auprès des entreprises³⁶.

En 1984, répondant aux demandes formulées par les autorités sénégalaises, le Japon a fondé le Centre de Formation Professionnelle et Technique (CFPT) Sénégal-Japon grâce à un prêt non remboursable. Il a également réalisé des coopérations techniques, notamment par des conseils techniques destinés à l'exploitation du centre et aux formateurs, l'établissement des programmes de formation, etc. Plus de 4 000 personnes ont déjà terminé une formation au CFPT et environ 20 % des techniciens travaillant dans des entreprises de communication importantes du Sénégal seraient passés sur ses bancs³⁷. Ce centre contribue ainsi de façon importante à la formation des ressources humaines dans le domaine industriel des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Dans ce contexte, alors que l'aménagement d'un environnement permettant aux entreprises japonaises d'investir et de s'implanter se poursuit, il importe dans la suite de planifier des occasions de réseautage entre les boursiers JDS et les entreprises japonaises. Lors d'événements du JDS jusqu'ici, par exemple les fêtes de clôture, sont invitées des personnes non seulement en lien avec les activités locales de l'APD, mais aussi avec les entreprises japonaises afin de proposer des occasions d'échanges avec les boursiers JDS. Au Sénégal, où de nouveaux projets sont lancés, il est important de fournir des opportunités d'échange qui déclencheront la collaboration et la coopération entre les entreprises japonaises et les boursiers JDS travaillant dans le gouvernement en organisant de manière proactive des opportunités d'échange. En particulier, le ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération et l'APIX, qui étaient les organisations cibles, sont les organisations de contact pour les investissements nationaux et étrangers et il est souhaitable de renforcer les relations avec eux.

1-5. Orientation de l'aide des autres bailleurs³⁸

1-5-1. Orientation de l'aide des bailleurs

Selon les résultats de la coopération économique des pays membres de l'OCDE envers le Sénégal (2018), le Japon, qui se trouve en cinquième position après, dans l'ordre, la France, les États-Unis, le Canada et l'Allemagne, fait partie des principaux bailleurs de l'aide bilatérale. Par ailleurs, le Sénégal et la Chine entretiennent des relations étroites aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Ainsi, le montant de coopération économique de la Chine pour 2018, année de la visite du Président Xi Jinping au Sénégal, s'est élevé à 65 millions de dollars US dans les domaines de coopération toujours en cours du 1) développement des infrastructures sur la base

³⁶ Site internet du ministère des Affaires étrangères (Mission conjointe pour la promotion du commerce et des investissements en Afrique) (https://www.mofa.go.jp/mofaj/af/af2/page3_002813.html)

³⁷ Site internet du ministère des Affaires étrangères (APD E-Newsletter n°414, 24 janvier 2020) (https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/mail/bn_414.html#section1)

³⁸ Site internet du ministère des Affaires étrangères (Compilation des données par pays 2020) (Consulté le 24 mars 2022)

de l'initiative « Une ceinture, une route », 2) l'approfondissement des relations de coopération reposant sur les Huit initiatives majeures proposées lors du Forum sur la coopération africaine de 2018, 3) les échanges humains (accueil d'étudiants internationaux, etc.). Ce qui explique que la présence de la Chine au Sénégal s'intensifie³⁹.

1-5-2. Les programmes de bourses des bailleurs

Au Sénégal, divers bailleurs ont mis en place des programmes boursiers. Le programme boursier de l'Agence coréenne de Coopération internationale (KOIKA) fait partie des programmes boursiers dont l'objectif principal est la formation des agents de l'administration à l'image du JDS.

Ensuite, d'autres programmes boursiers recrutent des étudiants internationaux brillants sans se limiter à leur statut de fonctionnaires, mais acceptent également des étudiants venus du secteur privé tels que les programmes boursiers des gouvernements français ou chinois. En tant qu'ancien pays colonisateur du Sénégal, le gouvernement français entretient de fortes relations politiques et économiques avec le Sénégal et s'adonne activement à la formation de ses jeunes leaders.

Tableau 13: Comparaison du JDS avec d'autres programmes de bourses d'études offerts par d'autres bailleurs au Sénégal

Nom du programme	Participants	Niveau	Domaine	Nombre d'étudiants accueillis
JDS	Fonctionnaires	Master	Gestion publique, développement des ressources humaines dans le secteur industriel, agriculture et développement régional, administration de la santé, etc.	10 par an (prévu à partir de 2023)
Bourse du gouvernement français	Recrutement général	Doctorat	Sciences humaines et sociales, sciences naturelles, etc.	Environ 50 par an
Gouvernement français/IFC	Fonctionnaires	Master	Administration financière, finance	Environ 3 par an
Programme boursier du gouvernement chinois	Fonctionnaires	Licence, Master, Doctorat	Technologie, agronomie, économie et gestion, etc.	Environ 48 par an (effectif jusqu'en 2019)
Bourse KOIKA	Fonctionnaires	Master	Politique économique, commerce, agriculture, etc.	Environ 3 à 5 par an

(1) Bourse du gouvernement français (stages à long et court terme)

(i) Stages destinés aux fonctionnaires de l'État (programme diplômant) Gouvernement français/IFC

Le gouvernement français met en œuvre un programme de bourse qui envoie chaque année, pendant huit mois, 3 ou 4 stagiaires pour étudier à l'École des finances publiques. En partenariat avec l'IFC (Société financière internationale), ce programme boursier qui permet d'obtenir le

³⁹ Document d'analyse par pays de la JICA pour la République du Sénégal, Agence japonaise de coopération internationale (institution administrative indépendante), compilé en nous référant au d'octobre 2020 (JCAP 2020 Sénégal). (<https://www.jica.go.jp/senegal/ku57pq0000046ge8-att/jcap.pdf>)

diplôme de Master dans le domaine des finances envoie pendant huit mois des jeunes stagiaires du gouvernement sénégalais dans une école française de finances publiques. Ce stage permettant d'acquérir des connaissances dans le domaine de l'administration financière, ce sont des membres du personnel du ministère des Finances et du Budget qui sont principalement envoyés.

Le gouvernement français/IFC couvre l'intégralité des dépenses des étudiants internationaux (y compris les frais de logement). La DCT assure la gestion du programme au Sénégal, telle que la diffusion d'informations relatives au recrutement au sein du gouvernement ainsi que la réception des candidatures provenant des ministères.

(ii) Stages destinés aux fonctionnaires de l'État (programme non diplômant)
Gouvernement français

Il existe un programme boursier qui envoie environ 3 jeunes fonctionnaires au total par an pour étudier à court ou long terme à l'École nationale d'administration (ENA). Ce programme lancé il y a une dizaine d'années est mis en œuvre au moyen d'un échange de Mémoire d'entente (MOU) entre le gouvernement français et la DCT qui sert d'intermédiaire avec le gouvernement sénégalais.

Le gouvernement français couvre l'intégralité des dépenses des études à l'étranger (y compris les frais de logement). La DCT assure la gestion du programme au Sénégal, telle que la diffusion d'informations relatives au recrutement au sein du gouvernement ainsi que la réception des candidatures provenant des ministères.

Le nombre de candidats est d'environ 100 à 150 par an, soit un taux de compétitivité qui frôle les cinquante pour un. La procédure de sélection comprend une première sélection, un examen secondaire (examen écrit) et une sélection finale (entretien⁴⁰). La durée du séjour à l'étranger est de six mois (programme court terme, un stagiaire environ) ou d'une année (programme long terme, deux à trois stagiaires environ). Les conditions d'éligibilité sont, pour le programme court terme, d'être titulaire d'une Licence et d'avoir une expérience professionnelle de deux années minimum au sein d'un organisme gouvernemental et pour le programme long terme, d'être titulaire d'un Master et d'avoir une expérience professionnelle de cinq années minimum au sein d'un organisme gouvernemental.

(iii) Programme d'étude de doctorat

50 doctorants internationaux sont accueillis chaque année dans le cadre du programme de bourse du gouvernement français. Ce programme est destiné aux étudiants d'universités publiques. Chaque année, environ 200 candidats se présentent. Ce programme est réservé aux études doctorales et ne comprend pas les études dans le cursus de Master. Une bourse leur est versée pour une durée maximale de trois années avec un renouvellement du contrat chaque année. (Comme dans le passé, certains étudiants ne parvenaient pas à le terminer en trois ans, il y a eu

⁴⁰ Les entretiens sont réalisés à Dakar par le représentant du gouvernement français (employé de l'Ambassade de France). Des entretiens en ligne sont réalisés pour les résidents qui habitent en province.

un changement de méthode depuis 2021 qui consiste à renouveler le contrat tous les ans tout en effectuant un contrôle de l'avancée des recherches.)

Des étudiants issus des quatre domaines que sont les sciences sociales et humaines, l'environnement, l'ingénierie et la médecine, sont accueillis et la sélection se déroule sous la forme d'un examen commun avec, pour chacun des domaines, un comité d'examen formé par des représentants français et sénégalais.

(iv) Associations d'anciens étudiants et activités de suivi

Le gouvernement français réalise un suivi actif des anciens étudiants et organise deux fois par an une rencontre des anciens étudiants « France Alumni » pour les anciens boursiers ayant étudié en France qui réunit environ 100 à 200 anciens étudiants. Les rencontres « France Alumni » prennent la forme de colloques qui traitent de thèmes spécifiques tels que la création de nouvelles entreprises ou l'autonomisation des femmes. Les thèmes peuvent être proposés par des membres d'association d'anciens boursiers, mais sont presque tous proposés par l'Ambassade.

Par ailleurs, outre « France Alumni » qui bénéficie du soutien de l'Ambassade, il existe d'autres associations indépendantes d'anciens étudiants (l'association des anciens élèves de l'ENA, les associations des anciens élèves dans le domaine du droit sous la houlette du gouvernement français [Ministère de la Justice] et du gouvernement du Sénégal [à partir de cette année] etc.).

(2) Programmes de bourse chinois

Selon une audition réalisée auprès du ministère des Finances et du Budget, jusqu'en 2019, de nombreux stages destinés aux Sénégalais ont été organisés par le gouvernement chinois, mais le nombre de stages du gouvernement chinois a diminué de manière drastique depuis 2020 en raison de l'impact de la crise du coronavirus.

Selon les informations de la DCT, aucun étudiant international n'a été envoyé durant l'année fiscale 2021, car la lettre adressée par le gouvernement chinois au ministère des Affaires étrangères sénégalais concernant le démarrage du recrutement de boursiers est arrivée en retard et n'a pas permis aux étudiants de postuler dans les temps.

La Chine (l'Institut Confucius au sein de l'Université de Dakar) organise des études à l'étranger, mais uniquement pour apprendre la langue chinoise. Les étudiants ayant obtenu au moins le niveau 3 au test de niveau en langue chinoise (HSK) sont envoyés pour un stage de six mois. L'obtention du niveau 4 au HSK donne la possibilité de postuler pour des études durant 2 à 4 ans. (d'après les informations de l'Institut Confucius).

(3) Programmes de bourse de la KOICA (Corée du Sud)

(i) Programme de bourse

Entre 3 et 4 étudiants (5 étudiants par an maximum) par an sont accueillis actuellement pour suivre un cursus de Master dans le cadre du programme boursier de la KOICA en Corée du Sud.

Les conditions pour postuler sont intégralement définies par le siège de la KOICA et sont presque identiques à l'ensemble des pays bénéficiaires. Il n'existe pas d'accueil dans le cursus de doctorat.

Les domaines concernés sont définis par le siège de la KOICA et les universités. Il existe entre 15 et 20 domaines, mais la KOICA envoie directement les documents d'incitation à candidature aux ministères des domaines dans lesquels le Sénégal déploie des efforts (agriculture, santé, éducation). Les informations sur le recrutement sont diffusées aux différents ministères par l'intermédiaire de la DCT.

Les candidats passent par un système de recommandation suivant une sélection du ministère ainsi que du service auquel ils appartiennent. Pour pouvoir porter sa candidature, il faut avoir moins de 40 ans. Il n'est pas autorisé d'être accompagné des membres de sa famille durant les études à l'étranger.

La sélection se déroule intégralement en ligne. Après une sélection sur dossier, un entretien en ligne a lieu dans le bureau de la KOICA au Sénégal, puis le siège de la KOICA fixe un entretien en ligne avec l'Université.

L'un des problèmes de recrutement au Sénégal est que le pays étant francophone, les candidats qui postulent pour un programme d'études en anglais sont peu nombreux. La sélection pose également problème, car les candidats ayant des compétences en anglais étant peu nombreux, il arrive souvent que ceux-ci échouent au stade de l'entretien et que le nombre d'étudiants admis soit inférieur à 5.

(ii) Activités de suivi

L'ensemble des stagiaires à court ou long terme participent à l'association des anciens élèves de la KOICA au Sénégal (ALASCO : Alumni des Anciens stagiaires Sénégalais Corée du Sud). Le siège de la KOICA prévoit un budget annuel de 15 000 à 18 000 dollars US à utiliser pour les activités de l'association des anciens élèves.

L'association des anciens élèves comporte un comité formé par cinq représentants des stagiaires rentrés au Sénégal qui réfléchit au contenu des activités pour l'année. Les activités de l'association des anciens élèves consistent en des échanges culturels, des colloques pour une mise en commun des connaissances, des dons à des orphelinats, etc. Dans le cadre des activités de relations publiques, chaque colloque est enregistré et les vidéos sont postées sur la page Facebook de l'association afin de permettre aux personnes n'y ayant pas participé de les visionner.

1-6. Situation des niveaux de ressources humaines et des besoins en développement des ressources humaines dans les organisations ciblées

Nous avons réalisé des enquêtes par questionnaire et auditions afin de déterminer la situation des niveaux de ressources humaines et des besoins en développement des ressources humaines des organisations ciblées en vue de la sélection de ressources humaines qualifiées, condition préalable à l'apparition d'effets du JDS.

(1) Aperçu des enquêtes par questionnaire

Entre octobre 2021 et mars 2022, nous avons réalisé une enquête par questionnaire auprès des organismes gouvernementaux amenés à devenir les organisations ciblées du JDS. Le questionnaire a été rédigé en français.

- Date d'envoi du questionnaire : 12 octobre 2021
- Date limite : 22 octobre 2021 (le taux de réponse étant faible, poursuite de la collecte d'octobre à fin mars 2020)
- Destinataires : 18 organisations (organismes gouvernementaux amenés à devenir les organisations ciblées)
- Taux de collecte : 66 % (réponse de 12 organisations sur 18)

(2) Aperçu des entretiens

Sur la base des résultats d'analyse des documents existants au Japon ainsi que des résultats du questionnaire, nous avons réalisé entre octobre 2021 et mars 2022 des auditions sur les besoins en développement de ressources humaines et sur les problèmes de développement par le biais d'entretiens et concertations en ligne avec les personnes concernées par le Projet JDS, ainsi que de visites directes auprès des principales organisations ciblées. De même, nous avons donné des explications à propos du JDS qui sont sur le point de démarrer et demandé leur coopération envers celles-ci.

(3) Conclusions de l'enquête

(i) Les besoins en développement des ressources humaines

Nous avons réuni dans le tableau suivant des informations sur les besoins en développement de ressources humaines des organisations ciblées ainsi que les domaines professionnels, à commencer par les domaines spécialisés, que nous avons constatés lors de l'enquête et des auditions.

Tableau 14 : Domaines prioritaires (domaines d'expertise) pour le développement des ressources humaines des principales organisations cibles⁴¹

Nom de l'organisation	Domaines d'expertise		
	1	2	3
Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	Santé animale	Productions animales	Mise en marché (commercialisation) des produits animaux
Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération	Économie	Finance	Investissement
Ministère de Affaires Étrangères	Diplomatie	Langues étrangères	Management
Ministère des Finances et du Budget	Finances publiques	Investissement, partenariat publics-privés (y compris l'expertise en négociation)	Gouvernance (politique publique)
Ministère de l'Économie Numérique et des Télécommunications	Informatique réseau/ Télécom	Développeur web, Programmeur, Ingénierie, R&D	
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de de l'Hygiène Publique	Management public	Urbanisation et aménagement	Construction génie civile
Ministère du Commerce et des PME	Macro économie	Finance	Investissement
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	Développement industriel	Investissement et chaîne de valeur	Gestion de l'audit et du contrôle
Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SE/CNSA)	Sécurité alimentaire	Suivi et évaluation	Finance
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Ingénierie	Gestion axée sur les résultats	Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Formation dans des domaines spécialisés des soins de santé	Formation des anesthésistes	Nouvelles technologies de la santé

Les besoins en développement des ressources humaines dans les domaines de l'économie, de la finance et des investissements ont notamment été cités par le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Par ailleurs, les besoins en développement de ressources humaines dans les domaines de l'administration financière, des partenariats publics privés ainsi que de la gouvernance ont été cités par le ministère des Finances et du Budget.

Aussi, outre les compétences dans des domaines spécialisés, nous avons réuni dans le tableau suivant les besoins en développement de ressources humaines, à commencer par les compétences en gestion nécessaires aux agents de l'administration, ainsi que les compétences en tâches administratives. Les besoins en développement des ressources humaines concernant les compétences, notamment en management, en leadership et en communication, ont été cités par l'ensemble des ministères.

⁴¹ 11 organisations sur 12 ont répondu au point correspondant.

Tableau 15 : Domaines prioritaires (compétences et qualifications en gestion et administration) pour le développement des ressources humaines des principales organisations cibles⁴²

Nom de l'organisation	Compétences et qualifications en gestion et administration		
	1	2	3
Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	Management et planification	Technologie de l'Information et de la communication	Juridique, gestion du personnel
Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération	Management et planification	Leadership	Technologie de l'Information
Ministère des Finances et du Budget	Management	Gestion des ressources humaines	Technologie de l'Information
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de de l'Hygiène Publique	Communication		
Ministère du Commerce et des PME	Management	Leadership	Communication
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	Administration publique	Management	Leadership
Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SE/CNSA)	Management	Communication	Gestion des ressources humaines
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Communication	Gestion axée sur les résultats	Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences
Ministère des Collectivités Territoriales	Rédaction administrative	Formation en TIC	

(ii) Principales destinations d'études à l'étranger

D'après l'enquête sous forme de questionnaire où nous avons vérifié la situation des hauts fonctionnaires ayant un poste égal ou supérieur à la fonction de chef de service dans les organisations ciblées concernant leurs études à l'étranger. Les hauts fonctionnaires de trois organisations parmi douze organisations qui ont répondu au questionnaire ont effectué des études de niveau Master à l'étranger. Par ailleurs, les destinations d'études étaient la France, le Canada, la Chine, etc.

Le Japon et la Chine se sont trouvés en première position parmi les destinations d'études à l'étranger souhaitées par chacune des organisations ciblées pour y envoyer leurs employés. En outre, certains ministères ont également cité les États-Unis, l'Allemagne et la Corée du Sud. On pense que la raison pour laquelle le Japon et la Chine sont classés en tête est due au haut niveau de reconnaissance de l'aide japonaise et chinoise dans la région.

⁴² 9 organisations sur 12 ont répondu au point correspondant.

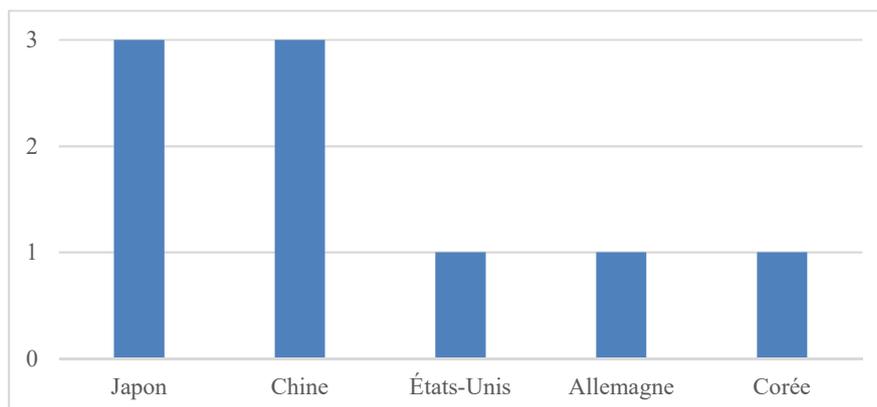


Figure 4 : Pays préférés comme destination d'étude pour le personnel des principales organisations cibles (Unité : nombre d'organisations ayant répondu à l'enquête)

(iii) Attentes envers le Projet JDS (études au Japon)

Concernant les attentes envers le Projet JDS (études au Japon), nous avons reçu la réponse suivante de la part du ministère de l'Élevage et des Productions animales : « les formations dont nous avons bénéficié jusqu'à présent étaient pour la plupart d'ordre technique. Or, les employés de notre division administrative présentent des besoins en développement de ressources humaines dans les domaines de la planification, des TI, du droit et de l'administration du personnel pour lesquels nous souhaitons profiter de l'opportunité des études à l'étranger grâce au JDS. » Par ailleurs, nous avons reçu la réponse suivante du ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne Industrie : « En nous reposant sur la nouvelle politique industrielle du gouvernement, nous avons des besoins en développement de ressources humaines dans les domaines du développement industriel, de la chaîne de valeur, de l'industrie automobile et de l'industrie pharmaceutique ».

Ces réponses indiquent qu'il y a un besoin de développement des ressources humaines à travers le JDS dans les agences gouvernementales et de grandes attentes vis-à-vis du JDS. Sur la base de la ségrégation de la formation à long terme, il existe un besoin dans les ministères pour le développement d'un personnel de niveau supérieur impliqué dans la formulation des politiques, et les attentes envers le JDS sont élevées.

(iv) Programmes boursiers des bailleurs

4 ministères sur 18 ont déclaré envoyer leurs employés pour des études à l'étranger dans le cadre de programmes boursiers. Parmi ceux-ci, certains envoyaient leurs employés en faisant appel à des programmes de bourse du Japon, de la France et de la Corée du Sud. Nous n'avons pu vérifier le point selon lequel des employés étaient envoyés dans le cadre d'un programme de bourse du gouvernement chinois, mais au sein des trois ministères à qui il est arrivé d'envoyer des stagiaires de courte durée en Chine (ministère de l'Élevage et des Productions animales, ministère des Finances et du Budget, ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne Industrie),

au moins 20 employés avaient été envoyés avec le soutien du gouvernement chinois.

Tableau 16 : Les programmes de bourses d'études à l'étranger des Bailleurs dans le cadre desquels le personnel de l'organisation cible est déployé

Nom de l'organisation	Programme de bourse	Bailleur	Diplôme universitaire	Domaine
Ministère de l'élevage et des Productions Animales	JICA	Japon	Master	Productions animales
Ministère des Finances et du Budget	Ecole de finance publique	IFC / France	Master	Finance
Ministère de l'Economie Numérique et des Télécommunications	JICA	Japon	Master	Informatique, Economie
Ministère du Commerce et des PME	Programme OMC	OMC	Master	Economie
	KOICA	Corée du Sud	Master	Economie

Chapitre 2. Contenus du Projet JDS

2-1. Présentation du Projet JDS

Comme mentionné ci-dessus, le Projet JDS est un projet d'aide financière non remboursable qui offre des bourses aux étudiants internationaux des gouvernements partenaires dans le but de développer les ressources humaines qui pourront jouer un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement socio-économique des pays en développement. Il a été développé au cours de l'année fiscale 1999 dans le cadre du « Plan 100 000 étudiants internationaux » du gouvernement japonais.

Le Projet JDS n'est pas destiné à soutenir des particuliers, mais se caractérise plutôt par le développement de ressources humaines engagées dans les domaines prioritaires (sous-programmes) qui sont sélectionnés à travers des discussions entre les pays cibles et les parties japonaises concernées.

Sur la base de l'objectif et des caractéristiques du Projet JDS mentionnés ci-dessus, l'équipe d'étude a analysé les besoins en développement des ressources humaines correspondant aux sous-programmes concernés établis sur la base du plan de développement national du pays cible et de la politique d'assistance du gouvernement japonais au Sénégal, ainsi que l'existence de candidats potentiels dans les organisations cibles prévues et autres. En outre, sur la base des résultats de cette étude, l'équipe d'étude va définir la portée du Projet JDS en quatre phases, et le plan de programme de chaque sous-programme (le plan de base des domaines d'études prioritaires ciblés (sous-programme)).

Avec l'enquête de terrain menée d'octobre à novembre 2021 au Sénégal, la Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes a été étudiée en se basant sur le plan de développement du Sénégal, la Politique d'assistance du Japon pour le Sénégal et les besoins des organisations ciblées, après discussion avec le gouvernement partenaire. Aussi, afin de contribuer au développement planifié des ressources humaines, un accord a été trouvé pour un accueil s'étendant sur 4 ans (2023-2026) sur la base de la Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes. D'autre part, dans le procès-verbal de la première enquête sur le terrain, un accord a été trouvé sur l'accueil des boursiers en Master pouvant s'élever jusqu'à 10 étudiants par an. En ce qui concerne les universités d'accueil, à la suite des discussions avec le gouvernement sénégalais lors de la deuxième enquête sur place en janvier 2022, un accord a été trouvé sur la proposition japonaise de répartition des universités.

Concernant l'accueil de boursiers en doctorat, lors de l'enquête de terrain, après discussion, le gouvernement sénégalais ayant indiqué que la demande pour le doctorat était faible dans l'état actuel, un accord a été trouvé prévoyant que la question de leur accueil soit remise à une date ultérieure.

2-1-1. Conception du projet

Au cours de l'enquête de terrain menée entre octobre et novembre 2021, les domaines d'études prioritaires, les enjeux de développement et les thèmes de recherche possibles pour le Projet JDS Sénégal ont été déterminés sur la base du plan de développement national du Sénégal, de la politique d'assistance du Japon pour le Sénégal et des besoins en développement des ressources humaines du gouvernement sénégalais, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Ces domaines prioritaires et ces enjeux de développement ont été fixés dans le but de soutenir le développement des fonctionnaires du gouvernement et d'autres personnes qui seront au cœur des efforts du Sénégal pour répondre aux questions de développement.

Tableau 17 : Cadre du Projet JDS Sénégal (l'admission de l'année fiscale 2023 à 2026)

Domaines d'Études Prioritaires JDS (Sous-Programme)	Enjeux de développement JDS (Composants)	Thème de recherche Possibles
Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques	1. Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique	Économie Politique, Gouvernance/Administration Statistiques Économie Administration Locale, Décentralisation, Autonomie Locale Relations Internationales TIC, Traitement des Données, Cybersécurité, Économie Numérique Prévention des Catastrophes, Mesures contre le Changement Climatique Gestion des Ressources Halieutiques Études Environnementales, Gestion/ Politiques Environnementales et Gestion de l'Économie Vert Éducation et Formation Professionnelle/ Recherche et Innovation Promotion Tourisme
	2. Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité	Gestion des Finances Publiques/Investissement Public Statistiques Théorie des Coopératives Agricoles, Agro-industrie Investissement Étranger et Prêt Promotion des Exportations Promotion de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité
	3. Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale	Stratégies de Prévention et d'Hygiène Industrie Pharmaceutique Gestion des Services Santé Couverture Sanitaire Universelle (CSU)

(1) Nombre de personnes accueillies

En ce qui concerne le nombre de fonctionnaires (45,000⁴³) dans les ministères sénégalais, il a été confirmé que le groupe cible potentiel pour le JDS est d'environ 3 000 (hiérarchie A) sur la base des parcours professionnels et des besoins des organisations ciblées qui ont été constatés dans l'enquête de terrain. Afin de garantir à moyen et long terme la qualité des candidats de façon

⁴³ Nombre d'employés au sein du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération : 453 personnes. (Nombre d'employés en poste au sein même du ministère. N'inclut pas les employés de l'Agence nationale de la Statistique qui y est rattaché.) Ministère des Finances et du Budget : environ 3600 personnes (inclut celles des régions) ; ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public : 270 personnes

continue, après discussion avec la DCT, un accord a été trouvé pour établir à 10 personnes le nombre maximum par an.

Lors des auditions dans les ministères (ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération; ministère des Finances et du Budget; ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public; ministère de l'Intérieur) relatives au composant 1 « Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique » et au composant 2 « Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité », il a été confirmé que le fait d'être titulaire d'un master ou d'un autre diplôme est un avantage pour la promotion et que le développement des ressources humaines au niveau du management est un problème, ce qui indique un vif intérêt et d'attentes importantes vis-à-vis du Projet JDS.

Lors des auditions des différentes organisations ciblées également, les responsables des services d'administration du personnel tels ceux du Secrétariat Général de la Présidence de la République, du ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries, du ministère de l'Economie Numérique et des Télécommunications, du ministère des Pêches et de l'Économie maritime, du ministère de la Santé et de l'Action Sociale - étant donné que les formations proposées par les bailleurs étrangers sont essentiellement des formations techniques à court terme et que les opportunités de programmes de bourse à long terme sont limitées - se sont montrés enthousiastes par rapport au lancement du JDS, un projet de bourse visant au renforcement des capacités d'élaboration des politiques chez les jeunes employés des ministères. En particulier, le directeur du Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SE/CNSA) a indiqué que ses études à l'étranger dans le cadre d'un programme de bourse de la Banque mondiale⁴⁴ avait contribué à façonner sa carrière, et a mis en valeur le programme de bourse du gouvernement japonais dans le soutien au développement des ressources humaines des pays en développement. Il a également exprimé le vif désir d'envoyer chaque année ses collaborateurs étudier au Japon par le biais du Projet JDS et a demandé que des informations soient fournies dès que possible lorsque le processus de recrutement commencera.

(2) Enjeux du développement (composants), domaines d'études possibles

Lors de la première enquête de terrain, concernant les enjeux du développement ciblés, la partie sénégalaise a donné son accord à la proposition provisoire de la partie japonaise émanant de l'équipe d'étude, à savoir l'enjeux du développement 1 « Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique » et l'enjeux du développement 2 « Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l' Environnement des Affaires et de la Compétitivité ».

D'autre part, la partie sénégalaise a pointé le renforcement de la gestion des systèmes de santé dans la situation actuelle de crise du COVID-19 comme l'enjeux prioritaire et le renforcement

⁴⁴ Programme de bourse d'études supérieures conjoint Japon / Banque mondiale (JJ / WBGSP)

des capacités des agents publics chargés de l'élaboration des politiques comme un enjeu de premier plan; à ce titre, un accord a été trouvé pour modifier l'enjeu du développement 3, passant de « Amélioration de la Planification/Politique de Développement dans les Villes et dans les Régions » à « Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale ».

Par ailleurs, concernant l'enjeu du développement 2, suite au souhait insistant de la partie sénégalaise, les deux parties se sont mises d'accord pour ajouter à la formulation proposée initialement « Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, Aménagement de l'Environnement des Investissements », le domaine « Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité » afin de contribuer à la revitalisation des activités commerciales en améliorant davantage l'environnement des affaires au Sénégal par le biais du JDS.

Le contexte relatif à la configuration des différents enjeux du développement du JDS est exposé ci-dessous.

Enjeu du développement 1. Amélioration des Capacités de l'Administration Publique

En 2014, le gouvernement sénégalais a annoncé le « Plan Sénégal Émergent » (PSE) visant à faire entrer le pays dans le concert des puissances émergentes à l'horizon de 2035, et a dévoilé la mise en place d'une réforme administrative en 17 points. Il a formulé la liste de son contenu qui est déployé par le biais du Plan d'Actions Prioritaires quinquennaux PAP, PAP2 et PAP2A⁴⁵. La réalisation concrète et l'atteinte des objectifs du PSE se reflètent dans l'administration : surveillance et évaluation des progrès effectifs, amélioration des méthodes pour une mise en place harmonieuse, etc.

Tournés vers la réalisation des objectifs du PSE grâce au développement économique, le Bureau Opérationnel de Suivi (BOS) du PSE et la Délégation Générale à l'Entreprenariat des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) ont été créés dans le but de renforcer les capacités de mise en œuvre des politiques. Par ailleurs, la superposition des domaines de compétence entre les ministères ainsi que la non-application des règlements sur lesquels les activités se basent est également une réalité. À ce titre, il est souhaitable de renforcer les capacités administratives (incluant le renforcement des capacités d'ajustement au sein du gouvernement) et de poursuivre la création de systèmes à travers la formation des agents de l'administration dans tous les secteurs gouvernementaux, à commencer par la présidence.

Enjeu du développement 2. Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité

En 2014, le gouvernement sénégalais a lancé le Plan Sénégal Émergent (PSE) visant à faire

⁴⁵ Voir 1-1-4. « Plan de développement »

entrer le pays dans le concert des puissances émergentes à l'horizon de 2035, sous la forme d'une réforme administrative en 17 points comprenant la justice, l'administration, les finances, les infrastructures, etc., en vue du développement socio-économique. La concrétisation des objectifs du PSE passe nécessairement par la réalisation des plans d'action des ministères dans chaque domaine et par une gestion adaptée des budgets de chaque ministère, mais l'exécution ainsi que la gestion des budgets nationaux posent des difficultés. Alors que le Sénégal se rapproche des économies émergentes, il est également nécessaire d'améliorer l'environnement des investissements et des affaires pour attirer davantage d'investissements étrangers. C'est pourquoi le renforcement des capacités des agents de l'administration en charge de la mise en œuvre efficace de l'élaboration des politiques, des systèmes et des programmes relatifs à l'économie, aux finances publiques et à la gestion des finances publiques du Sénégal constitue une priorité.

Enjeux du développement 3. Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale

Le Gouvernement du Sénégal travaille également sur le développement de l'industrie pharmaceutique et des médicaments pour minimiser l'impact économique de la propagation du COVID-19 afin de réaliser le PSE, dont l'un des axes est la transformation structurelle de l'économie et croissance. Par ailleurs, dans le « Plan National de Développement Sanitaire et Social PNDSS 2019-2028 » conçu par le ministère de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal, les trois piliers essentiels sont : 1) Amélioration du financement et de la Gouvernance dans le secteur de la Santé publique et du Services sociaux, 2) Développement en matière d'offre de services de santé et de services sociaux et 3) Promotion de la Protection Sociale dans le but de réaliser « La Couverture Sanitaire Universelle (CSU) » et l'ODD 3⁴⁶.

Toutefois, au regard de la baisse relative du budget alloué au secteur de la santé alors qu'on note une hausse des dépenses gouvernementales après la croissance économique récente, mais également vu le taux faible d'exécution du budget alloué par le Ministère des Finances et du Budget, l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'administration de la santé devient un Enjeux. Dans ces conditions, il est important de renforcer les capacités des agents publics qui ont en charge l'amélioration de la santé, des services de santé et des services sociaux mais aussi du financement de la santé, etc.

(3) Organisations ciblées

S'appuyant sur l'objectif du JDS qui consiste à former les ressources humaines centrales des ministères principaux, après constatation des besoins en bourse effectuée par le biais d'enquêtes par questionnaires, d'entretiens, etc., un accord a été trouvé concernant les ministères principaux et les organisations locales des régions devant être ciblées. Au niveau des composants 1 et 2, les entreprises publiques peuvent être potentiellement ciblées, mais étant donné que celles-ci

⁴⁶ L'objectif n°3 « bonne santé et bien-être » dans les objectifs de développement durable (ODD)

effectuent leur propre recrutement et que le cheminement de carrière des employés n'est pas nécessairement facile à mettre en évidence, il a été proposé que, dans la phase actuelle, du point de vue de l'aménagement de l'environnement des investissements et de l'aide des entreprises japonaises, uniquement l'APIX souhaitable à la constitution d'une relation serait ciblée par le composant 2, et un accord a été trouvé.

D'autre part, étant donné qu'au Sénégal, concernant les fonctionnaires et les employés de l'APIX, il n'existe pas en l'état actuel de système d'administration du personnel imposant le retour à l'emploi, après l'obtention d'un diplôme universitaire, entre le gouvernement et les boursiers, il est nécessaire qu'un serment écrit garantissant le retour à l'emploi soit passé entre la DCT, l'Agence d'Exécution du gouvernement sénégalais, ou les ministères d'appartenance et les boursiers soit conclu, et qu'un itinéraire permettant le maintien du poste pendant la bourse et la promotion après le retour à l'emploi. Concernant ce sujet, il a été convenu que la collecte d'informations sur le terrain se poursuivrait et que les mesures appropriées et le contenu du serment écrit seraient discutés avant la première réunion du comité d'exploitation, prévue vers le mois d'août, au cours de laquelle la politique générale du projet sera décidée.

De même, dans le procès-verbal de la première enquête de terrain, concernant les organisations ciblées, un accord a été trouvé pour les réviser dans le premier comité d'exploitation en cas de demande de modification. Les organisations cibles convenues dans ce procès-verbal sont 18⁴⁷ des principaux ministères du gouvernement, mais les organisations cibles peuvent être revues et ajoutées chaque année lors de la première réunion du comité d'exploitation. Il est donc important qu'elles soient revues et ajoutées chaque année afin d'attirer les meilleurs candidats en fonction des besoins du Sénégal.

Il est également important d'avoir la possibilité d'élargir les options de candidature afin d'inclure les fonctionnaires de l'organisation cible dans n'importe quelle Composant 1 à 3, pour autant qu'ils soient dans un domaine correspondant à leurs fonctions, plutôt que d'avoir une organisation cible pour chaque composant, afin d'attirer les meilleurs candidats.

(4) Universités d'accueil

Avant cette étude, la JICA a présenté les domaines cibles supposés et les questions de développement du Projet JDS au Sénégal aux universités qui ont accepté des boursiers JDS dans le passé et à celles qui souhaitent en accepter prochainement, et a recueilli des propositions sur les domaines/enjeux pour lesquels elles souhaitent accepter des boursiers. Au total, 13 propositions ont été soumises par 7 universités ou 12 écoles supérieures.

Sur la base des critères d'évaluation, la JICA a évalué le contenu des propositions soumises par les universités et des éléments tels que les antécédents en matière d'acceptation d'étudiants internationaux, y compris les boursiers JDS. Au cours de la phase d'enquête, l'équipe d'étude a

⁴⁷ 18 organisations y compris le des Finances et du Budget et le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Voir l'annexe « 4. Procès-verbal ».

présenté une liste restreinte d'universités japonaises considérées comme ayant fait les meilleures offres en ce qui concerne les composantes proposées, ainsi que des informations générales sur ces universités. En conséquence, un accord a été conclu sur les universités et le nombre d'étudiants à accepter, comme indiqué dans le tableau 2.

**Tableau 18 : Universités d'accueil du Projet JDS au Sénégal
(nombre maximum de boursiers 10)**

Domaines d'Études Prioritaires JDS (Sous-Programme)	Enjeux de développement JDS (Composants)	Université	École Supérieure	Nombre supposé de boursiers
Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques	1. Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique	Université Internationale du Japon	École Supérieure de Relations Internationales	2
		Université de Kyushu	École Supérieure des Sciences des Ressources Biologiques et du Bioenvironnement	2
	2. Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité	Université Internationale du Japon	École Supérieure de Gestion Internationale	2
		Université de Nagoya	École Supérieure de Développement International	2
	3. Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale	Université de Nagasaki	École Supérieure de Médecine et de Santé Mondiale	2

Enjeux du développement 1. Amélioration des Capacités de l'Administration Publique

• Université internationale du Japon, École Supérieure de Relations Internationales (2 personnes)

Proposant un programme d'études étendu (gestion publique, économie politique, statistique, gouvernance, administration locale, etc.) relatif aux problèmes urgents auxquels le pays fait face, cet établissement apprécié pour son intérêt pour la diversité des étudiants et ses domaines de spécialité a été adopté en tant qu'université d'accueil.

• Université de Kyushu, École Supérieure des Sciences des Ressources Biologiques et du Bioenvironnement (2 personnes)

Cet établissement apprécié pour la possibilité d'acquisition de connaissances relatives à une utilisation efficace des ressources, à la modernisation et l'ajout de valeur en matière d'industrie agricole et de pêche, à l'élaboration de politiques agricoles fondée sur une perspective internationale concernant la formation de ressources humaines en charge des politiques en lien avec le domaine du développement des ressources agricoles et de pêche, qui constitue un enjeu majeur pour le Sénégal, a été adopté en tant qu'université d'accueil.

Enjeux du développement 2. Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Economique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité

• Université Internationale du Japon, École Supérieure de Gestion Internationale (2 personnes)

Proposant un programme d'études étendu et pratique répondant aux besoins du Sénégal (programme MBA comportant la statistique, l'agro-industrie, l'investissement étranger, etc.), cet établissement apprécié par le fait qu'il répond au profil d'étudiants aux parcours variés (avec non seulement des agents publics mais également des personnes issues du secteur privé, etc.) a été adopté en tant qu'université d'accueil.

• Université de Nagoya, École Supérieure de Développement International (2 personnes)

Proposant un programme d'études étendu répondant aux besoins du Sénégal (gestion des finances publiques/investissement public, statistiques, promotion des exportations, etc.), cet établissement apprécié pour son exploitation du Programme Spécial du JDS a été adopté en tant qu'université d'accueil.

Enjeux du développement 3. Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale

• Université de Nagasaki, École Supérieure de Médecine et de Santé Mondiale (2 personnes)

Cet établissement apprécié pour son programme d'études étendu répondant aux besoins du Sénégal (prévention et hygiène, gestion des services de santé, Couverture Sanitaire Universelle, etc.) et par la possibilité d'acquisition d'une expérience pratique du fait que le stage fait partie des matières obligatoires a été adopté en tant qu'université d'accueil.

(5) Examen de l'accueil pour le doctorat

Lors de la première enquête de terrain, le nombre de boursiers en doctorat à accueillir a été examiné en s'appuyant sur les besoins du gouvernement sénégalais. En conséquence, il a été convenu de donner la priorité aux programmes de Master et de ne pas accepter d'étudiants en doctorat dans la phase actuelle, étant donné que, d'après les entretiens avec les organisations cibles au Sénégal, les programmes de doctorat ne sont pas une condition préalable pour devenir un agent exécutif dans un ministère et que le besoin de programmes de doctorat n'est pas nécessairement plus élevé que celui de programmes de Master. Il a également été décidé d'envisager d'accepter des étudiants en doctorat lors de la prochaine phase et des phases suivantes, tout en observant le statut des programmes de Master dans le JDS lors de la phase actuelle.

2-1-2. Système de mise en place du JDS

(1) Membres du comité d'exploitation

Concernant le système de mise en place du Projet JDS, lors des discussions de la première

enquête de terrain, le système de mise en place du comité d'exploitation, ses fonctions et ses rôles, etc., ont été une nouvelle fois vérifiés et l'accord de la partie sénégalaise a été obtenu. Lors de ces mêmes discussions, à partir des rôles remplis au sein du gouvernement sénégalais⁴⁸ et des résultats de la précédente Initiative ABE, il a été décidé que la DCT soit l'Agence d'Exécution et préside le comité d'exploitation.

Le comité d'exploitation est constitué des membres de la partie sénégalaise (Direction de la Coopération Technique, Secrétariat Général du Gouvernement (co-président/Agence d'Exécution); ministère des Finances et du Budget ; ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur; ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération; ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public) ainsi que des membres de la partie japonaise (ambassade du Japon au Sénégal, bureau de la JICA au Sénégal); il délibère et décide en matière de mise en place et de gestion du Projet JDS. (Tableau 19)

Tableau 19 : Membres du Comité d'Exploitation

	Rôle	Organisme
La partie sénégalaise	Co-président	Direction de la Coopération Technique du Secrétariat Général du Gouvernement (DCT)
	Membre	Ministère des Finances et du Budget
	Membre	Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
	Membre	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération
	Membre	Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public
La partie japonaise	Co-président	Ambassade du Japon au Sénégal
	Membre	Bureau de la JICA au Sénégal

(2) Rôles du comité d'exploitation

Les fonctions et les rôles du comité d'exploitation, se fondant sur les directives de gestion du Projet JDS, sont énumérés ci-dessous. Dans la mise en place du projet, non seulement au niveau de la politique des orientations de recrutement et de la sélection des candidats finaux, mais aussi de la garantie d'obtention de candidats encore plus compétents - qui constitue un enjeu du JDS pour le Sénégal - la coopération pour influencer sur les différents ministères est nécessaire. D'autre part, sur le plan du suivi des boursiers de retour du JDS, il est nécessaire d'étudier un moyen de suivre efficacement, avec la coopération du comité d'exploitation, les boursiers avant leur retour au pays.

⁴⁸ Comme indiqué dans la section 1-3-3. « Le système de développement des ressources humaines pour les fonctionnaires (i) Guichet de stage des fonctionnaires», la DCT est le point de contact du gouvernement pour les programmes de bourses à l'étranger

Tableau 20 : Rôle du comité d'exploitation

Rôle	Details
Formuler le plan de recrutement et de sélection	<ul style="list-style-type: none"> • La politique de base des activités de recrutement pour chaque année fiscale (domaines de développement prioritaires, principales organisations cibles et méthodologie de promotion, etc) est déterminée sur la base du plan de développement national du Sénégal et de la politique d'assistance du Japon pour le Sénégal. • Les principes de sélection pour le Projet JDS au Sénégal sont déterminés conformément au manuel de procédures du Projet JDS.
Entretien avec les candidats	<ul style="list-style-type: none"> • Lors de la troisième sélection (entretien approfondi), l'intervieweur évaluera le candidat potentiel ; le comité d'exploitation prendra la décision finale concernant les candidats.
Sélectionner les boursiers JDS parmi les candidats	<ul style="list-style-type: none"> • Les candidats définitivement retenus à l'issue de la procédure de sélection sont approuvés par le comité d'exploitation.
Promouvoir l'utilisation efficace des boursiers JDS de retour et leur suivi.	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi, y compris les stratégies d'utilisation des boursiers JDS de retour pour promouvoir les résultats du projet.
Autres	<ul style="list-style-type: none"> • Principes à déterminer lors du retour des boursiers JDS et les mesures nécessaires à entreprendre • Participation à des événements tels que la cérémonie de départ et le débriefing au retour, avec des suggestions en vue d'encourager les déclarations sur les résultats du Projet JDS. • En outre, répondre à toutes les questions nécessaires relatives au fonctionnement du Projet JDS et prendre les décisions appropriées.

2-1-3. Plan de base des sous-programmes (Master)

Il a été expliqué que, dans le cadre convenu par l'enquête de terrain de novembre 2021, une ébauche de plan de base par domaine d'étude prioritaire (sous-programme) du JDS a été élaborée, et que la décision sera fixée par le premier comité d'exploitation lors du lancement du programme principal du Projet JDS.

Le Plan de base détermine non seulement les objectifs des projets et les indicateurs d'évaluation, mais également la position du JDS au niveau de la politique de développement du Sénégal dans chacun des domaines importants du JDS, et il établit la Politique d'assistance du Gouvernement du Japon pour la République du Sénégal et les activités des universités d'accueil, etc. L'accueil des boursiers sur 4 ans est fixé en un pack (phase). Sur la base du plan, grâce au sous-programme/composants et à l'envoi des boursiers sur 4 ans dans les organisations ciblées et les universités d'accueil, il est attendu un renforcement des capacités d'élaboration des politiques et de gestion des programmes chez les ressources humaines centrales ainsi qu'un renforcement de la capacité d'élaboration des politiques des organisations ciblées.

Tableau 21 : Critères d'éligibilité du JDS Sénégal (provisoire)

Nationalité	Être Citoyen de la République du Sénégal
Âge	Être âgé(e) entre 22 et 39 ans (inclusive) au 1 ^{er} avril de l'année de leur arrivée au Japon *À décider lors de la première réunion du comité d'exploitation
Formation académique	Être titulaire d'une licence
Candidats éligibles	À décider lors de la première réunion du comité d'exploitation
Expérience professionnelle	À décider lors de la première réunion du comité d'exploitation
Compétences linguistiques	Avoir un niveau d'anglais assez solide pour pouvoir effectuer des études en Master dans une école supérieure japonaise
Autres	N'avoir pas déjà obtenu un Master à l'étranger avec le soutien d'une bourse étrangère, et n'avoir pas été bénéficiaire d'une autre bourse
	Bien comprendre l'objectif du Projet JDS, et avoir une forte volonté de travailler pour le développement du Sénégal et de contribuer aux relations amicales entre le Sénégal et le Japon après leur retour
	Ne pas être un militaire en activité ou autre service assimilé
	Avoir une bonne santé mentale et physique
	Avoir un grand intérêt pour les études au Japon et une volonté d'appliquer l'expérience et les contacts acquis dans le cadre de ce projet à leur future carrière

Compte tenu du contexte de l'âge des fonctionnaires au Sénégal, lors des entretiens avec les agences gouvernementales menés au cours de la première enquête sur le terrain, des demandes ont été formulées par diverses agences pour que l'âge limite de candidature soit relevé au-delà de 40 ans. Cette question fera l'objet d'une nouvelle discussion et d'un nouvel accord lors de la première réunion du comité d'exploitation.

La partie sénégalaise s'est également inquiétée du fait que l'exclusion uniforme du personnel militaire du JDS réduirait le nombre de candidats, étant donné que certains fonctionnaires travaillant dans l'armée sont engagés dans la formulation de politiques, mais il a été décidé d'examiner cette question au cas par cas, tout en conservant les mêmes conditions d'éligibilité « Ne pas être un militaire en activité ou autre service assimilé » que dans les autres pays mettant en œuvre le JDS.

2-2. Obligations du pays bénéficiaire

La DCT joue un rôle principal dans la planification, la mise en œuvre, la gestion et la supervision du Projet JDS en tant que co-président du comité d'exploitation durant le recrutement et la sélection. Il demande aux principales organisations gouvernementales liées à chaque sous-programme de coopérer pour diffuser l'information sur le Projet JDS et promouvoir la soumission de candidatures.

Pendant que les boursiers JDS étudient au Japon, le gouvernement sénégalais suivra les boursiers par l'intermédiaire de l'Agent de façon régulière pour faire un rapport à la JICA. Ils trouvent également les mises à jour sur les progrès ou les préoccupations du Projet JDS à partir du rapport régulier soumis par l'Agent pour prendre des mesures appropriées en coopération avec les membres du comité d'exploitation si nécessaire. En outre, le gouvernement sénégalais soutiendra les boursiers JDS pour la collecte de données ou d'autres matériaux nécessaires à la

réalisation de leurs mémoires de Master.

Après le retour des boursiers JDS au Sénégal, en tenant compte du fait que les principaux objectifs du Projet JDS incluent la contribution des boursiers de retour au pays à la résolution des problèmes de développement du pays ainsi que le développement du réseau humain, le gouvernement sénégalais organisera une session de compte-rendu afin de constater leurs réalisations, et prendra les mesures nécessaires, y compris la mise en réseau des anciens boursiers, l'étude de tendance ultérieure ou la promotion des échanges et de la coopération universitaires et culturels avec le Japon. Le comité d'exploitation prendra les mesures nécessaires pour faciliter les résultats du projet, en particulier il est essentiel pour eux de faire des efforts pour permettre aux boursiers JDS de retourner à leur ancien emploi ou d'avoir un poste clé dans une organisation gouvernementale où ils pourront utiliser leur expérience du Japon.

2-3. Calendrier de mise en œuvre du Projet JDS

Une fois que le Ministère des Affaires Etrangères du Japon et la JICA auront officiellement pris la décision de mettre en œuvre le Projet JDS à partir de l'année fiscale 2022 à la suite de cette étude, le projet sera vraisemblablement mis en œuvre pour les quatre groupes successifs selon le calendrier présenté dans la Figure 5 ci-dessous. Plus précisément, après la conclusion des échanges de notes (E/N) et de l'accord de don (A/D) chaque année, la JICA recommandera au gouvernement sénégalais un consultant chargé de mener ladite étude préparatoire en tant que « l'Agent ». L'Agent conclura un contrat avec le gouvernement sénégalais pour mettre en œuvre le Projet JDS au nom du gouvernement.

	AF2021	AF2022	AF2023	AF2024	AF2025	AF2026	AF2027	AF2028	AF2029
Etude Préparatoire									
1er Groupe (Master)		R/S	A		R				
2e Groupe (Master)			R/S	A		R			
3e Groupe (Master)				R/S	A		R		
4e Groupe (Master)					R/S	A		R	

AF: Année Fiscale R/S: Recrutement & Sélection A: Arrivée au Japon R: Retour au Sénégal

Figure 5 : Procédure de mise en œuvre

2-4. Méthode de recrutement et de sélection

2-4-1. Méthode de recrutement

(1) Outils de recrutement

Les outils de recrutement prennent différentes formes: site internet de recrutement, brochure de recrutement pour le Projet JDS, affiches et tracts. Par ailleurs, la quantité et le design sont fixés à part par le comité d'exploitation.

Les grandes lignes de recrutement, le formulaire de candidature, le matériel de publicité (affiches, tracts, matériel pour le site internet), en plus des renseignements nécessaires, sont conçus de façon à contenir le maximum d'informations répondant aux besoins des candidats tels que les « Conseils pour l'élaboration d'un dossier de candidature », et les documents et le matériel explicatif seraient préparés en français autant que possible afin d'en faciliter la lecture. De plus, il sera fait en sorte que ces outils de recrutement puissent être utilisés efficacement. Par exemple, le réseau internet étant largement diffusé au Sénégal, le site internet pour le Projet JDS géré par l'Agent sera utilisé, ce qui permet le téléchargement des grandes lignes de recrutement, du formulaire de recrutement, d'un échantillon de tests en anglais et de précédents tests de mathématiques. Par ailleurs, les candidats peuvent effectuer leur candidature sur le site internet. Ainsi, les candidats des régions qui ne peuvent pas assister aux réunions d'explication sur la candidature peuvent facilement avoir accès aux différents renseignements.

De plus, la DCT est sollicitée afin que le recrutement des candidats soit rendu public et affiché dans les services responsables de l'administration du personnel et des formations des organisations ciblées.

Les stagiaires de l'Initiative ABE en poste dans les organisations gouvernementales ont indiqué que les personnes intéressées par les bourses consultaient Facebook et les sites internet avec les renseignements sur les bourses d'études financées par le gouvernement japonais de l'ambassade du Japon au Sénégal, et que ceux-ci pouvaient être utilisés comme outil pour faire connaître le JDS. Les anciens étudiant de retour du Japon, tels que les stagiaires de l'Initiative ABE, ont également suggéré de promouvoir le bouche-à-oreille entre un ancien stagiaire et fonctionnaires, et de demander aux organisations cibles de tirer parti des réunions d'explication organisées au sein de leurs organisations.

Autre proposition : « Certains programmes de bourse d'études, comme la bourse de la KOICA, n'autorise pas de partir avec sa famille, mais si le JDS l'autorisait, lors de sa publicité, il faudrait mettre en avant le fait qu'il est possible de partir avec sa famille. » Lors du recrutement pour le JDS, il est important de mettre activement à profit les propositions et les idées des anciens boursiers.

(2) Méthode de recrutement

Le comité d'exploitation diffuse dans les différentes organisations ciblées des brochures de recrutement, des affiches et des tracts. Comme le montre le tableau figurant dans la page suivante, la tenue à différents endroits de réunions d'explication du recrutement est à l'étude.

Avec la coopération du comité d'exploitation et des organisations ciblées, des réunions d'explication du recrutement se tiendront dans les ministères principaux de la capitale du Sénégal, à Dakar, ainsi que dans les grandes villes des régions. Des stagiaires de l'initiative ABE et les étudiants bénéficiant d'une bourse du gouvernement japonais et les autres étudiants ayant étudié au Japon seront invités à présenter leur université au Japon et à expliquer leurs expériences

d'études au Japon, y compris la recherche (environnement) et la vie quotidienne, en français. Des conférences seront également données sur les méthodes permettant d'élaborer efficacement un dossier de candidature et d'écrire un plan de formation. Ces opportunités seront l'occasion de décrire non seulement le contenu des recherches mais également de dresser un portrait du lointain Japon, ainsi que de susciter l'intérêt des participants en se focalisant sur les attraits et l'excellence des bourses au Japon.

La coopération des ministères - qui constituent les organisations ciblées - est sollicitée pour la tenue des réunions d'explication du recrutement au sein de ces ministères. Si les réunions ont lieu un jour de semaine, elles seront organisées en soirée pendant de courtes périodes pour faciliter la participation des fonctionnaires, même en semaine. À l'inverse, les réunions d'explication du recrutement dans les hôtels, etc., peuvent être organisées pendant les congés, et répondre de façon flexible et attentif avec du temps pour les séances de questions-réponses, la distribution des anciens tests de mathématiques, la méthode de remplissage du formulaire de candidature, etc.

Les outils en ligne au Sénégal étant relativement efficaces, en plus des sollicitations de candidature par les réseaux sociaux comme Facebook, etc., l'utilisation des publicités sur les sites internet (d'informations, etc.) fréquemment visités par les fonctionnaires peut être envisagée. Par ailleurs, pour les candidats ne pouvant pas assister physiquement le jour même, la tenue de réunions d'explication en ligne ainsi que leur archivage sur les réseaux sont considérées comme efficaces.

Les sites internet des ministères disposant à la fois de pages en accès libre et de pages avec des renseignements sur les bourses d'études en accès réservé aux fonctionnaires, la DCT et les ministères ont été sollicités afin que ces pages mentionnent des renseignements sur le JDS.

Par ailleurs, bien que le système de promotion soit différent, le site Web peut fournir des informations sur le type de plan de carrière possible grâce au Projet JDS et sur les expériences réelles des boursiers JDS de retour dans d'autres pays (bonnes pratiques d'utilisation du Projet JDS pour l'évolution de carrière), afin d'aider les étudiants à visualiser leurs propres plans d'évolution de carrière en termes plus concrets et à transmettre les avantages du Projet JDS.

Les actions en direction des candidats potentiels et des futurs fonctionnaires sous la forme de la venue dans les organisations qui forment les fonctionnaires (ENA, etc.), de placardage d'affiches et de réunions d'explication pour présenter le JDS sont également envisagées.

Tableau 22 : Séances d'information sur le recrutement (proposé)

Date	Lieu
Fin août – fin septembre	Ville de Dakar (séances d'information conjointes dans les principales organisations cibles, Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public, ENA)
Fin août – fin septembre	Principales villes régionales (Diarnadio, Diourbel, etc.)

Par ailleurs, les réseaux comme l'Amicale des anciens stagiaires et étudiants sénégalais au Japon (ASEJ) de la JICA au Sénégal et les experts de la JICA, etc., sont mis à profit; la publicité et les méthodes de recrutement destinées à transmettre efficacement les renseignements de recrutement au plus grand nombre de candidats potentiels sont à l'étude. Les experts de la JICA, qui interviennent au Sénégal dans des domaines comme l'éducation, l'agriculture, la pêche, la santé, etc. sont actifs au niveau central et local, et les actions de publicité par le biais de ces experts sont prometteuses.

D'après les anciens boursiers de l'initiative ABE, pour faire connaître le JDS au Sénégal, mettre en lien les intervenants de la JICA sur place avec les candidats / les boursiers à partir des séminaires de présentation du JDS et la mise en place de l'orientation avant la venue au Japon des boursiers permettrait de mieux mettre en avant les bourses au Japon. Effectivement, de nombreux anciens boursiers de l'initiative ABE relèvent que le lien dans les opérations, etc. avec les intervenants de la JICA avait motivé leur choix de bourse au Japon. Le rôle des intervenants de la JICA pour faire la promotion du JDS, par exemple en présentant le JDS à de jeunes fonctionnaires talentueux, est prometteur.

L'ambassade du Japon au Sénégal, qui a été visités lors de l'enquête, s'est montré très intéressés par le JDS, et sa coopération au niveau de la diffusion et du recrutement d'excellents candidats au sein des ministères concernés est acquise. Afin d'obtenir ainsi la coopération d'intervenants japonais, il est également envisagé d'inciter à la coopération par la participation à des réunions avec des intervenants de la JICA et la création d'opportunités d'explication du Projet JDS.

(3) Soutien aux préparatifs de candidature auprès des candidats

Dans les auditions auprès des ministères lors de l'enquête de terrain, des craintes ont été formulées concernant les capacités linguistiques (en anglais). L'ambassade du Japon au Sénégal a également soulevé un certain nombre de questions et de points de préoccupation concernant le recrutement et la sélection des étudiants sénégalais parrainés par le gouvernement, notamment la nécessité d'explications détaillées sur la manière de préparer les documents de candidature en anglais, le Sénégal étant un pays francophone, en plus de la difficulté d'obtenir des diplômes et des relevés de notes universitaires⁴⁹ par rapport à d'autres pays.

C'est pourquoi des mesures doivent être prises pour atténuer les inquiétudes des candidats en leur fournissant une opportunité de formation linguistique de 4 semaines et d'examen de langue ainsi que les frais qui s'y rapportent⁵⁰.

D'autre part, concernant la méthode d'élaboration du plan de formation en anglais requis pour l'entrée en Master, comme pour les autres pays, la fourniture d'un soutien est nécessaire, par

⁴⁹ Des manifestations d'étudiants universitaires ont souvent lieu au Sénégal, au cours desquelles les fonctions universitaires sont suspendues et les diplômes retardés, entre autres défis.

⁵⁰ Pour le Kirghizistan, le nombre de candidats a été multiplié par 1,5 grâce à l'introduction d'une formation linguistique destinée aux candidats depuis 2017.

exemple en organisant une réunion d'explication sur le recrutement.

(4) Encouragement des femmes à poser leur candidature

Comme décrit dans la section 1-3-4. « La politique relative au genre », conformément à l'orientation des objectifs stratégiques du PAP2 (2019-2023) du gouvernement sénégalais visant à « promouvoir l'équité et l'égalité de genre » et aux directives de la JICA en matière de genre, des efforts doivent être faits pour encourager la participation égale des hommes et des femmes au Projet JDS au Sénégal.

Lors d'entretiens avec l'ambassade de France au Sénégal, il a été souligné que le nombre de candidatures féminines au Sénégal est faible en raison des coutumes spécifiques au pays et d'autres facteurs⁵¹. Par conséquent, en ce qui concerne les activités de recrutement du JDS, il est nécessaire d'envisager et de concevoir des initiatives visant à faciliter l'accès des femmes aux études de longue durée au Japon, tout en demandant conseil aux stagiaires de longue durée et aux étudiantes parrainées par le gouvernement.

2-4-2. Méthode de Sélection

La sélection se fera en trois étapes : examen des documents par l'université d'accueil, entretien technique par un professeur de l'université d'accueil et entretien approfondi par le comité d'exploitation. Avant la sélection, les procédures de sélection feront l'objet de principes, qui devront être approuvées par le comité d'exploitation, afin de sélectionner les candidats en fonction de l'objectif du projet.

2-5. Orientation pré-départ et post-arrivée, programme d'enrichissement et programme spécial

2-5-1. Contenus de l'orientation pré-départ et post-arrivée

Afin d'atteindre l'objectif du projet à travers les boursiers JDS, il est également essentiel de comprendre la société et les expériences de développement du Japon comme informations de base. D'après les résultats des questionnaires soumis aux tous les boursiers JDS de retour d'autres pays, en ce qui concerne les questions relatives aux orientations pré-départ et post-arrivée, plus de la moitié d'entre eux ont répondu que les cours de japonais et les conférences axées sur la culture et la société japonaises étaient utiles. De nombreuses réponses ont mentionné que le contenu de la formation était bon et que les enseignants étaient accessibles et appropriés dans leurs méthodes d'enseignement.

Par conséquent, (1) des conférences pour comprendre les expériences sociales et de développement du Japon, les connaissances de base de la politique d'aide au Sénégal, (2) des

⁵¹ Il a été mentionné que l'obtention de candidatures féminines était également difficile pour le programme français de bourses de l'ENA, avec seulement cinq femmes sur un total d'environ 150 candidats ces dernières années.

programmes pour améliorer la conscience de soi en tant que boursiers JDS, par exemple une présentation du président de la JICA, (3) des orientations dans le but de leur permettre de commencer en douceur leur vie au Japon, (4) des programmes pour comprendre la culture et la langue japonaises vont être mis en place.

Au cours du programme d'orientation pré-départ au Sénégal, il sera demandé à l'ambassade du Japon au Sénégal ainsi que le bureau de la JICA au Sénégal de faire un exposé sur l'expérience du Japon en matière de développement et sur sa politique d'aide au Sénégal, ainsi que sur les projets actuellement mis en œuvre au Sénégal. En outre, l'Agent expliquera le Projet JDS, les préparations et procédures nécessaires pour aller au Japon, et présentera la société et la culture japonaises. En outre, l'École nationale d'administration (ENA) sera invitée à donner une conférence sur comment tirer le meilleur parti des études à l'étranger.

Après l'arrivée, l'essentiel et les objectifs de ce projet, les rôles que les boursiers JDS sont censés jouer et les possibilités de coordination avec d'autres projets seront communiqués pour améliorer la compréhension de la participation au Projet JDS et leur motivation. En incorporant une formation au leadership et à travers des travaux de groupe actifs, les boursiers seront incités à avoir un sens de l'objectif en tant que leaders et une opportunité d'apprendre les éléments nécessaires pour devenir un leader.

Les facultés des universités seront invitées à donner des séminaires sur les connaissances de base de la politique, de l'économie, de la société et de la culture japonaises.

Les boursiers JDS recevront également des informations sur les règles, les procédures et le mode de vie au Japon. En particulier, en ce qui concerne la gestion de leur sécurité pendant leur séjour au Japon, ils recevront des explications sur les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les tsunamis, les typhons et les avalanches, ainsi que sur la criminalité et les règles de circulation. Ils pourront ainsi comprendre et se préparer à passer leur séjour au Japon en toute sécurité et en toute tranquillité d'esprit. Une formation pratique utilisant des installations de formation anti-catastrophes sera également mise en œuvre.

La formation en langue japonaise sera mise en œuvre pour environ 100 heures. Les boursiers JDS n'acquerront pas seulement les compétences nécessaires à la conversation en japonais, ils comprendront également la culture, le mode de vie et les manières sociales du Japon grâce à un apprentissage pratique, et ils apprendront des techniques de communication utiles pour la vie quotidienne. L'apprentissage du japonais est utile non seulement pour faciliter la vie estudiantine des boursiers JDS, mais aussi pour créer un réseau avec les Japonais, et il est prévu de continuer à renforcer cet enseignement à l'avenir.

Des opportunités pour les boursiers JDS de s'adapter facilement au Japon seront également offertes, telles que des ateliers pour surmonter le choc culturel dans un environnement de vie inconnu et pour promouvoir la compréhension d'autres cultures avec des opportunités d'apprendre les expériences des boursiers JDS de retour.

Concernant l'impact de COVID-19 qui est survenu en 2020, il est difficile de prédire l'impact des orientations/formations pré-départ et post-arrivée pour les boursiers JDS dans la prochaine phase, qui sera acceptée à partir de l'année fiscale 2023, mais compte tenu des changements sociaux après Corona, en prenant soin de la prévention des infections, il est nécessaire d'envisager l'utilisation de contenu vidéo et de mener des orientations en ligne sans compromettre la qualité et la quantité du contenu de la formation.

En termes de méthodes de mise en œuvre, comme il n'a pas été possible d'organiser une formation de groupe avant et après leur arrivée au Japon en année fiscale 2021, la formation a été réalisée principalement par l'utilisation de contenu vidéo⁵² et d'orientations en ligne. En outre, en raison de la politique japonaise sur les mesures aux frontières, les boursiers JDS de divers pays sont venus au Japon de manière séquentielle sur une longue période d'octobre à décembre, de sorte que la formation sur des sujets particulièrement importants (par exemple, la gestion de la sécurité) a été menée en septembre avant leur arrivée au Japon, et le reste de la formation a été mené en décembre lorsque leur arrivée était presque terminée. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de la formation jusqu'en année fiscale 2021 devraient servir de base à une réflexion continue sur le contenu des futures formations prévues et sur la manière de les mettre en œuvre de façon adaptée à la situation actuelle.

2-5-2. Contenus du programme d'enrichissement

Les boursiers JDS sont censés contribuer à la résolution des problèmes de développement du pays en tant que ressources humaines de base après leur retour chez eux et contribuer à l'expansion et au renforcement des relations amicales entre les deux pays avec une bonne compréhension du Japon. Bien que d'autres projets similaires soient proposés par d'autres bailleurs de fonds, il est possible pour le Projet JDS d'être compétitif non seulement par l'obtention d'un diplôme dans une école supérieure, mais également en proposant un programme permettant d'accroître la valeur ajoutée.

Pour cette raison, en plus d'une formation de haute qualité et de la recherche dans chaque université d'accueil, il est souhaitable que le Projet JDS améliore la qualité des programmes existants tels que l'orientation pré-départ et post-arrivée, les programmes spéciaux offerts par les universités d'accueil, les formations intérimaires⁵³. En même temps, il est important d'offrir des opportunités plus intéressantes aux boursiers JDS, comme des réunions d'échange avec les agents administratifs pour la mise en réseau⁵⁴ pendant leur séjour et des programmes de stage à la JICA ou dans d'autres organisations.

D'après les résultats du questionnaire adressé aux boursiers de retour d'autres pays, beaucoup

⁵² L'événement comprenait la diffusion d'un message vidéo du président de la JICA, M. Kitaoka.

⁵³ L'objectif de la formation intérimaire est de réaffirmer les buts et objectifs du Projet JDS et le rôle des boursiers JDS, et de favoriser une identité de boursiers JDS qui devraient devenir des leaders dans leur pays à leur retour.

⁵⁴ Activité visant à offrir des possibilités d'échange d'informations et de mise en réseau entre les boursiers JDS et les administrateurs japonais.

d'entre eux ont exprimé le souhait d'avoir des possibilités de stage dans les ministères et organismes japonais, des activités de mise en réseau avec des agents administratifs japonais, etc. comme éventuels programmes offerts pendant leur séjour. Certains programmes ont déjà été mis en œuvre, tels que les événements de mise en réseau avec des agents administratifs japonais organisés par l'Agent et les stages individuels au ministère des Affaires étrangères et à la JICA, et il est souhaitable que ces tentatives se poursuivent en tant que projet et qu'elles soient promues afin que davantage de boursiers JDS puissent y participer.

En outre, les événements d'échange avec les communautés locales sont également d'un grand intérêt pour les boursiers de retour. Dans le questionnaire de l'enquête menée par l'Agent avant le retour des boursiers JDS, de nombreux boursiers ont déclaré qu'ils souhaitaient avoir plus d'occasions d'interagir avec les Japonais, ainsi que la langue japonaise. Si ces opportunités d'échange avec la population et la communauté japonaises locales sont offertes, comme des événements coordonnés avec une organisation de communication internationale locale et des programmes de séjour en famille d'accueil, cela permettrait aux boursiers JDS d'acquérir une expérience plus approfondie de la société japonaise.

Dans l'étude de base du Projet JDS menée au cours de l'exercice 2019, les recommandations suivantes ont été formulées pour ajouter de la valeur et renforcer l'image de marque afin que le Projet JDS continue d'être reconnu comme un programme de bourses d'études de haute importance. Comme mentionné suivant, certains programmes sont déjà mis en œuvre, mais il est nécessaire de promouvoir les efforts avec ces recommandations pour différencier le Projet JDS en tant que programme de bourses d'études avec des caractéristiques plus distinctives.

Tableau 23 : Méthodes de valorisation afin de rendre le Projet JDS plus intéressant⁵⁵

Calendrier	Exemples d'efforts pour augmenter la valeur ajoutée du projet
Avant les études au Japon	Amélioration de la formation en langue japonaise (pour environ 3 mois)
Durant les études au Japon	Rencontres sociales avec le département des questions de la JICA, les agences gouvernementales japonaises, les gouvernements locaux, etc.
	Conférences sur l'expérience japonaise en matière de développement, la politique et l'administration japonaises, la diplomatie japonaise et l'Asie/Afrique, la culture et la société japonaises.
	Formation en leadership
	Stages dans des agences gouvernementales, des ONG, des entreprises, etc.
	Service et cérémonie en tant que boursier JDS (visite VIP à l'arrivée au Japon, etc.)
Après les études au Japon	Amélioration des activités de suivi
	Partager et diffuser, auprès des organisations japonaises concernées, la liste des boursiers rentrés au pays.
	Base de données en ligne de la liste des boursiers qui sont de retour
	Soutien aux réseaux des alumni
	Soutien aux activités de recherche des boursiers de retour et de leurs familles

⁵⁵ Élaboré d'après l'étude de base du projet JDS (110 pages) et autres.

2-5-3. Contenus du programme spécial

Les universités d'accueil s'engageront dans des activités supplémentaires pour les boursiers JDS en fonction des besoins de leur pays et des questions de développement, en tenant compte des circonstances des boursiers JDS en plus de leur programme universitaire existant.

Le programme spécial comporte les objectifs suivants.

- (a) Pour résoudre les problèmes de développement dans les pays concernés, les boursiers JDS acquièrent des connaissances et des expériences pratiques à travers des études de cas plus concrètes et spécifiques.
- (b) Grâce à des activités de programme spéciales, les boursiers JDS ou les organisations associées dans les pays concernés créent un réseau pour les activités futures des chercheurs et des organisations du Japon et de l'étranger.
- (c) Les boursiers JDS obtiendront le soutien nécessaire dans une période limitée pour s'engager dans la recherche académique et communiquer efficacement avec les personnes concernées, pour ainsi atteindre leurs objectifs.

De nombreuses universités qui ont déjà accepté des boursiers JDS ont déjà organisé des voyages d'étude et des séminaires au Japon et à l'étranger en utilisant les programmes spéciaux. Parmi ces programmes, les voyages d'étude ont été particulièrement appréciés dans le questionnaire adressé aux boursiers JDS de retour à leurs pays.

Concernant les attentes par rapport au JDS, lors de l'audition des boursiers du JDS des autres pays avant leur départ, de nombreux commentaires souhaitant un stage dans une entreprise privée ou dans une organisation gouvernementale du Japon en vue d'élargir ses connaissances dans un domaine spécialisé ont été relevés. Étant donné que certaines universités, en fonction des universités d'accueil, intègrent des stages en entreprise privée dans le cadre de la formation, il est important de partager avec les autres universités ces bonnes pratiques et d'offrir aux boursiers des opportunités de stage.

En plus de l'encouragement continu de l'Agent pour l'utilisation de programmes spéciaux dans chaque université, il est prévu que l'Agent fournisse une consultation appropriée aux universités afin que celles-ci puissent fournir des programmes utiles qui contribueront à l'objectif ci-dessus du Projet JDS.

2-6. Suivi, Orientation et Conseil

2-6-1. Système de mise en œuvre

Un coordinateur de l'Agent est affecté à chaque université qui accepte des boursiers JDS afin d'établir une bonne relation avec les membres du corps professoral et le personnel de l'université et de répondre efficacement aux préoccupations des boursiers en cas d'urgence. Si l'université est

située dans une ville provinciale, une personne responsable sera désignée dans le bureau le plus proche de l'Agent.

2-6-2. Orientation et Conseil

Le coordinateur fournit des conseils aux boursiers JDS concernant leur vie dans le campus et leur vie quotidienne après leur arrivée au Japon jusqu'à la veille de leur départ du Japon. En outre, le responsable aide les boursiers à trouver un logement, à suivre la procédure de notification d'emménagement, à s'inscrire au plan national d'assurance maladie, à obtenir une couverture d'assurance, à déménager, etc.

2-6-3. Suivi

Afin de vérifier la mise en œuvre efficace du projet, il est nécessaire de comprendre les conditions de vie académique et quotidienne des boursiers JDS dans le cadre du projet. Pour un suivi approprié, une bonne relation doit être établie avec le personnel de l'université afin de recevoir des informations sur les boursiers au quotidien. En outre, il faut se préparer à avoir régulièrement un entretien avec les boursiers pour comprendre leur vie académique et quotidienne, et leur apporter le soutien nécessaire au moment opportun.

En particulier, le système de suivi régulier par le biais d'entretiens individuels permet de déceler très tôt les problèmes des boursiers, qui ne sont normalement pas visibles dans la vie quotidienne, et des problèmes tels que l'inachèvement des cours universitaires et l'aggravation de la condition physique peuvent être évités grâce à ce système. En outre, des entretiens réguliers permettent de découvrir de bonnes pratiques telles que des accomplissements distingués dans le domaine de la recherche universitaire, qui sont rapportées en tant que résultat du projet dans des rapports périodiques et autres rapports de relations publiques sur le projet.

Un suivi régulier est effectué à l'aide de fiches de rapport de suivi. Les fiches de rapport de suivi décrivent les commentaires des boursiers, de la personne responsable du suivi et d'un superviseur de l'université, de sorte que l'état de chaque boursier puisse être compris grâce à une seule fiche de suivi.

Afin d'éviter la propagation du COVID-19, lorsqu'il est difficile d'effectuer un suivi en présentiel, les entretiens seront réalisés à distance, en ligne par exemple. En cas de contamination d'un boursier JDS, l'Agent prendra fréquemment contact avec lui et apportera le soutien nécessaire en collaborant avec les parties prenantes jusqu'à ce que le problème soit résolu.

2-6-4. Intervention en cas d'urgence

Un système de soutien est mis en place avec l'aide de centres d'appels dans une entreprise privée spécialisée pour répondre aux boursiers JDS en ce qui concerne leurs problèmes de santé et autres problèmes liés à la vie quotidienne pendant la nuit, les week-ends et les jours fériés, ainsi

que pendant les vacances de fin d'année et du Nouvel An.

En outre, le système d'envoi par courrier électronique et le système de confirmation de la sécurité sont prévus pour que les informations sur la sécurité et la localisation de tous les boursiers puissent être consolidées rapidement et avec précision, même si les lignes téléphoniques sont coupées en cas de catastrophe de grande ampleur ou d'autres urgences.

En outre, les mesures suivantes seront prises pour éviter que les boursiers JDS ne soient infectés par le COVID-19 pendant leur séjour au Japon.

- Fournir les informations sur le COVID-19
- Attirer l'attention des boursiers JDS sur la prévention de l'infection.
- Demander le report des voyages à l'étranger (recherche à l'étranger, voyages privés), fournir un soutien aux boursiers JDS pour leur retour au Japon.
- Recueillir les avis des boursiers JDS sur leur état de santé, Soutenir les boursiers JDS présentant un cas possible d'infection et conseiller ceux qui sont soucieux.

Les boursiers JDS craignant une infection sont rapidement consultés par l'Agent auprès des institutions médicales et recevront le soutien nécessaire sous la supervision de l'Agent. En outre, s'il existe une possibilité d'infection, l'Agent en informe immédiatement la JICA et les personnes impliquées dans le projet.

2-7. Plan de suivi

L'objectif du Projet JDS consiste à « Renforcer les capacités administratives du gouvernement du pays en offrant des opportunités pour obtenir un diplôme (Master) dans une université du Japon à de jeunes agents publics aptes et appelés à jouer le rôle de leadership dans l'avenir et pour contribuer au développement socio-économique du pays. Le projet vise aussi à développer un réseau humain, et par conséquent, à développer les relations bilatérales et de partenariat entre le Japon et le Sénégal ». Afin d'atteindre cet objectif, l'acquisition de connaissances spécialisées, la recherche, la constitution d'un réseau humain par le biais de bourses dans les universités du Japon sont non seulement nécessaires, mais également différents suivis des boursiers pendant leur séjour au Japon et après leur retour dans leur pays. Pour un suivi efficace, il faut s'appuyer sur la compréhension et la coopération du gouvernement et des intervenants du monde de l'entreprise sénégalais, ainsi que des initiatives actives. Après le retour des boursiers dans leur pays, sous le contrôle de la DCT, les activités des boursiers du JDS des organisations d'appartenance et du gouvernement dans son ensemble sont prometteuses.

Au titre des méthodes de suivi des boursiers au cours de leur bourse figure non seulement le suivi par l'organisation d'appartenance, mais comme mentionné dans la section 2-5-2. « Contenus du programme d'enrichissement », il est nécessaire de sensibiliser les boursiers JDS à leur mission et d'étudier différentes méthodes, comme la fourniture d'opportunités de participation aux boursiers JDS en relation avec les formations au Japon mises en place dans le cadre de la

coopération technique de la JICA, la tenue d'ateliers avec les universités d'accueil, la tenue d'événements d'échange avec les agents publics du Japon, les formations de groupes intermédiaires (formation en leadership) suscitant l'identité en tant que boursier du JDS.

Par ailleurs, en tant que suivi des boursiers de retour, au niveau de la méthode de suivi des boursiers de retour par les bailleurs autres que le Sénégal, comme la KOICA, la méthode consistant à administrer une association des anciens étudiants ciblant les boursiers et les stagiaires à court terme et à fournir chaque année une somme déterminée soutenant les activités de cette association des anciens étudiants a été constatée⁵⁶.

L'Amicale des anciens stagiaires et étudiants sénégalais au Japon (ASEJ) de la JICA au Sénégal et la section du Sénégal de KAKEHASHI Afrique composée des boursiers de l'initiative ABE sont les associations des anciens étudiants du Japon présentes sur place. Les boursiers de retour du JDS peuvent adhérer à l'Amicale des anciens stagiaires et étudiants sénégalais au Japon de la JICA de retour au Sénégal, mais lorsque l'effectif dépasse 40 personnes, il est envisageable que, dans le cadre du suivi centré sur les boursiers de retour du JDS, une association spécialement composée d'anciens boursiers de retour du JDS soit créée et développée progressivement. Il est préférable que les alumni planifient et mettent en œuvre les activités des alumni de leur propre initiative. Il est donc important de les soutenir tout en confirmant les souhaits des boursiers JDS de retour.

Une enquête relative au suivi des boursiers de Retour du JDS dans leur pays effectuée dans d'autres pays a montré qu'au titre des méthodes de réseau prometteuses, l'utilisation des réseaux sociaux permettant aux boursiers du JDS de communiquer entre eux, les fêtes des associations des anciens étudiants organisées régulièrement, la participation d'experts de la JICA à des séminaires spécialisés ont été mentionnées par de nombreuses personnes. Par ailleurs, certains ont émis la même remarque en ce qui concerne les stagiaires de l'initiative ABE de retour dans leur pays ; de plus, d'autres ont indiqué que le suivi régulier et la tenue régulière d'événements, la tenue d'événements ciblés avec la participation d'experts dans des domaines particuliers, l'invitation à des séminaires et à la TICAD permettraient de renforcer le lien.

Il est important d'étudier des méthodes de suivi en adéquation avec les besoins des boursiers sénégalais en se référant aux résultats et aux avis de ce type d'enquêtes.

D'autre part, afin d'atteindre l'objectif général du Projet JDS, il est important de fournir une assistance afin que les boursiers de retour du JDS, après le retour dans leur pays, puissent accéder à des postes de cadre et soient promus, ce qui leur permettra de contribuer au développement du Sénégal et au renforcement des liens entre le Japon et le Sénégal. Par rapport aux organisations ciblées par le comité d'exploitation de la partie sénégalaise, les boursiers du JDS peuvent

⁵⁶ Pour plus d'informations sur les activités des anciens boursiers de la KOICA, voir la section 1-5-2. « Les programmes de bourses des bailleurs ».

contribuer au développement du Sénégal, et il est important de solliciter la coopération concernant le retour à l'emploi et l'affectation aux postes importants.

Chapitre 3. Vérification de la pertinence du JDS

3-1. Cohérence entre le JDS et les enjeux du développement ainsi que la Politique d'Assistance

S'appuyant sur le plan de développement du Sénégal ainsi que la situation actuelle des secteurs en question et les enjeux, etc., la cohérence entre le JDS et le plan de développement du Sénégal a été analysée comme suit.

3-1-1. Cohérence avec le plan de développement du Sénégal

Arrivé au pouvoir en avril 2012, le président Macky Sall a annoncé en 2014 le plan de développement national mentionné dans la section 1-1-4. «Plan de développement », le Plan Sénégal Émergent (PSE). Le PSE, qui vise « la croissance en vue de l'émergence dans la solidarité et l'état de droit à l'horizon 2035 », se définit selon 3 axes majeurs : « Transformation structurelle de l'économie et croissance », « Capital humain, protection sociale et développement durable » et « Gouvernance, institutions, paix et sécurité », et les enjeux de développement du JDS est en adéquation avec les besoins du Sénégal.

3-1-2. Cohérence avec la Politique d'Assistance du Japon pour le Sénégal

Dans la Politique d'Assistance du Japon pour le Sénégal (septembre 2020) élaborée en 2020, le principe directeur d'aide en tant qu'objectif global « Apporter une aide équilibrée entre le développement économique et le développement social, contribuant à la stabilité et au développement de la région de l'Afrique de l'Ouest » a été posé, avec 2 domaines prioritaires d'aide : « Développement des infrastructures pour le développement industriel » et « Réduction des disparités et l'amélioration de la résilience ». Le « Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020) » également analyse l'orientation de la coopération selon cette politique. Pour répondre aux enjeux du développement mentionnés ci-dessous, le projet définit en tant que thème la formation des ressources humaines centrales au cœur des différents domaines, et correspond à la politique de coopération du Japon et de la JICA.

Les domaines prioritaires d'aide du JDS et les enjeux du développement sont définis en correspondance avec la Politique d'Assistance du Gouvernement du Japon, avec une cohérence extrêmement élevée. (Figure 6)

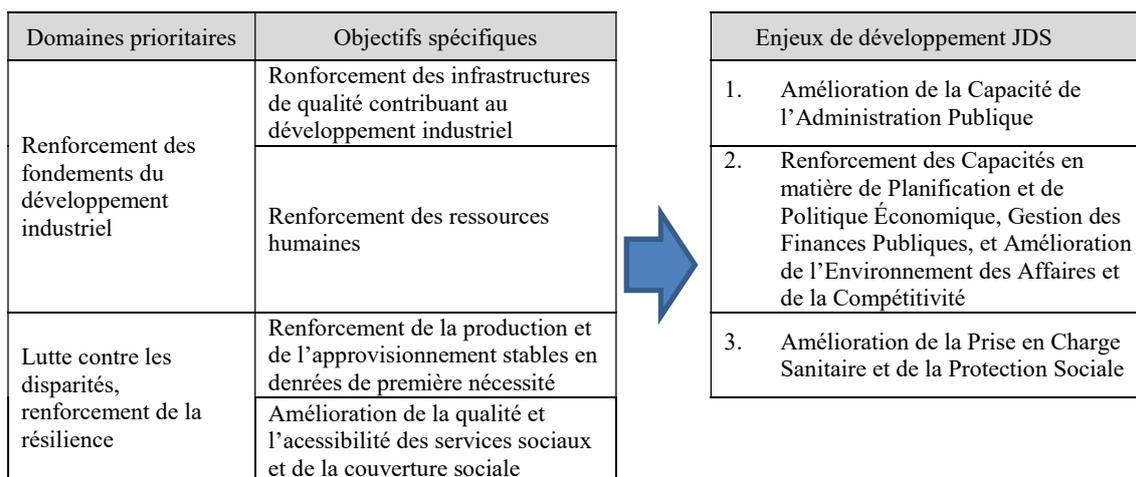


Figure 6 : Cohérence entre la politique d'assistance du Japon pour le Sénégal et le cadre du Projet JDS

3-1-3. Pertinence de la mise en place par l'aide financière non-remboursable du Japon

Les pays destinataires de l'aide financière non-remboursable sont fixés d'après les critères des pays éligibles aux prêts sans intérêt (correspondant en 2022 à un RNB par habitant de 1205 dollars US⁵⁷) déterminés par l'Association internationale de développement (IDA), l'institution du Groupe de la Banque mondiale. Elle fixe comme critères les domaines fondamentaux nécessaires à l'émergence du pays en tant que pays en développement et à la réduction de la pauvreté ainsi que les difficultés à la mise en place des fonds propres du gouvernement partenaire et des fonds empruntés. L'aide financière non-remboursable, qui est fortement liée à la coopération technique des pays bailleurs à commencer par le Japon et aux activités de financement avec intérêt, contribue à l'émergence vers l'autonomie des pays bénéficiaires

En 2020, le RNB par habitant du Sénégal s'élevait à 1430 dollars US, plaçant le pays dans la catégorie des pays à faible revenu dépassant les critères des pays éligibles aux prêts sans intérêt fixés par la Banque mondiale, mais il est entré dans la catégorie des pays éligibles. Sur la base du Plan Sénégal Émergent (PSE) visant à porter le pays sur la voie de l'émergence en 2035, afin de susciter un développement durable du Sénégal tout en ayant un développement économique rapide maintenant une croissance économique annuelle de plus de 6 % avant l'impact de la crise du coronavirus, le Japon apporte une aide au développement social visant à la réduction des disparités et l'amélioration de la résilience en parallèle avec la promotion du développement économique.

S'appuyant sur ces éléments, en ce qui concerne la pertinence de la mise en place du Projet JDS par l'aide financière non-remboursable, en consultant le point de vue⁵⁸ à étudier figurant dans les notices du ministère des Affaires étrangères, les deux aspects « Politique étrangère du

⁵⁷ <https://ida.worldbank.org/about/borrowing-countries>, Consultée le 1^{er} avril 2022

⁵⁸ « Concernant l'utilisation efficace de l'aide financière non-remboursable aux pays avec un niveau de revenu relativement élevé », avril 2014, ministère des Affaires étrangères

Japon » et « Situation dans les pays en développement bénéficiaires » ont été examinés en détail et de façon globale. L'aide financière non-remboursable revêt une grande signification au niveau des aspects mentionnés ci-dessous.

(1) Point de vue diplomatique

Le Projet JDS cible les jeunes agents publics en charge de l'élaboration et de la mise en place des politiques de développement socio-économique du Sénégal, et il est attendu que les boursiers du JDS deviennent dans le futur des leaders sénégalais disposant d'une bonne connaissance du Japon. Les boursiers de retour du JDS, forts de leur bonne compréhension du Japon, pourront peut-être devenir de précieux atouts diplomatiques tournés vers le renforcement des liens entre les deux pays.

Par exemple, à travers l'initiative ABE mise en place dans différents pays africains dont le Sénégal, les relations entre le Japon et le Sénégal contribuant au développement industriel ont été renforcées, et à moyen et long terme, il est attendu que les entreprises japonaises agissent comme pilotes faisant progresser les activités économiques au Sénégal. D'autre part, d'un point de vue diplomatique, il est tout à fait approprié de mettre en œuvre le projet JDS, car on peut s'attendre à ce que les boursiers JDS contribuent non seulement au développement économique et social du pays concerné après leur retour, mais aussi à ce qu'ils contribuent largement et jouent un rôle actif dans le renforcement des relations bilatérales avec le Japon à travers une bonne compréhension du Japon au sein du gouvernement sénégalais.

(2) Lien avec les politiques importantes

Le Sénégal constitue la porte d'entrée pour les pays géographiquement enclavés de la sous-région ouest-africaine en servant de carrefour pour les activités commerciales et économiques. Les entreprises japonaises implantées à Dakar développent leurs affaires à l'échelle sous-régionale en tirant profit de cet avantage géographique et des conditions sécuritaires stables. Pour cette raison, il est très utile de promouvoir l'implantation des entreprises japonaises et d'améliorer l'environnement des affaires et des investissements.

3-2. Effets attendus du Projet JDS

L'effet du programme de développement des ressources humaines devrait se manifester à long terme. Par conséquent, l'objectif du projet, qui doit être atteint à son terme, est que "la capacité des ressources humaines engagées dans les questions de développement soit améliorée". En outre, l'objectif global est "d'améliorer la compétence des agences administratives concernées par les questions de développement" par l'utilisation efficace des connaissances et de l'expérience acquises par les boursiers de retour dans leur organisation. Ainsi, ils devraient finalement "contribuer à résoudre les problèmes de développement de leur pays d'origine".

L'opportunité de mettre en œuvre le Projet JDS au Sénégal sera évaluée sur la base de cette

étude préparatoire, et sera finalement examinée par le gouvernement japonais. Il est toutefois nécessaire que le gouvernement sénégalais qui envoie les boursiers JDS leur apporte un soutien pendant leurs études et après leur retour et, en plus, que les universités qui les acceptent proposent un programme d'études qui contribue à résoudre les problèmes de développement du pays. Par conséquent, la réalisation de l'objectif du projet devrait continuer à être encouragée.

Les indicateurs suivants, utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif du projet, sont communs à toutes les composantes, compte tenu des perspectives mentionnées ci-dessus.

- Ratio de boursiers JDS ayant obtenu leur diplôme de Master.
- Renforcement des capacités des boursiers de retour du JDS en matière d'analyse, d'élaboration de politiques et de gestion de projets.
- Formulation et mise en œuvre de politiques en utilisant les résultats d'études des boursiers de retour du JDS.

En ce qui concerne les indicateurs de « ratio de boursiers JDS ayant obtenu leur Master » et de « renforcement des capacités des boursiers JDS de retour sur le plan de l'analyse, de l'élaboration de politiques et de l'exploitation/gestion de projets », un taux d'achèvement élevé devrait être atteint grâce à la mise en œuvre régulière des éléments suivants : 1) Encourager les candidatures en faisant appel au département des ressources humaines dans les organisations qui sont en rapport avec chaque sous-programme et composante, ainsi qu'aux ressources humaines qui correspondent à l'intention du projet au moment du recrutement ; 2) Sélectionner les boursiers JDS sur la base des connaissances universitaires, de l'expérience professionnelle pertinente, de la qualité de base et du potentiel de contribution après le retour au pays ; et 3) Offrir divers types de soutien et de suivi régulier (à savoir, gérer et conseiller sur les questions d'études, de style de vie et de santé sous forme d'entretiens) aux boursiers JDS au Japon.

Concernant l'indicateur « Formulation et mise en œuvre de politique en se basant sur les acquis des boursiers de retour », les conditions d'avancement au sein du gouvernement actuellement au Sénégal sont fixées, et d'une manière générale elles correspondent au système dit « avancement à l'ancienneté ». Il est important que lors de leur retour au pays, les boursiers retrouvent le service dans lequel ils travaillaient avant leur départ ou un poste leur permettant de mettre à profit les connaissances acquises lors de la bourse, et il est souhaitable qu'ils agissent dans un service leur permettant d'exploiter les connaissances et les compétences acquises au Japon.

Il est essentiel de suivre la manière dont l'expérience des boursiers JDS au Japon sera utilisée dans leur carrière professionnelle après leur retour dans leur pays, à moyen et long terme, afin d'évaluer l'efficacité du Projet JDS. Grâce à cette surveillance, il est nécessaire de mener des activités de suivi afin de garantir les résultats du projet et d'aider les boursiers JDS à développer leurs compétences professionnelles et à étendre leur réseau. Des activités de suivi appropriées permettront non seulement de clarifier les résultats du projet, mais aussi de maintenir les relations entre les boursiers JDS et le Japon, et de faire bénéficier le Japon d'une collaboration future avec

des boursiers JDS qui connaissent bien le Japon et seront des leaders au Sénégal.

3-3. Comparaison avec d'autres programmes de bourses d'études offerts par d'autres bailleurs de fonds

La recherche de base du Projet JDS a analysé les facteurs qui contribuent et entravent le progrès et la réalisation effective du Projet JDS, en comparaison avec les programmes de bourses d'études d'autres bailleurs de fonds. Ainsi, les facteurs relatifs au Projet JDS Sénégal sont résumés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 24 : Exemples de facteurs qui affectent la réalisation du Projet JDS
(Résultats obtenus de la recherche de base de la JICA)**

Éléments	Facteurs contributifs	Facteurs inhibiteurs
Recrutement, sélection, avant de venir au Japon.	<ul style="list-style-type: none"> • Une sélection très transparente • Les membres du corps professoral de l'université mènent des entretiens sur place et contribuent à la sélection des ressources humaines appropriées. • Le champ d'acceptation répond aux besoins de développement • Recommandation d'application par le gouvernement partenaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Une expérience professionnelle est requise • Nombre limité d'organisations/domaines cibles • Longue période de sélection • Il y a une petite formation préalable pour améliorer niveau d'anglais des candidats • Il n'y a pas de formation pour apprendre la culture et la langue japonaises au préalable. • Règles strictes pendant les études à l'étranger
À l'arrivée au Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir des possibilités d'éducation de haute qualité au Japon • Aide à la subsistance pour les boursiers JDS 	<ul style="list-style-type: none"> • Peu de connaissance de la part des ministères japonais
Après le retour au pays	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un réseau entre les boursiers de retour au pays et les universités d'accueil. • Il existe des règlements pour le retour au travail. Le gouvernement japonais travaille sur une attribution appropriée des boursiers de retour dans le gouvernement partenaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'un mécanisme permettant au gouvernement et aux entreprises japonaises d'utiliser les boursiers de retour. • Étant donné qu'il n'y a aucun moyen d'obtenir des informations du Japon, il est difficile d'avoir une identité en tant que « boursier JDS de retour ».

L'un des principaux avantages comparatifs du Projet JDS est le partenariat du projet avec les universités d'accueil, qui permet à chaque université d'être largement impliquée dans la sélection des candidats, et le programme spécial, qui est proposé en plus des programmes universitaires existants, fournit des programmes d'études qui répondent aux besoins de chaque boursier JDS et de chaque pays. L'implication totale des universités d'accueil dans la sélection, l'orientation, l'acceptation et le suivi constitue un avantage pour le Projet JDS.

De plus, l'implication proactive de l'Agent dans l'établissement de la politique du projet chaque année et son soutien multiforme aux boursiers JDS, comme le recrutement et la sélection des candidats, le voyage d'envoi, le suivi régulier tout au long de leur séjour au Japon, les activités des alumni et la reconduction dans leur poste d'origine après leur retour, donnent au Projet JDS un avantage comparatif par rapport aux autres bailleurs de fonds. Bien que le taux moyen d'achèvement du programme de Master au Japon pour les 10 dernières années (2008-2017) soit

de 87,8 %, celui du Projet JDS est de 98,7 %⁵⁹ pour les 20 dernières années.

A titre d'exemple de comparaison avec les programmes de bourses d'études d'autres bailleurs, le tableau ci-dessous montre les différences avec les programmes de la KOICA.

Tableau 25 : Facteurs affectant les résultats du JDS indiqués par la recherche fondamentale

Éléments de comparaison	JDS	Bourse de la KOICA	Supérieur ou inférieur	Détails de l'étude
Sénégal	10 boursiers (Master)	3-5 boursiers (Pas fixe)	Supérieur	La KOICA ne dispose pas d'un dispositif spécifique à chaque pays pour les boursiers.
Degré de familiarité	Faible sensibilisation car le projet n'a pas encore commencé.	Mis en œuvre depuis de nombreuses années et reconnu au Sénégal.	Inférieur	Après le début du Projet JDS, une promotion active est nécessaire avec la coopération du bureau de la JICA et de l'ambassade du Japon.
Taux d'obtention d'un diplôme	100%	NA	Supérieur	Le taux élevé d'obtention de diplômes est une perspective que l'on peut qualifier de succès du projet JDS.
Diplômes couverts	Principalement des Masters	Principalement des Masters	-	
Groupe cible	Jeunes fonctionnaires	Fonctionnaires et employés du gouvernement	-	Le fait de cibler les administrateurs publics leur permet de contribuer au développement du pays en question dans une perspective politique.
Nombre de personnes admises	Fixé	Il change annuellement en raison des fluctuations du nombre de candidats.	Supérieur	Le nombre fixe de personnes permet d'établir une relation suivie avec le pays concerné. Il est également plus facile pour l'organisation d'origine de les utiliser pour le développement de ses ressources humaines.
Conditions d'étude	Les membres de la famille peuvent être invités.	L'accompagnement des membres de la famille est interdit.	Supérieur	Réduction de l'anxiété liée à la vie pendant les études à l'étranger.
Structure de soutien (personnel)	Chaque personne se voit attribuer un conseiller pour les études à l'étranger, avec un suivi régulier et une assistance d'urgence 24 heures sur 24.	Du personnel de soutien est affecté à chaque université.	Supérieur	Tous deux ont mis en place des structures de soutien en dehors de l'université, mais le JDS est de loin le plus généreux.

⁵⁹ Taux moyen d'acquisition de diplômes de Master dans 13 pays ciblés par l'étude de base du Projet JDS en 2019.

Éléments de comparaison	JDS	Bourse de la KOICA	Supérieur ou inférieur	Détails de l'étude
Cours préparatoire	Au Sénégal, une formation de la langue anglaise est prévue pour les candidats. Dans certaines universités, les compétences académiques de base et la rédaction de la dissertation sont enseignées dans le cadre de budgets de programmes spéciaux.	Pas de mise en œuvre spécifique.	Supérieur	Les préoccupations des boursiers concernant la langue sont réduites. Le soutien à la recherche est également disponible d'un point de vue financier.
Stratégie de suivi	À discuter à l'avenir.	Suivi actif. Budget annuel pour tous les étudiants et stagiaires internationaux par pays.	Inférieur	Des préparatifs doivent être effectués avec les responsables locaux et les boursiers avant leur arrivée au Japon.

Par ailleurs, lors des auditions des stagiaires de l'initiative ABE au Sénégal sur le niveau d'excellence relative des bourses japonaises, les commentaires notables suivants ont été formulés : « La bourse au Japon a non seulement permis d'étudier une culture et une façon de penser nouvelles, d'enrichir ses compétences techniques, mais également d'apprendre l'anglais et le japonais, et il s'agit d'une expérience précieuse pour développer son réseau international », ce qui permet d'estimer le niveau d'excellence relative des bourses japonaises.

Sur le plan des aspects négatifs, le fait qu'il faut du temps pour s'habituer au climat japonais et la difficulté à communiquer en japonais ont été pointées. Les avis des boursiers continueront d'être écoutés, et il est important d'étudier des mesures au niveau du projet.

3-4. Indicateurs d'évaluation du projet

Le tableau suivant énumère les indicateurs utilisés pour évaluer les résultats et les impacts du Projet JDS au Sénégal. Les données quantitatives seront accumulées avant d'évaluer les résultats et l'impact à travers la mise en œuvre du projet.

**Tableau 26 : Informations sur les indicateurs d'évaluation du Projet JDS Sénégal
(provisoire)**

Année d'inauguration		XXXX
Nombre de récipiendaires par an		XX
Boursiers acceptés	Total	XX
	Genre	Homme XX, Femme XX (ratio de femme X%)
	Âge moyen	XX (à l'arrivée)
Boursiers de retour	Total	XX
	Boursiers ayant obtenu leur diplôme	XX
	Boursiers ayant échoué au diplôme	XX
	Taux d'achèvement	XX%
Par catégorie de lieu de travail	À l'arrivée	Ministère X %, autre agence centrale X %, agence territoriale X %.
Par catégorie de lieu de travail	Après le retour au pays	Ministère X %, autre agence centrale X %, agence territoriale X %.
Ratio du niveau de management (au-delà de chef de division)	À l'arrivée	XX (X %)
	Après le retour au pays	XX (X %)

Par ailleurs, afin de décider des éléments de mesure des effets qualitatifs, des informations seront recueillies en se concentrant sur les éléments suivants comme définition des bonnes pratiques du Projet JDS.

Tableau 27 : Éléments indiquant les effets qualitatifs du projet JDS (Proposition)

1. Contribution à la résolution des problèmes de développement dans le pays
Bénéficier d'une promotion, obtenir un pouvoir d'influence au sein de l'organisation et participer à l'élaboration des politiques en tant que personne clé.
En utilisant particulièrement les recherches menées dans le cadre du Master.
Mener des activités concernant des mesures politiques en tant que membre des alumni du projet JDS.
2. Contribution au renforcement des relations avec le Japon
S'engager dans des projets de la JICA en tant que contrepartie
Participer aux négociations diplomatiques avec le Japon
Collaboration avec des entreprises privées au Japon et participation à des études de recherche conjointes avec des universités japonaises.
Mettre en œuvre des activités visant à renforcer les relations avec le Japon en tant que alumni du projet JDS.
3. Utilisation de réseaux autres que ceux mentionnés ci-dessus
Conduite harmonieuse des services en utilisant le réseau de boursiers JDS.
4. Autres résultats secondaires
Contribution à l'internationalisation des universités (principalement des boursiers séjournant au Japon) et contribution à l'internationalisation régionale (principalement des boursiers séjournant au Japon).
Planifier et mettre en œuvre des activités de contribution sociale, des activités concernant le Japon et d'autres activités visant à accroître les valeurs du projet JDS en utilisant le nom du JDS en dehors du lieu de travail.
Contribution académique (excellents résultats académiques, soumission d'articles à des revues, partage des résultats de recherche, etc.)

3-5. Défis et suggestions

Les défis et suggestions pour la réalisation du JDS au Sénégal obtenus à travers l'étude sont les suivants.

(1) Des initiatives tenant compte des effets diplomatiques attendus du JDS ainsi que du renforcement des relations bilatérales

(i) Planification d'activités tenant compte des effets diplomatiques et du renforcement des relations bilatérales

Lors de la recherche fondamentale, afin de permettre aux JDS de durer dans le temps, le passage d'une forme traditionnelle contribuant à la résolution des problèmes de développement à une forme axée sur les effets d'un point de vue diplomatique ou l'intérêt pour le pays s'est avéré essentiel. Ces dernières années, le projet JDS a développé une stratégie de recrutement et de sélection plus consciente des effets sur la diplomatie, et on s'attend à ce que le JDS formule un plan d'acceptation qui reflète sa politique de développement des ressources humaines au Sénégal qui non seulement contribueront au développement économique et social du pays après leurs études au Japon, mais aussi au renforcement des relations bilatérales avec le Japon en tant que pro-japonais, et que les opérations du projet soient menées dans l'intérêt national.

Ainsi, dans les programmes d'accueil JDS au Sénégal, en plus de la méthode traditionnelle consistant à définir les domaines/organisations ciblées en fonction des enjeux en matière de développement, les domaines de politiques publiques et les domaines économiques en lien avec l'orientation diplomatique et les préoccupations majeures du gouvernement japonais font également partie des composants. Ainsi, nous avons envisagé de faire des ministères clés susceptibles de contribuer à la politique, à l'économie et à la diplomatie de notre pays, les principales organisations ciblées. Si des cadres de ces ministères sont sélectionnés pour être formés au Japon en tant qu'étudiants internationaux, à l'avenir, de nombreux étudiants pro-japonais de retour japonologues seront présents au sein de ces ministères, ce qui donnera au JDS une signification et des effets diplomatiques énormes.

L'Ambassade du Japon au Sénégal présente sur place a également donné l'avis selon lequel : « le Sénégal se rapprochant de plus en plus d'un pays développé, il est souhaitable de renforcer les liens avec d'autres ministères que les ministères sectoriels ayant été jusqu'à présent ciblés par l'aide au développement. Concrètement, il s'agit du ministère des Finances et du Budget, du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, du ministère de l'Intérieur (concernant l'ordre public), de l'APIX (concernant les investissements). » Au moment de la détermination des organisations ciblées, nous avons retransmis cet avis sur le plan d'accueil en tant qu'aspect majeur du point de vue japonais.

Le programme sera mis en œuvre à partir d'août 2022, mais il est crucial de rendre le programme plus conforme à l'objectif du JDS en continuant à vérifier la pertinence et les effets

de l'ensemble du programme d'accueil en les comparant avec l'objectif du JDS, y compris la pertinence des organisations ciblées et en regardant, année après année, si des améliorations sont possibles même au cours de cette phase de quatre années.

- (ii) Initiatives dans le cadre d'une gestion de projet prenant en compte les effets diplomatiques et le renforcement des relations bilatérales

Afin que les boursiers JDS deviennent des partenaires du Japon au vrai sens du terme, il est indispensable de déployer nos efforts afin que leur opinion favorable sur le Japon se poursuive dans le temps et de les inciter à devenir pro-japonais. Ainsi, nous examinons non seulement la sélection des boursiers JDS, mais également une contribution efficace aux boursiers JDS au cours de leur séjour au Japon grâce à des programmes à valeur ajoutée tels que la formation intérimaire, leur mise en réseau à niveaux multiples avec les fonctionnaires du gouvernement japonais, puis le suivi après leur retour au pays afin de renforcer et poursuivre leur relation avec le Japon. Par ailleurs, en tant que travail préparatoire, il est nécessaire de réfléchir à un dispositif permettant aux fonctionnaires du gouvernement japonais de comprendre l'utilité du JDS en augmentant la visibilité de celles-ci afin qu'à l'avenir, le gouvernement japonais puisse utiliser de manière active les boursiers JDS lorsqu'il mène des activités à l'étranger.

Concrètement, nous pouvons donner pour exemple les initiatives suivantes dans le cadre de la gestion de projets. Il est indispensable de poursuivre leur mise en œuvre en poussant davantage la réflexion à leur sujet.

- (A) Collaboration avec le personnel de la JICA (membre du bureau, experts, etc.)

Le JDS ne constituant pas un programme de bourse individuel du fait qu'il est mis en œuvre en tant que projet APD, celui-ci doit faire preuve d'une collaboration accrue avec les autres projets APD selon le point de vue de « l'aide au développement » en lien avec la contribution dans les domaines majeurs de la politique d'assistance du Japon au Sénégal. Pour cela, il est indispensable de faire connaître son projet aux membres du bureau ainsi qu'aux experts de la JICA au Sénégal et d'inciter aux candidatures JDS afin de trier sur le volet des ressources humaines compétentes du pays partenaire grâce à l'entremise du personnel de la JICA.

Concrètement, il est tout d'abord nécessaire de rencontrer les experts envoyés dans les ministères cibles grâce à la coopération du bureau de la JICA au Sénégal afin de leur demander de coopérer concernant la collaboration entre le JDS et les autres activités de la JICA. Par ailleurs, lors de la prise de poste d'un expert de la JICA, cela pourrait être l'occasion pour l'Agent de fournir des informations à propos du JDS. Pour les experts, envoyer au Japon de jeunes fonctionnaires brillants de son lieu de mission constitue une motivation pour développer davantage les ressources humaines du ministère où il a été envoyé.

Par ailleurs, il est également possible d'ajouter des organismes gouvernementaux non compris dans les organisations ciblées par le JDS, mais susceptibles de s'avérer utiles d'un point de vue des relations diplomatiques avec le Japon, en nous reposant sur l'avis des membres du bureau de

la JICA ainsi que de ses experts.

(B) Initiatives à l'égard des boursiers JDS lors de leur séjour au Japon

(a) Proposition d'un programme à valeur ajoutée

Des points de vue de l'amélioration des capacités des boursiers JDS et de la création de relations humaines posant les bases des relations bilatérales, mais également pour se distinguer des autres bourses, nous devons poursuivre davantage les initiatives prometteuses de valeur ajoutée lors du séjour des boursiers au Japon, au-delà de leurs cours dans leur université d'accueil. À l'heure actuelle, des stages intermédiaires, des réunions avec des agents de l'administration⁶⁰ ou des opportunités de stages pensés par l'École supérieure sur le développement de la JICA⁶¹ leur sont proposés durant leur période de formation. Il est souhaitable de continuer à proposer de tels programmes à valeur ajoutée qui font la particularité du Japon.

(b) Soutien à l'acquisition de compétences en langue japonaise

Les boursiers JDS ayant acquis la langue japonaise constituent pour le Japon des ressources humaines précieuses et uniques susceptibles de contribuer au renforcement des relations bilatérales après leur retour au pays. Pourtant, les boursiers JDS qui obtiennent leur diplôme en anglais sont confrontés au problème de n'avoir que des occasions limitées d'approfondir leurs connaissances sur les Japonais ou la culture japonaise, même en séjournant deux années au Japon. Si nous avons pour objectif de former des ressources humaines amenées à contribuer à l'avenir aux relations amicales entre nos deux pays, l'une des actions qui pouvant s'avérer efficace est de compléter ce séjour par un programme leur permettant d'apprendre la langue japonaise avant ou pendant leurs études au Japon ou par un programme les aidant à la compréhension de la culture japonaise.

Afin de renforcer davantage les compétences en langue japonaise des boursiers JDS pour les raisons évoquées ci-dessus, en plus de la formation en japonais (35 heures) pendant leur séjour au Japon mise en œuvre jusqu'à présent, une formation en langue japonaise (100 heures) avant leur venue au Japon sera désormais mise en œuvre pour les boursiers qui arriveront au Japon en 2022. Cette initiative nous permet d'escompter un renforcement des compétences en langue japonaise des boursiers, mais des initiatives pour renforcer le désir d'apprendre en encourageant les boursiers à apprendre la langue japonaise de manière autonome seront également nécessaires à l'avenir. Nous devons réfléchir à des manières de stimuler leur désir d'apprendre comme des soutiens pour le passage du test d'aptitude en japonais.

Par ailleurs, des occasions durant lesquelles le japonais leur est indispensable doivent leur être données afin qu'ils poursuivent leur apprentissage du japonais. Pour cela, il est nécessaire que

⁶⁰ Voir 2-5-2. « Contenus du programme d'enrichissement »

⁶¹ Dans le cadre de cette initiative, la JICA met en œuvre le programme d'études de développement de la JICA (JICA-DSP) dans le cadre de son aide publique au développement, en ciblant les personnes qui viennent au Japon et s'inscrivent à un cours diplômant dans une université japonaise dans le cadre du programme de développement des ressources humaines de la JICA.

l'ensemble des intervenants dans le cadre du JDS travaille de concert pour trouver des idées afin que l'ensemble des boursiers JDS puissent participer à des stages dans des agences gouvernementales ou des entreprises japonaises, réaliser un séjour en famille d'accueil afin de fréquenter les Japonais ordinaires ou réaliser des activités d'échanges sur la culture japonaise⁶², etc.

(2) À propos de la coordination de la mise en œuvre

(i) À propos des membres du comité d'exploitation

Nous avons obtenu l'accord du gouvernement du Sénégal pour que l'Agence d'Exécution soit la DCT qui est l'intermédiaire pour les bailleurs des activités de formation destinées aux fonctionnaires du gouvernement sénégalais. Pour ce qui est du comité d'exploitation du JDS, après discussions avec le gouvernement sénégalais, il a été convenu que deux co-présidents, l'un de la partie sénégalaise et l'autre de la partie japonaise, seraient mis en place compte tenu de la propriété du gouvernement sénégalais et de la sélection adéquate de la partie japonaise, mais nous avons également obtenu un accord de principe sur le fait que des membres du comité seraient également issus des agences liées.

En ce qui concerne les membres du comité d'exploitation de la partie sénégalaise, le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération qui est le représentant du gouvernement lors de la signature de l'accord de don et le ministère des Finances et du Budget chargé de la procédure de « l'Arrangement Bancaire (A/B) ⁶³ » avec la JICA soient membres. Par ailleurs, afin de renforcer les relations bilatérales, nous avons obtenu le consentement à ce qu'un des membres soit également issu du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur.

De plus, le comité d'exploitation au Sénégal est parvenu à créer un système solide en vue du recrutement stratégique des étudiants brillants en intégrant également le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public ayant la compétence du système des fonctionnaires parmi ses membres.

(ii) Explications sur le rôle des organismes gouvernementaux en lien avec le JDS

Pour que le Projet JDS démarre sans heurts, il est essentiel que les parties sénégalaises impliquées comprennent leurs rôles respectifs dans le projet. Par conséquent, les responsabilités des personnes concernées par le projet JDS (la DCT à savoir l'Agence d'Exécution, les membres du comité d'exploitation, l'Agent, etc.) à chaque étape depuis le démarrage du projet jusqu'au suivi des étudiants au Japon ainsi que le contenu des activités, mais également sur le fondement

⁶² Entre août 2021 et mars 2022, avec la coopération des activités d'échanges internationaux des jeunes du Bureau du Cabinet, 89 étudiants JDS ont participé à des événements, ayant rencontré un grand succès, organisés dans 6 préfectures dont la préfecture de Kanagawa et d'Ibaraki et qui leur ont donné l'occasion d'échanger avec des Japonais et de rencontrer la culture japonaise.

⁶³ Lors de la mise en œuvre de l'aide financière non-remboursable, le gouvernement bénéficiaire conclut un Arrangement Bancaire (A/B) avec une banque au Japon et ouvre un compte au nom du gouvernement, par lequel la subvention est transférée.

du budget ont été clarifiées. Ainsi, nous avons apporté des explications sur les contenus concrets des activités de chaque organisation liée.

Après la présente étude, l'Accord de Don entre le gouvernement du Sénégal et le bureau de la JICA au Sénégal ainsi que la conclusion de contrats entre la DCT et l'Agent en lien avec la mise en place du projet sont prévus avant le démarrage du projet en août 2022. Or, afin d'obtenir l'accord des fonctionnaires du gouvernement du Sénégal, il est nécessaire d'approfondir leur compréhension à chaque étape en apportant à nouveau des explications concrètes et détaillées à la partie sénégalaise avant le démarrage du projet. Par ailleurs, le JDS, à la différence des projets d'aide, nécessite de clore la sélection des candidats et de faire les demandes d'inscription à l'université avant la fin du mois de mars de l'année suivant la conclusion de l'accord de don. Ainsi, il est capital d'assurer le suivi de la compréhension des rôles prévus pour chaque organisation ciblée, car il est nécessaire de conclure l'ensemble des contrats d'ici à fin juillet.

(iii) Mission d'observation au Japon

La partie sénégalaise a signalé à l'équipe d'étude qu'elle souhaitait connaître les conditions d'accueil des étudiants dans les universités japonaises ainsi que l'environnement d'études des boursiers sénégalais par une visite dans de brefs délais au Japon pour y observer le système d'accueil dans les universités japonaises et qu'elle souhaitait en tenir compte pour le recrutement et la sélection. Nous avons fixé une période adéquate après avoir précisé ensemble le but de ces observations. Afin que le projet puisse démarrer de manière fluide à compter d'août 2022, la visite au Japon devrait se produire avant le mois d'août au moment du démarrage du projet. Afin de mener de manière efficace les observations sur le terrain de la partie sénégalaise, il est important que nous continuions à vérifier les mesures de contrôle de l'épidémie afin de pouvoir organiser la visite rapidement.

(3) À propos de la répartition dans les universités

Alors que nous leur expliquions le projet de répartition dans les universités recommandées par l'équipe d'étude, la partie sénégalaise nous a demandé une explication du processus allant de l'appel à candidatures à la sélection des universités, ainsi que des résultats et des raisons de la sélection, ce qui a été expliqué en détail par l'équipe d'étude.

Par ailleurs, au sujet du fait que nous avons reçu au total 13 propositions d'accueil de la part de 12 facultés de cycles supérieurs issues de 7 universités seulement et du fait que les universités recommandées ne peuvent pas couvrir partiellement des domaines souhaités par la partie sénégalaise, celle-ci nous a demandé qu'à l'occasion de la révision des facultés de cycles supérieurs nous réalisions le recrutement public et la sélection tout en cherchant des solutions pour que l'ensemble des domaines soient couverts. Pour cela, si le projet se poursuit à la phase suivante, concernant les domaines souhaités par la partie sénégalaise, il est nécessaire que nous réalisions le recrutement public et la sélection des universités en déterminant les domaines suite à un examen minutieux y compris de la possibilité de réalisation dans le cadre du projet JDS.

(4) À propos du recrutement des candidats et du suivi des boursiers avec la coopération des intervenants japonais

S'il est important de faire connaître le Projet JDS afin d'attirer davantage de candidats, une autre idée serait d'organiser une session d'information conjointe à Dakar sur les « bourses japonaises », dans le sens où il s'agira d'encourager les personnes pro-japonaises et bien informées qui ont une bonne compréhension du Japon. Par exemple, nous aimerions proposer d'organiser une réunion d'information conjointe avec les autres programmes de bourse présents actuellement au Sénégal pour présenter le système des bourses japonais ainsi que les programmes d'étude en collaborant par exemple avec le MEXT de l'Ambassade du Japon au Sénégal, le programme pour des formations longue durée proposé par le bureau de la JICA au Sénégal ou encore l'université Kyoto Seika qui a créé une de ses bases à Dakar en 2021.

En outre, nous aimerions également envisager des activités d'anciens étudiants réunissant régulièrement les étudiants partis étudier au Japon. Des activités des anciens étudiants réunissant séparément les étudiants de chaque programme boursier sont déjà mises en œuvre actuellement, mais en organisant des activités auxquelles tous les étudiants partis étudier au Japon peuvent participer, il devient possible de constituer un vaste réseau entre ces étudiants (les personnes pro-japonaises et bien informées qui ont une bonne compréhension du Japon) indépendamment du programme, ce qui peut déboucher sur le renforcement des relations avec le Japon.

(5) À propos de la prise en considération du genre

Notre enquête a réalisé une étude notamment sur la politique nationale relative au genre au Sénégal, sur la politique des fonctionnaires à ce sujet ainsi que sur les initiatives de prise en considération du genre au sein du système des fonctionnaires, tout en suivant les directives sur le genre de la JICA. Les résultats de l'enquête ont conclu que la prise en considération du genre pour se conformer au plan sénégalais est importante même au sein du JDS, car parmi les objectifs stratégiques du Plan d'Actions prioritaire PAP2 du gouvernement sénégalais (2019 à 2023), l'objectif de « promotion de l'égalité entre les genres » afin de « renforcer la présence des femmes dans la politique et dans l'administration ».

Ensuite, lors du véritable démarrage du programme à compter d'août 2022 et de la définition générale du programme 2022 à l'occasion du premier comité d'exploitation, il est important de réfléchir à l'orientation et à la méthode à utiliser pour promouvoir la participation des femmes au programme JDS sur la base des résultats de l'enquête et d'en discuter pour trouver un accord avec les intervenants de la partie sénégalaise. En particulier, concernant la méthode de recrutement de candidates, il est important d'envisager une méthode intégrant les opinions des intervenants du programme JDS au Sénégal tout en prenant pour référence les initiatives prises dans d'autres pays où existent les bourses JDS telles qu'inscrire dans les points essentiels du recrutement que « la candidature de femmes est la bienvenue » ou encore, comme au Tadjikistan, d'organiser une réunion d'information sur le recrutement uniquement destiné aux femmes, etc.

Le pourcentage de femmes fonctionnaires dans la fonction publique sénégalaise étant supérieur à 35 %, le Projet JDS a pour objectif d'obtenir au moins 35 % de candidatures féminines, ou d'envoyer le même pourcentage de femmes que de boursiers JDS au Japon. Pour atteindre cet objectif, nous souhaitons obtenir la compréhension et la coopération des parties prenantes du projet sur les questions de genre.

Au Sénégal, il existe de nombreuses fonctionnaires de sexe féminin et certaines femmes fonctionnaires occupent des postes majeurs, tels que directrice générale et chef de section. Par exemple, parmi les stagiaires de l'initiative ABE, il y a une femme fonctionnaire qui, après ses études au Japon, a repris son poste auprès du ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public. Il est également important de créer un environnement qui facilite la candidature des femmes en faisant par exemple participer ces femmes fonctionnaires à des réunions d'information sur le recrutement et jouer le rôle de modèles ou en partageant avec elles les attraits et les inconvénients des études au Japon, les défis auxquels sont confrontés les femmes qui étudient au Japon ainsi que les moyens de les relever, etc.

(6) À propos du soutien à l'amélioration des compétences en anglais des étudiants en Master

Lors de nos auditions auprès des ministères sénégalais, de nombreux ministères se sont montrés inquiets à propos de l'examen en anglais. L'une des raisons pour laquelle les candidats sénégalais ne parviennent pas à obtenir de bourse KOICA est que dans leur pays la langue officielle est le français, ce qui rend peu nombreuses les occasions d'utiliser la langue anglaise. Les compétences en anglais posent donc un gros problème.

Au sein des pays dans lesquels est présent le JDS, le problème de l'obtention de candidats brillants s'est posé à cause de la langue anglaise au Tadjikistan et au Kirghizstan où la langue officielle est le russe et, afin d'inciter les candidats à postuler, nous avons introduit des formations en anglais destinées aux candidats, ce qui a fait augmenter le nombre de candidats. Pour cela, au Sénégal également, afin de promouvoir la candidature de jeunes fonctionnaires brillants, il est indispensable de chercher à recruter des candidats en proposant à ces derniers des occasions de formations linguistiques de quatre semaines.

Aussi, sur le long terme, l'organisation de formations d'anglais est utile pour d'élever le niveau d'anglais de l'ensemble des candidats à l'avenir.

(7) À propos de la création de relations de coopération avec les autres bailleurs

Ainsi que mentionné au point 1-5. « Orientation de l'aide des autres bailleurs », actuellement, le nombre de mises en œuvre de programmes de bourse de cursus Master destinés au Sénégal de l'ensemble des bailleurs est faible. Par ailleurs, les accueils en Chine se sont arrêtés en raison de l'impact de la crise du coronavirus. Les occasions de formation du pays sont donc en baisse.

Parmi les programmes de bourse des bailleurs apparentés au JDS, il existe un programme de bourse qui envoient chaque année 3 étudiants en cursus de Master à l'École des Finances

publiques. Il s'agit d'un programme issu d'une collaboration entre le gouvernement français et l'IFC destiné aux fonctionnaires sénégalais. La KOICA offre également un programme de bourse qui envoie des fonctionnaires pour un cursus de Master, mais celui-ci n'accueille que 5 étudiants par an, car ses domaines ne correspondent pas aux domaines prioritaires du Sénégal, qu'il n'y a pas d'effectifs fixes et qu'il est difficile au Sénégal de trouver des candidats remplissant les conditions d'éligibilité.

Dans un tel contexte, les besoins de programmes de longue et courte durée en développement des ressources humaines au Sénégal sont élevés⁶⁴. Cela permet de considérer que la pertinence de lancer un nouveau programme, à savoir le JDS, est élevée. À l'occasion de l'enquête de terrain de notre étude, nous nous sommes rendus à l'Ambassade de France ainsi qu'au bureau de la KOICA pour apporter des explications sur le lancement du projet JDS et nous avons reçu des commentaires chaleureux à propos de celui-ci et des propositions pour l'échange d'informations et la coopération.

Le JDS est un programme de bourse qui démarre tardivement, mais même après le démarrage du projet, il est important que nous ne nous limitions pas à la seule promotion des avantages du JDS et des études au Japon, mais que nous collectons activement des informations sur les défis et idées survenus dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de bourse au Sénégal des autres bailleurs, afin de les intégrer dans la mise en œuvre du JDS.

Par ailleurs, le gouvernement français et la KOICA organisent de manière active des activités d'anciens étudiants. Il est important que nous nous préparions dès le lancement du projet à des activités de suivi après le retour au pays en prenant pour référence de telles activités de suivi.

(8) À propos du serment écrit sur la reprise de fonction

Tous les pays qui mettent en œuvre le Projet JDS disposent d'un serment écrit de retour au travail pour les boursiers JDS. Dans le serment, le boursier JDS déclare qu'après avoir obtenu son diplôme, il retournera dans son gouvernement ou son pays d'origine et contribuera au développement du pays concerné. Le serment écrit est signé et convenu entre le boursier JDS et l'Agence d'Exécution du pays concerné. La période minimale d'emploi requise après le retour au travail varie en fonction des règlements de la fonction publique nationale, mais s'étend généralement de deux à cinq ans.

Selon le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public du Sénégal, il n'existe pas de règles ou de conditions⁶⁵ intra-gouvernementales régissant la période de retour au travail des fonctionnaires qui retournent à leur ancien lieu de travail d'où ils étaient en congé après avoir étudié à l'étranger. Il nous a également été déclaré que, de manière générale, la plupart

⁶⁴ (Référence) Parmi les 191 candidats du cinquième volet de l'initiative ABE (arrivés au Japon en 2018), le taux de candidatures de la part de membres de ministères a été multiplié par 8 avec 24 candidats provenant de ministères (dont 3 retenus). De ce fait, on s'attend à une certaine compétition également pour le JDS.

⁶⁵ Dans certains autres pays mettant en œuvre le Projet JDS, le fait de travailler dans la fonction publique après avoir obtenu son diplôme pendant une période égale à la période d'études à l'étranger (congé) constitue une condition d'étude dans la fonction publique.

des fonctionnaires retournaient dans leur organisme de départ après une longue durée de formation à l'étranger.

Nous avons donc expliqué à la partie sénégalaise que JDS utilise un formulaire de serment écrit pour mieux assurer la réintégration au travail et qu'une réponse similaire est requise au Sénégal. Nous avons également expliqué à la partie sénégalaise l'une des raisons de la création d'un contrat pour les boursiers JDS : « pour atteindre l'objectif du projet JDS, il est important que les boursiers JDS reprennent leur fonction auprès du gouvernement et contribuent au développement de leur pays après avoir terminé leur cursus de Master et être rentrés au Sénégal. Afin de garantir cela, un accord réciproque entre les boursiers et le gouvernement sénégalais est donc indispensable. » La DCT a compris les raisons de la mise en place d'un contrat et l'importance de celui-ci et nous sommes convenus que l'ensemble des boursiers JDS, les fonctionnaires, mais également les membres du personnel de l'APIX, signeraient un contrat et que nous allions approfondir le contenu de ce contrat en nous concertant jusqu'au démarrage du projet.

À ce sujet, l'APIX s'est également montrée très intéressée au sujet d'un accord sur la reprise de fonction et de l'utilisation des ressources humaines grâce à un contrat. Il est donc nécessaire que nous continuions à approfondir ensemble leurs contenus détaillés pour parvenir à un accord.

(9) Constitution d'un réseau et pilotage unifié du schéma de suivi ainsi que les rôles de l'Agent

(i) Mesures à prendre durant le séjour au Japon en vue du suivi après le retour au pays

Afin de faciliter un suivi continu et de parvenir à des résultats pour le projet, à savoir, « le renforcement du partenariat entre le Japon et le Sénégal », il est nécessaire de créer des motifs permettant de garantir la relation des boursiers avec le Japon même après leur retour en stimulant leur esprit pro-japonais dès leur séjour au Japon. Dans le suivi après le retour, il est important de chercher à amplifier les effets du projet par la mise en œuvre de mesures pour maintenir et entretenir l'esprit pro-japonais qui s'est développé pendant leur séjour au Japon.

À l'heure actuelle, les agents dans les pays où est déployé le JDS cherchent à structurer les boursiers de retour au pays en soutenant de manière autonome la création d'associations d'anciens boursiers ou l'organisation d'autres événements. Cependant, si ces activités cessent, les relations régulières avec le Japon seront interrompues et on craint que l'esprit pro-japonais ne diminue. Il deviendra nécessaire de dépenser du temps et de l'argent supplémentaires pour stimuler à nouveau l'esprit pro-japonais des boursiers de retour au pays, ce qui n'est pas obligatoirement efficace. Par conséquent, les mesures prises envers les boursiers JDS lors de leur séjour au Japon ainsi que les mesures de suivi après leur retour doivent être envisagées et mises en œuvre sans coupure et de manière unifiée au sein du projet.

Par ailleurs, il existe actuellement une liste des boursiers de retour au pays mise à jour par l'Agent. Celle-ci est en cours de transformation pour devenir une base de données des listes de boursiers JDS, tout en portant une attention minutieuse au traitement des données personnelles

ainsi qu'à la méthode d'utilisation. Par contre, il est important de réfléchir à une orientation et une méthode d'utilisation parmi les différents acteurs japonais, en particulier les fonctionnaires du gouvernement japonais, étant donné que ces données ne sont pas encore utilisées par ces derniers.

(ii) Mesures de suivi après le retour au Sénégal

Afin de réaliser un suivi continu, il est important d'améliorer les méthodes et le contenu du suivi des boursiers JDS, y compris les activités des anciens boursiers afin de mettre en œuvre des mesures pour maintenir et stimuler l'esprit pro-japonais qui s'est développé durant leur séjour au Japon en nous imprégnant des savoir-faire de la JICA qui nous a précédés dans le déploiement d'activités sur le terrain, tels que des associations d'anciens stagiaires, et de chercher à collaborer avec celle-ci. En particulier, les quelques années passées jusqu'à ce que ces activités prennent la bonne voie doivent être considérées comme une aide financière de la partie japonaise ou comme facilitateur des activités.

La figure suivante montre en image le déroulement temporel jusqu'à ce que les boursiers JDS deviennent les personnes pro-japonaises et bien informées qui ont une bonne compréhension du Japon. Elle montre que la mise en œuvre de mesures sans coupure depuis leur visite au Japon permet de conserver un esprit pro-japonais élevé, même après leur retour au pays.

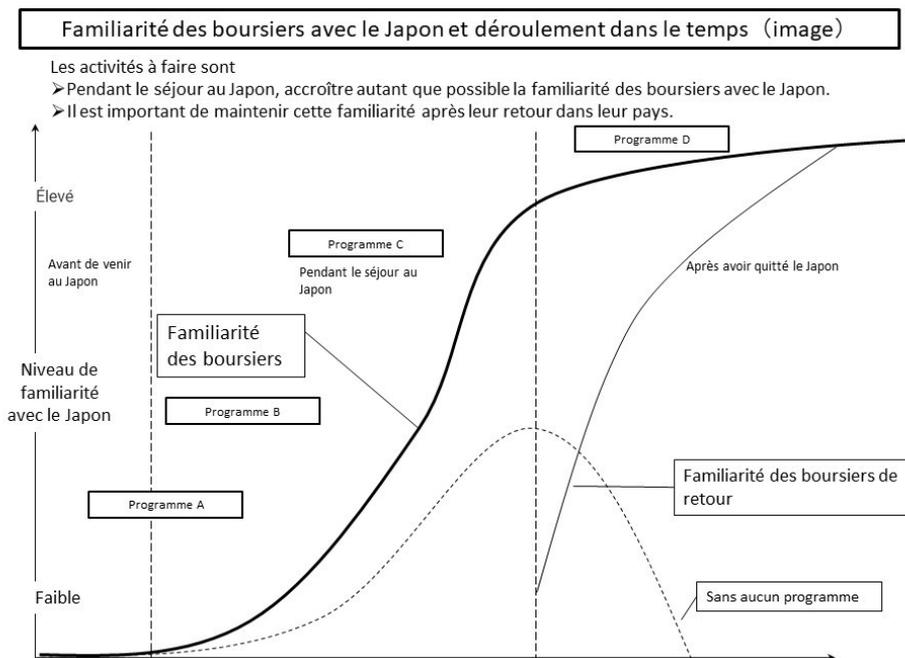


Figure 7 : Image de familiarité des boursiers avec le Japon et déroulement dans le temps

(iii) Constitution d'un réseau avec les agents de l'administration japonaise en vue du suivi

Les mesures devant être prises envers les boursiers JDS lors de leur séjour au Japon d'un point de vue de l'élévation de l'esprit pro-japonais sont, de manière générale, des cours de compréhension de la culture japonaise, des colloques sur l'expérience de développement du Japon. Cependant, il est également souhaitable de disposer de mesures qui mettent en valeur la plus grande caractéristique du JDS, à savoir le fait que les boursiers JDS soient des agents publics en charge de l'élaboration des politiques dans leurs pays respectifs. Pour les boursiers JDS promis à devenir, en tant que personnes pro-japonaises et bien informées qui ont une bonne compréhension du Japon, des ponts entre le Japon et le Sénégal, le réseau des ministères du Japon constitue un réseau utile même au sein de leur cheminement de carrière futur. Des échanges avec les agents de l'administration ou un soutien à la constitution d'un réseau à travers l'organisation de colloques ou d'ateliers animés par le personnel des ministères japonais sont souhaitables.

Le réseau formé grâce à de telles mesures s'avèrera pratique pour eux, même dans l'accomplissement de leur fonction une fois de retour au pays et promet la création de relations continues étant donné les incitations à le maintenir.

(iv) Rôle attendu de l'Agent

(a) Rôle d'intermédiaire

Les boursiers JDS constituent un réseau avec divers Japonais lors de leur séjour au Japon. Cependant, la création de relations entre particuliers ne permettant pas de rencontrer facilement les personnes adéquates, ce réseau ne forme qu'un point ne pouvant déboucher que sur un effet sporadique. Ainsi, nous comptons sur l'Agent pour agir en tant qu'intermédiaire entre les boursiers JDS et les intervenants des APD japonais ainsi que les différents ministères. Nous comptons sur l'Agent pour produire de meilleurs effets du projet en créant des associations sur la base d'intérêt en commun ou en constituant un réseau structurel.

(b) Les fondements d'un réseau solide avec les étudiants internationaux

L'Agent qui, à travers le suivi notamment, entretient un contact régulier avec les anciens boursiers JDS et qui peuvent leur apporter leur aide en cas d'urgence représentent pour eux un partenaire avec lequel il est possible de nouer des liens de confiance solides. Pour cette raison, l'Agent a la possibilité de saisir de manière détaillée et unifiée des données sur les anciens boursiers JDS, y compris sur leur tempérament.

Par ailleurs, dans le suivi des étudiants internationaux, les données de localisation après leur retour au pays posent problème de manière générale. Or, le JDS dispose déjà de relations et d'un système lui permettant de saisir concrètement l'organisme où sont rattachés les boursiers JDS et ses nouvelles positions après leur retour ainsi que leur périmètre d'activité par le fait que l'Agent et les boursiers JDS entretiennent des relations de confiance.

Le rôle attendu par l'Agent est donc de servir de fondement d'un réseau de boursiers JDS

pendant leur séjour au Japon et après leur retour au pays fondé sur des relations de confiance réciproques. La fonction de création de relations avec les boursiers JDS qui est tenue par l'Agent est un point qui doit retenir notre attention d'un point de vue du suivi.

(c) Fondement d'un réseau avec les différents ministères japonais

Dans la « charte de développement et de coopération » et la « stratégie de revitalisation du Japon », il est stipulé un pilotage stratégique des APD. Les boursiers JDS représentent des ressources humaines amenées à devenir les leaders de leur pays dans l'avenir. Certains boursiers JDS viennent de pays et de ministères importants du point de vue de la stratégie diplomatique et de la diplomatie économique du Japon. Il est donc souhaitable que les boursiers JDS, y compris ceux de retour au pays, collaborent avec les activités réalisées par les ministères du Japon et constituent un réseau actif pendant le séjour au Japon.

Les boursiers JDS qui ont étudié et se sont formés au Japon représentent le patrimoine diplomatique de notre pays et deviendront dans l'avenir nos homologues diplomatiques à certains moments, nos partenaires de développement à d'autres moments. Par exemple, un boursier JDS est susceptible de devenir plus tard responsable des infrastructures de son pays et devenir en cela la personne clef pour l'exportation de nos infrastructures japonaises de haute qualité. Par ailleurs, sur le plan des relations diplomatiques multilatérales et entre régions, les boursiers JDS de retour au pays sont susceptibles de devenir des partenaires les plus fiables et capables de partager des valeurs fondamentales, tout en tenant compte des positions diverses de chaque pays.

Cependant, tant que les intervenants japonais et les boursiers JDS ne constituent pas un réseau, il est difficile de parvenir à bénéficier suffisamment de ces bienfaits. Par conséquent, il est important que l'Agent ait des occasions de diffuser activement des informations et de constituer un réseau non seulement avec les personnes liées aux APD, mais également avec les ministères japonais.

Le fait que les différents ministères constituent un réseau avec les boursiers JDS et l'utilisent permet au JDS d'atteindre son objectif, non seulement de développement du pays partenaire, mais également, simultanément, du développement du Japon en menant des activités de développement des ressources humaines contribuant à l'intérêt national. Grâce à cela, il devient possible de créer des relations gagnant-gagnant entre le Japon et le Sénégal.

(10) Importance du suivi après le retour au Sénégal

Afin de solidifier les effets diplomatiques ainsi que les bénéfices envers les enjeux de développement à travers le projet JDS, le soutien au suivi des boursiers de la part du comité d'exploitation pendant le séjour au Japon ainsi que des organisations ciblées et le suivi après le retour en vue de l'utilisation des ressources humaines sont extrêmement importants, comme mentionné précédemment. En particulier, il est nécessaire de demander aux organisations des boursiers JDS, leur compréhension continue afin de garantir leurs postes à leur retour et d'apporter du soutien à la formation de leur carrière.

Au Kirghizistan et en Ouzbékistan, il existe un système dans lequel les anciens étudiants recommandent les jeunes étudiants brillants grâce à l'existence d'un « lien vertical » composé des boursiers JDS de retour au pays ainsi que des associations d'anciens étudiants. Il est important qu'au Sénégal également la partie sénégalaise s'adonne de la même manière à la création d'un dispositif tel que la formation d'une association d'anciens étudiants de retour au pays afin d'être capable de gérer et connaître la situation des étudiants de retour.

En outre, il est nécessaire que les boursiers JDS étudient en étant conscients de contribuer au renforcement des relations bilatérales depuis le début de leur accueil jusqu'à leur retour au Sénégal. On utilisera des occasions telles que des stages intermédiaires ou des rencontres avec le personnel de l'administration pour leur faire prendre conscience de cela durant leurs études.

Par ailleurs, il est souhaitable de prendre des initiatives permettant de leur faire prendre conscience à chaque occasion de leur lien avec le Japon grâce à la cérémonie de départ et le débriefing au retour ou en faisant appel à eux de manière régulière pour des réunions de boursiers de retour. Pour cela, il est indispensable d'obtenir la coopération des intervenants japonais présents au Sénégal.

(11) Utilisation des outils numériques

Afin de trouver des solutions aux difficultés rencontrées par l'approche traditionnelle en raison des effets de la crise du coronavirus, la mise en œuvre du JDS s'est également tournée vers un travail faisant appel aux technologies numériques. Pour la présente étude également, il nous a été possible de poursuivre notre enquête sur le terrain, même lorsque la réalisation d'entretiens s'est avérée difficile à cause de la propagation fulgurante de la contamination de la souche omicron entre décembre 2021 et février 2022, grâce à l'utilisation d'outils de réunion en ligne tels que Zoom, et des applications de Microsoft 365 axées sur Teams, One Drive (système de cloud), etc.

Il est important qu'à l'occasion de la mise en œuvre du projet à partir d'août 2022, nous utilisions suffisamment ces outils numériques tout en mettant à profit les avantages de la méthode de pilotage du projet axé sur le présentiel comme avant, mais également pour l'obtention et l'analyse de données. Grâce à une telle méthode hybride, nous espérons pouvoir poursuivre des initiatives améliorant le degré de satisfaction des boursiers et la valeur ajoutée du JDS en permettant de proposer des méthodes de recrutement de candidatures plus efficace ou en créant un mode de communication plus précis avec les boursiers ou encore en programmant des événements facilitant les échanges avec les agents de l'administration.

(12) À propos de l'impact de la crise du coronavirus

Concernant l'impact de la crise du coronavirus qui s'est produite en 2020, il est prévu que les mesures de contrôle de l'épidémie du gouvernement japonais s'assouplissent et que le nombre de visiteurs étrangers se multiplie. Il ne nous est pas possible à l'heure actuelle de prévoir quel impact aura la situation relative au coronavirus sur le nombre de candidats en 2022 ainsi que sur les boursiers, mais nous devons poursuivre notre vigilance en collectant les informations concernant

les réactions des bailleurs et du gouvernement japonais en ce qui concerne les études à l'étranger.

3-6. Conclusion

Dans cette étude, les enjeux de développement prioritaire au Sénégal, basées sur le Plan National de Développement du Sénégal et la politique d'aide du gouvernement japonais, ont été organisées en sous-programmes et composantes et ont été acceptées comme cadre pour le projet JDS, tout en gardant à l'esprit les objectifs et caractéristiques du JDS et le contexte ainsi que la situation politique et sociale du Sénégal. En outre, tout en tenant compte des caractéristiques du système de la fonction publique au Sénégal, des enquêtes supplémentaires ont été menées sur les rôles et les postes des organisations cibles qui sont supposés être liés aux sous-programmes, les besoins en développement des ressources humaines et l'existence de candidats potentiels. Sur la base des résultats, l'échelle du Projet JDS, qui est un ensemble de quatre années fiscales, et un draft de planification des activités pour chaque sous-programme (plan de base des sous-programmes) ont été développés. Comme décrit dans ce rapport d'étude, on peut conclure que le projet JDS au Sénégal est hautement approprié et significatif.

En outre, les attentes à l'égard de JDS étaient extrêmement élevées dans les ministères visités au Sénégal, notamment le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération et le ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public, ce qui indique que le gouvernement sénégalais attend du JDS qu'il forme de jeunes agents administratifs et confirme qu'il répond aux besoins du gouvernement sénégalais. En outre, la DCT, qui doit présider le comité d'exploitation de la partie sénégalaise, est l'organisation de contact du gouvernement pour les programmes de formation fournis par les bailleurs au Sénégal et est toujours un bureau très occupé, mais pendant les consultations minutieuses pour la première enquête sur le terrain, ils ont donné leur temps précieux chaque jour pour confirmer les détails du projet et exprimer activement les intentions de la partie sénégalaise.

Dans cette étude, afin de concevoir le projet en gardant à l'esprit l'impact diplomatique et le renforcement des relations bilatérales, le plan d'accueil du JDS au Sénégal a des composantes dans les secteurs de la politique publique et de l'économie qui sont pertinentes pour les enjeux de développement du Sénégal, les besoins de développement des ressources humaines, et la politique étrangère et les questions clés du gouvernement du Japon, avec des ministères clés qui contribuent au renforcement des liens politiques, économiques et diplomatiques avec le Japon comme principales organisations cibles.

Lors de la conception du projet, une enquête a été menée sur les caractéristiques du système de la fonction publique sénégalaise afin de s'assurer que le projet JDS atteindrait ses objectifs dans le cadre du système de la fonction publique sénégalaise et que le projet serait utilisé pour développer les ressources humaines du gouvernement sénégalais.

Nous espérons que les informations et l'analyse du système de la fonction publique spécifique au Sénégal, le nombre de fonctionnaires dans chaque ministère et leurs besoins en matière de

développement des ressources humaines, ainsi que les procédures au sein du gouvernement pour que les fonctionnaires étudient à l'étranger, qui ont été examinées dans cette étude, seront d'une grande utilité pour le lancement et la gestion de la mise en œuvre du Projet JDS prévu après juillet 2022.

Lors de la deuxième discussion de l'étude sur le terrain, la DCT a mentionné que le Président Macky Sall avait dit dans son discours que ce n'est pas le pétrole (récemment découvert), ni l'argent qui va développer le Sénégal, et qu'il s'agit de développer les capacités du peuple sénégalais et de développer le peuple sénégalais lui-même. La DCT a également exprimé de grands espoirs pour le développement des fonctionnaires qui seront responsables du développement du pays grâce au Projet JDS. L'objectif du projet est que les boursiers JDS participent à l'avenir à l'élaboration des politiques et à la prise de décision au cœur de l'État et qu'ils soient responsables du développement du pays, ce qui est exactement ce que souhaite le gouvernement sénégalais. Il contribuera également à l'autre objectif du JDS, à savoir le renforcement des relations bilatérales en augmentant le nombre de personnes au sein du gouvernement sénégalais dont on peut s'attendre à ce qu'elles contribuent largement et jouent un rôle actif dans le renforcement des relations bilatérales avec le Japon en tant que personnes ayant une bonne compréhension du Japon, et à promouvoir la création de réseaux entre les personnes clés du gouvernement sénégalais et les fonctionnaires japonais, y compris l'ambassade du Japon au Sénégal et le bureau de la JICA au Sénégal.

Le Sénégal est le 22ème pays depuis que JDS a commencé ses opérations en 1999, et le premier pays africain francophone à y participer. Le JDS devrait continuer à se développer à l'avenir, et nous espérons que l'opération au Sénégal démarrera et se développera de la même manière que dans les autres pays, et qu'elle sera la première étape de l'expansion de JDS dans d'autres pays africains francophones.

Fin

Annexes

1. Liste des membres de l'équipe pour l'étude
2. Flux d'activités de l'étude préparatoire pour le Projet JDS
3. Liste des contacts
4. Procès-verbal sur l'étude préparatoire
5. Conception du Projet JDS pour les quatre groupes
6. Plan de base des domaines d'études prioritaires ciblés
7. Résumés des résultats de l'enquête supplémentaire sur les organisations cibles

Liste des membres de l'équipe pour l'étude

Nom	Travail assigné	Organisation et position
Mme MIURA Yoshiko	Responsable	Chef Division de la Gestion des Projets d'Aide aux Subventions 2, Département de la Mise en Oeuvre de la Coopération Financière/ Division de la Planification Stratégique, Département de la Stratégie Opérationnelle, JICA
Mme SASAKI Shoko	Planification de la coopération	Personnel Division de la Gestion des Projets d'Aide aux Subventions 2, Département de la Mise en Oeuvre de la Coopération Financière/ Division de la Planification Stratégique, Département de la Stratégie Opérationnelle, JICA
<Consultants>		
M. ISHIRO Jun	Planification du développement des ressources humaines	Directeur Général Département des Programmes Internationaux pour Etudiants I, JICE
Mme HASHIMOTO Wakako	Planification des études à l'étranger I	Assistant du Directeur Général Division des Programmes pour Etudiants Internationaux, Département des Programmes Internationaux pour Etudiants I, JICE
M. OGUCHI Shuhei	Planification des études à l'étranger II	Chercheur Principal, Corporation du Centre de Développement International (IDCJ)
Mme HOSHINO Miku	Etude des besoins (jusqu'en mars 2022)	Personnel Division des Programmes pour Etudiants Internationaux, Département des Programmes Internationaux pour Etudiants I, JICE
Mme SAITO Chihiro	Etude des besoins (à partir d'avril 2022)	Personnel Division des Programmes pour Etudiants Internationaux, Département des Programmes Internationaux pour Etudiants I, JICE

Flux d'activités de l'étude préparatoire pour le Projet JDS

	Etude sur le terrain	au Japon	Universités acceptantes
2021 Sep.	Sep. JICA/Ambassade/MOFA · Formulation de la liste des zones cibles et des questions de développement (Sous-Programme/Composante) · Explication des grandes lignes du projet JDS au gouvernement des pays bénéficiaires		
Oct.	Oct. [Accord sur le cadre du projet 1/2] (CO/JICA Équipe d'enquête) · Accord sur les cibles du JDS (sous-programme, composante) · Accord sur le nombre de boursier · Accord sur les procédures de sélection	Oct. Conclusion d'un contrat avec le consultant · Préparation de l'étude sur le terrain	
Nov.	Nov. Étude sur les besoins, collecte d'informations sur le système de la fonction publique et enquête sur la situation de l'égalité des sexes par le consultant.	Nov. Mise en œuvre de l'étude sur les demandes des universités acceptantes (JICA)	Nov. à Déc. Formation et soumission de propositions pour le projet JDS
Déc.	Evaluation des propositions des universités par les membres japonais du CO.	Déc. à Jan. Examen des propositions des universités · Evaluation des propositions (JICA) · Considération du projet de plan des universités acceptantes (JICA) · Sondage sur les universités japonaises susceptibles d'être acceptées (Consultant)	
2021 Jan.	Jan. à Fév. [Accord sur le cadre du projet 2/2] (CO/JICA Équipe d'enquête) · Sélection et accord sur les universités acceptantes · Confirmation des cibles du JDS (sous-programme, composante) et du plan de base pour les domaines prioritaires ciblés	Jan. · Préparation du projet de rapport sur l'enquête préparatoire · Formation du plan de base pour le domaine prioritaire cible (arrangement d'entretien avec l'université acceptante)	
Fév.		Jan. à Fév. · Préparation de l'avant-projet de budget · Soumission du rapport sur le budget au Ministère des Affaires étrangères	
Mar.		Mar. Notification du résultat de la sélection aux universités acceptantes (JICA)	Mar. Réception du résultat de la sélection, et préparation de l'acceptation des boursiers JDS
Avr.		Mai Finalisation du rapport sur l'enquête préparatoire	
Mai	Flux après l'enquête préparatoire		
	Juin- · Echange de Notes(E/N) · Accord de Don(A/D) · Contrat entre un client des pays destinataires et un agent	Fin Mai. · Décision sur la mise en œuvre du projet JDS par le gouvernement japonais (réunion du cabinet)	
2022 Juin. à 2023 Fév.	août.- Nov. [Sélection 1/2] (CO/ Consultant de l'équipe d'enquête) · 1er contrôle par document de candidature · Examen médical Déc.- Fév. · 2ème sélection par un entretien technique avec des professeurs d'université · Discussion sur l'ébauche du plan de base pour chaque sous-programme		
Mar. à Juillet.	Juillet. Orientation avant le départ		
Août		Août. Arrivée des étudiants Briefing et orientation	
Sep.			Sept. -Inscription

Liste des Structures Visitées

Date	Ministère	Position	Nom
Le 21 Oct	Institut Français	Responsable Accueil et Développement des Publics	M. Jean Claude S. SENGHOR
	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Directeur des Ressources Humaines	M. Ibrahima DIENG
			M. Stanislas DIOP
	La Direction de la Coopération Technique du Secrétariat Général du Gouvernement (DCT)	Chargée de la Formation	Mme. Ndeye Havo Ndiaye FALL
Le 22 Oct	Institut Confucius		Mme. Marie Thérèse SENGHOR
	Ministère des Finances et du Budget	Chef de la Division de la Formation et du Coaching	M. Demba NDIADÉ
	Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public	Coordinateur de la Recherche et des Etudes	M. Madougal THIOUNE
Directeur des Ressources Humaines		M. Mouhamadou Lamine MANE	
Le 25 Oct	Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public	Directeur des Ressources Humaines	M. Mouhamadou Lamine MANE
Le 26 Oct	La Direction de la Coopération Technique du Secrétariat Général du Gouvernement (DCT)	Directeur	M. Papa Birama THIAM
		Chargée de la Formation	Mme. Ndeye Havo Ndiaye FALL
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		M. Papa Samba SECK
Le 27 Oct	Bureau Organisation et Méthode	Conseiller en Organisation	M. Saidou DIAW
	Ministère de l'Intérieur	Commissaire de Police, Divisionnaire de Classe Exceptionnelle	M. Abdooul Whahabou SALL
Le 28 Oct	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Chef de la Division des Ressources Humaines	M. Tidiane SOW
	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Chef BFPA	M. Souleymane SARR
			Mme. Oumou SY
			M. Sany SONKO
Le 29 Oct	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Directeur de la Coopération Economique et Financière (DCEF)	M. Mamour Ousmane BA
			M. Elhadji Mamadou TOURE
	Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG)	Directeur Général	M. Balibé Serge Quguste BAYARA
		Expert en Evaluation d'Impact	M. Elhadj GUEYE
		Conseiller en Organisation	M. Saidou DIAW
Le 2 Nov	APIX	Directeur de la Stratégie et du Capital Humain	M. Moustapha CISSE
		Chef de Département Stratégie	Mme. Habibatu Emmanuel THIAM
Le 3 Nov	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		M. Papa Samba SECK
	Ambassade de France	Attaché de Coopération Scientifique et Universitaire Service de Coopération et d'Action Culturelle	M. Matthieu FAU-NOUGARET
	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Directrice du Développement du Secteur Privé, Direction Générale de la Coopération, des Financements Extérieurs et du Développement du Secteur Privé	Mme. Ndeye Maguatte DIOUF
		Chef de la Division des Reformes	Mme. Teigue MBODJ
		Directeur de l'Administration et du Personnel	M. Elhadji Yamadou Karim NDIAYE
Le 5 Nov	Ecole National d'Administration (ENA)	Directeur de la Formation Initiale	M. Serigne MBAYE
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		M. Papa Samba SECK

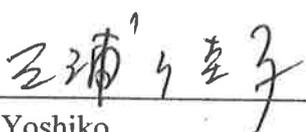
**PROCES VERBAL DES DISCUSSIONS
SUR L'ETUDE PREPARATOIRE RELATIVE
AU PROJET DE BOURSES D'ETUDE AU JAPON POUR LE DEVELOPPEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL**

En réponse à la requête du Gouvernement de la République du Sénégal (ci-après désigné "Sénégal"), l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après désignée "JICA") a décidé de mener une étude préparatoire pour le "Projet de Bourses d'Etude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines (ci-après désigné "JDS") qui sera mis en œuvre au Sénégal.

Par conséquent, la JICA a envoyé une Equipe pour l'étude préparatoire (ci-après désignée "Equipe") dirigée par Madame MIURA Yoshiko, Directeur de la Division Management de Projet de Don du Département de Mise en Oeuvre de la Coopération Financière de la JICA, à Dakar du 1er au 5 novembre 2021.

L'Equipe a tenu une série de discussions avec les ministères concernés par ce Projet JDS. Les parties ont convenu de ce qui suit en attaché.

Dakar, le 5 novembre 2021



MIURA Yoshiko
Chef
Equipe d'Etude Préparatoire
Agence Japonaise de Coopération Internationale



Papa Birama THIAM
Directeur
Direction de la Coopération Technique
Secrétariat Général du Gouvernement

I. Objectifs de l'Étude Préparatoire

Les objectifs de l'Étude Préparatoire tels qu'indiqués par l'Equipe dans l'ANNEXE 1 "Flux d'Activités de l'Étude Préparatoire" sont échangés avec la partie sénégalaise.

Les objectifs principaux de l'Étude sont:

- (1) Convenir d'un cadre du Projet JDS allant de l'année fiscale 2023 à 2029 qui sera mis en œuvre dans le cadre de projet de don du Japon au Gouvernement du Sénégal.
- (2) Concevoir les grandes lignes du Projet JDS après la collecte des informations de base sur le développement des ressources humaines pour les fonctionnaires et agents de l'Etat sénégalais.
- (3) Présenter à la partie sénégalaise les grandes lignes du Projet JDS

II. Objectif du Projet JDS

L'objectif du Projet JDS est de soutenir le développement des ressources humaines dans les pays en développement qui bénéficient de dons du Gouvernement Japonais. Les fonctionnaires et autres agents de l'Etat hautement qualifiés ciblés et potentiels Boursiers JDS dans les universités japonaises seront les leaders de demain dans leur pays. Le Projet vise en outre à renforcer le partenariat entre les pays bénéficiaires et le Japon.

Les Boursiers JDS qui seront retenus pour ce Projet vont effectuer des recherches, acquérir des connaissances pointues tout en développant un réseau humain dans les universités japonaises. Il est attendu de ces Boursiers JDS, après leur retour dans leurs pays respectifs, de mettre en application les connaissances acquises et de jouer un rôle actif dans la résolution des enjeux socio-économiques auxquels font face leur pays en apportant des solutions pratiques.

III. Cadre du Projet JDS

1. Guide Opérationnel de Mise en Oeuvre du Projet

Sous réserve des échanges ultérieurs sur certaines modalités de mise en œuvre du projet ainsi que sur les conditions d'éligibilité des candidats, la partie sénégalaise confirme que le projet sera mis en œuvre suivant le cadre défini dans 'Le Guide Opérationnel du Projet JDS (ANNEXE 2)' et du "Flux d'Activités du Projet JDS Couvrant les Quatre Groupes (ANNEXE 3)". Les conditions de mise en œuvre, y compris les éligibilités des candidats du JDS, feront l'objet de discussions ultérieures.

2. Coordination de la Mise en Oeuvre du Projet

Les deux parties ont convenu que la Coordination de la Mise en Oeuvre du Projet se fera comme suit.

(1) Organisme de Mise en Oeuvre

La Direction de la Coopération Technique du Secrétariat Général du Gouvernement (ici désignée "DCT") est responsable des affaires administratives du Projet JDS et par conséquent, elle est considérée comme Organisme de Mise en Oeuvre du Projet.

(2) Comité de Pilotage (ci-après désigné "Comité")

J.

↙

Le Comité est composé des représentants des organismes suivants:

La partie sénégalaise

- (Co-président) La Direction de la Coopération Technique du Secrétariat Général du Gouvernement
- Ministère des Finances et du Budget
- Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
- Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération
- Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public

La partie japonaise

- (Co-président) L'Ambassade du Japon
- Bureau de la JICA au Sénégal

3. Domaines Ciblés du Projet JDS

La partie sénégalaise a proposé à la partie japonaise d'accompagner le Sénégal dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, en s'inscrivant prioritairement dans les orientations du PAP2A.

La partie Japonaise, en marquant sa disponibilité, a néanmoins précisé ses contraintes liées à la prise en charge de besoins de formation spécifiques et techniques.

A la suite des échanges entre les deux parties, les domaines de formation identifiés dans le cadre du projet JDS sur le thème global « renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques publiques » sont retenus ainsi qu'il suit.

- Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique
- Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Economique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité
- Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale

4. Organisations Cibles

Les deux parties conviennent que les candidats seront sélectionnés parmi les agents dont les missions sont rattachées aux structures et organisations compétentes dans les domaines susmentionnés.

La liste des structures et organisations bénéficiaires sera fixée et soumise à validation du Comité avant le lancement du processus de sélection des candidats (ANNEXE 4).

5. Nombre Maximum de Boursiers JDS (Programme Master sur deux ans)

Le premier groupe de boursiers JDS en Master, fixé au nombre de dix (10) pour l'année fiscale japonaise 2023, sera retenu pour les prochaines promotions allant des années fiscales japonaises 2023 à 2029. Sur proposition de la partie japonaise, les deux parties ont convenu que le programme de doctorat ne sera pas introduit pour cette phase.

La partie sénégalaise a proposé que des ajustements annuels issus des premières expériences puissent être faits sur la distribution des candidats selon les composantes.

J.

W

6. Universités d'Accueil des Boursiers JDS

La partie sénégalaise accepte, à la demande de la partie japonaise, que l'Equipe en charge de l'Etude procède à la sélection des Universités d'accueil en tenant compte de la pertinence de leurs programmes de formation et de leur adéquation par rapport aux domaines d'études ciblés. Le choix définitif des Universités se fera lors de la seconde phase de l'Etude prévue en janvier 2022 par les deux parties.

7. Suivi des Boursiers JDS

Il a été convenu que le suivi des Boursiers JDS sera assuré par la partie sénégalaise conformément aux missions de l'Agent pour améliorer les résultats du Projet et créer un réseau. Pour mieux assurer le suivi des Boursiers JDS, des missions sénégalaises au Japon seront prévues dans le cadre du Projet.

IV. Actions à Entreprendre

Les deux parties s'accordent sur les actions à entreprendre dans le cadre du Projet JDS telles que décrites en ANNEXE 5.

Chaque groupe de Boursiers JDS fera l'objet de signature d'un Accord de Don (A/D), d'une Autorisation de Paiement (A/P) au profit de l'Agent et d'ouverture d'un compte bancaire (Arrangement Bancaire: A/B) dédié, un mois après la signature de A/D.

V. Autre Points Discutés

1. Recrutement, Sélection et Affectation des Boursiers JDS

Les deux parties reconnaissent l'importance de l'identification et de la sélection des candidats au profil approprié et d'assurer leur retour et leur réintégration dans leurs administrations d'origine afin de garantir l'efficacité du programme.

Il a été convenu spécialement que la promotion des JDS et la sélection des candidats compétents seront conduits par la partie sénégalaise.

2. Suivi Alumni

Il a été convenu que le suivi et l'évaluation des Alumni JDS sera assuré par les deux parties pour renforcer l'impact du Projet et créer un réseau.

ANNEX 1: Flux d'Activités de l' Etude Préparatoire

ANNEX 2: Guide Opérationnel pour le Bourse JDS.

ANNEX 3: Flux d'Activités du Projet JDS Couvrant les Quatre Groupes (draft)

ANNEX 4: Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes (draft)

ANNEX 5: Actions à Entreprendre au Projet (draft)

y.

h

	Etude sur le terrain	au Japon	Universités acceptantes
2021 Sep.	Sep. (JICA Ambassade/MOFA) • Formulation de la liste des zones cibles et des questions de développement (Sous-Programme/Composante) • Explication des grandes lignes du projet JDS au gouvernement des pays bénéficiaires		
Oct.	Oct. à Nov. [Accord sur le cadre du projet 1/2] (CO/JICA Équipe d'enquête) • Accord sur le nouveau cadre du projet et la structure de mise en œuvre • Accord sur les cibles de la JDS (sous-programme, composante) • Sélection et accord sur les organisations cibles et la démographie cible	Oct. Conclusion d'un contrat avec le consultant • Préparation de l'étude sur le terrain	
Nov.	Nov. Etude sur les besoins, collecte d'informations sur le système de la fonction publique et enquête sur la situation de l'égalité des sexes par le consultant.	Nov. Mise en œuvre de l'étude sur les demandes des universités acceptantes (JICA)	Nov. à Déc. Formation et soumission de propositions pour le projet JDS
Déc.	Évaluation des propositions des universités par les membres japonais du CO.	Déc. à Jan. Examen des propositions des universités • Evaluation des propositions (JICA) • Considération du projet de plan des universités acceptantes (JICA) • Sondage sur les universités japonaises susceptibles d'être acceptées (Consultant)	
2021 Jan.	Jan. à Fév. [Accord sur le cadre du projet 2/2] (CO/JICA Équipe d'enquête) • Sélection et accord sur les universités acceptantes et le nombre de boursiers • Accord sur les procédures de sélection • Confirmation des activités de suivi	Jan. Préparation de l'avant-projet de budget Fév. Soumission du rapport sur le budget au Ministère des Affaires étrangères Jan. Préparation du projet de rapport sur l'enquête préparatoire Jan. Formation du plan de base pour le domaine prioritaire cible (arrangement d'entretien avec l'université acceptante)	
Fév.	Jan à Fév Confirmation du plan de base pour les domaines prioritaires ciblés avec le gouvernement des pays bénéficiaires (à distance).		
Mar.		Mar. Notification du résultat de la sélection aux universités acceptantes (JICA)	Mar. Réception du résultat de la sélection, et préparation de l'acceptation des boursiers JDS
Avr.		Mal Finalisation du rapport sur l'enquête préparatoire	
Mai	Flux après l'enquête préparatoire		
	Juin- • Echange de Notes (E/N) • Accord de Don (A/D) • Contrat entre un client des pays destinataires et un agent	Fin Mal • Décision sur la mise en œuvre du projet JDS par le gouvernement japonais (réunion du cabinet)	
2022 Juin, à 2023 Fév.	Août - Nov. [Sélection 1/2] (CO/Consultant de l'équipe d'enquête) • 1er contrôle par document de candidature • Examen médical Déc. - Fév. [Sélection 2/2] • 2ème sélection par un entretien technique avec des professeurs d'université • Discussion sur l'ébauche du plan de base pour chaque sous-programme		
Mar. à Juillet.	Juillet. Orientation avant le départ		
Août		Août Arrivée des étudiants Briefing et orientation	
Sep.			Sept. - Inscription

g.

f

Guide de mise en Oeuvre du Projet de Bourses d'Etude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines selon le Nouveau Système

(Les modalités de mise en œuvre prévues dans le présent guide peuvent s'ajuster au contexte national)

Juillet 2015

L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

Ce guide de mise en œuvre, sous le nouveau système, s'applique au Projet de Bourses d'Etude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines à partir de l'année fiscale 2015.

PART 1: Principes de base

1. Préface

La raison d'être du Projet de Bourses d'Étude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines, ici désigné "JDS", est de soutenir le développement des ressources humaines dans les pays en développement (ici désignés les "pays récipiendaires") qui bénéficient de dons japonais en acceptant les fonctionnaires et autres agents de l'État hautement qualifiés, attendus pour être leaders de demain dans leur pays, comme boursiers JDS dans les universités japonaises. En outre, le Projet vise à renforcer le partenariat entre les pays récipiendaires et le Japon.

Les Boursiers JDS qui seront retenus pour ce Projet vont acquérir des connaissances pointues, conduiront des recherches et en même temps ils pourront développer un réseau professionnel dans les universités japonaises. Il est attendu de ces Boursiers JDS, après leur retour au travail, de mettre en application les connaissances acquises et de jouer un rôle actif dans les résolutions des problèmes socio-économiques auxquels font face leur pays en apportant des solutions pratiques.

Nombre de ces problèmes ne peuvent pas être résolus par le seul effort des pays en développement. Par conséquent, il est nécessaire de trouver des solutions dans le cadre de la coopération internationale. Mais au-delà, les solutions proposées ne peuvent pas être séparées des initiatives actuelles prises dans la recherche constante de réponses aux problèmes de ces pays. Voilà pourquoi il est attendu que le Projet JDS développe des

ressources humaines aptes à prendre en charge les problèmes de développement dans un cadre de coopération internationale en tenant compte des initiatives actuelles.

Ce guide contient les principes généraux qui sous-tendent le cadre de gestion globale du projet JDS. Ces principes sont retenus sur la base des Echanges de Notes (ici désignés E/N) conclu avec le gouvernement du pays récipiendaire lorsque le gouvernement japonais approuvera la mise en œuvre d'aide sous forme de don (ci-après désigné "subvention"). Aussi, ces principes seront basés sur l'Accord de Don (ci-après désigné "A/D") conclu avec le gouvernement du pays récipiendaire lorsque l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ici désigné "JICA") fournit des fonds.

2. Vue générale sur le Projet JDS

(1) Concept de base

- (a) Le Projet JDS a été conçu pour promouvoir des ressources humaines de qualité exceptionnelle pour qui une expertise reconnue sera révélée pendant leurs études dans les universités japonaises et qui, dans l'avenir, seront capables de travailler à trouver des solutions aux défis de développement qui se posent dans leur pays. La sélection, le recrutement et l'affectation des Boursiers JDS seront gérés en fonction de l'accord conclu entre les officiels des pays récipiendaires et le Japon.
- (b) Le Projet JDS contribue à renforcer le partenariat entre le Japon et le pays récipiendaire en formant un large éventail de boursiers qui ont une connaissance approfondie du Japon.
- (c) En principe, la formation offerte dans le cadre du Projet JDS est de niveau Master en tenant compte de l'applicabilité des formations faites et de la durée de la formation. Cependant, en cas de besoin, un nombre limité de formations de niveau doctoral pourra être accordé si des besoins réels de développement des ressources humaines à un niveau plus élevé et des candidatures correspondantes sont identifiés.
- (d) En principe, la langue d'études est l'Anglais. Cela est justifié par la reconnaissance que la résolution des enjeux de développement pour les pays récipiendaires se fait dans le cadre de la coopération internationale, et sur l'hypothèse que les Boursiers JDS seront actifs à l'échelle internationale après le retour dans leurs pays d'origine.

(e) Etant donné que la raison d'être du Projet JDS est de promouvoir le développement des ressources humaines en ciblant les jeunes fonctionnaires et assimilés hautement prometteurs attendus pour être impliqués dans la conception comme dans la mise en oeuvre des plans de développement socio-économiques et qui sont aussi attendus pour être des leaders de demain dans leur pays, les principaux domaines d'études sont dans la catégorie des Sciences Sociales notamment Droit, Économie, Politique Publique.

(2) JICA

La JICA réalisera les opérations nécessaires pour la mise en oeuvre du Projet JDS en conformité avec les accords internationaux et dans le respect des lois et règlements pertinents du Japon.

(3) Organisation de la mise en oeuvre

Les autorités désignées par les gouvernements des pays récipiendaires devront jouer un rôle actif dans la mise en oeuvre du Projet JDS.

L'Organe de pilotage devra s'engager à cet effet avec un agent recommandé par la JICA.

(4) La Cohérence avec le Cadre de la Politique d'Assistance du Japon

Les domaines prioritaires d'études devront être choisis par les gouvernements des pays récipiendaires et la JICA parmi les domaines qui sont considérés comme de haute efficacité dans la mise en oeuvre du Projet JDS et en tenant compte de la conformité du Projet JDS avec le Cadre de la Politique d'Assistance du Japon défini par le Ministère de Affaires Etrangères du Japon.

(5) Universités d'Accueil Japonais

La JICA devra s'assurer auprès des potentielles universités d'accueil de la pertinence des leurs programmes de formation par rapport aux besoins des pays récipiendaires dans chaque domaines d'études prioritaires mais également, la JICA devra choisir les potentielles universités d'accueil parmi celles qui disposent d'offres de formation les plus adéquates.

(6) Organisations Eligibles

Les organisations éligibles au programme JDS devront être choisies sur la base des domaines prioritaires d'études sauf si la structure du système officiel du gouvernement pratiquant des rotations du personnel rend le choix de l'organisation éligible inapproprié.

Dans ce cas, plusieurs organisations éligibles peuvent être choisies en tenant compte de chaque domaine prioritaire.

Il est demandé aux organisations éligibles de coopérer pleinement dans le cadre des consultations avec les universités d'accueil et dans l'élaboration des plans de base pour les études de terrains.

De même, il est demandé aux Organisations Eligibles leur pleine coopération en invitant leur personnel ayant des profils adéquats à présenter leur candidature.

(7) L'Etude Préparatoire

Bien avant la mise en oeuvre du Projet JDS dans les pays récipiendaires, la JICA devra conduire une Etude Préparatoire. L'Etude Préparatoire sera faite tous les quatre ans pour concevoir un Projet JDS pour cette période. (un "Groupe de" Boursiers JDS seront acceptés chaque année fiscale japonaise durant cette période de quatre ans qui constitue un cycle du Projet JDS.)

Les principaux objectifs de l'Etude Préparatoire devront être les suivants¹:

- (a) S'accorder sur les domaines prioritaires d'étude pour les boursiers JDS
- (b) S'accorder sur les universités japonaises d'accueil.
- (c) S'accorder sur les organisations éligibles dans chaque domaine d'étude prioritaire.
- (d) Identifier les besoins en développement des ressources humaines y compris le nombre de potentiels candidats pour le Projet JDS.
- (e) Discuter des mesures pertinentes de promotion des résultats du Projet JDS,
- (f) Déterminer les effets et impacts du Projet JDS dans le cas où le projet est maintenu.
- (g) Estimer le coût global pour un cycle de quatre ans du Projet JDS.

(8) L'Agent

A la suite de la conclusion des E/N et du A/D, la JICA devra recommander le contractant de l'Etude Préparatoire en tant qu'agent (ici désigné "l'Agent") au pays récipiendaire. L'Agent, en application du contrat conclu avec le Comité d Pilotage du gouvernement du pays récipiendaire, sera tenu des obligations suivantes pour une exécution correcte du Projet JDS.

- (a) Travailler sur les procédures de sélection et de recrutement des candidats JDS.
- (b) Fournir des informations aux candidats JDS sur les études au Japon,

¹ Les éléments suivants sont inclus dans l'enquête préparatoire qui a débuté en juillet 2015.

- (f) Pour sélectionner les candidats pour le premier groupe
- (g) Pour préparer le plan de base de chaque domaine prioritaire d'étude.

- (c) Effectuer les procédures d'immatriculation et procéder aux préparatifs pour le voyage des Boursiers au Japon.
- (d) Gérer les paiements des frais de scolarité ainsi que les allocations.
- (e) Procéder à l'orientation de Boursiers JDS avant leur départ et après leur arrivée au Japon.
- (f) Faire le suivi des progrès académiques ainsi que les conditions de vie de Boursiers JDS.
- (g) Organiser le retour de Boursier JDS, ce qui implique les assister dans les procédures de retour, dans les réunions d'évaluation du Programme JDS après leur graduation, les réunions d'évaluation des résultats après le retour de Boursiers JDS dans leurs pays respectifs, et
- (h) Réaliser toutes autres activités nécessaires à la mise en oeuvre du Projet JDS.

(9) Le Comité de Pilotage

Un Comité de Pilotage devra être mise en place dans chaque pays récipiendaire pour une bonne exécution du Projet JDS.

Le Comité de Pilotage (ci-après désigné "Le Comité") devra être composé des fonctionnaires ou autres agents de l'Etat des organisations concernées des pays récipiendaires (Exp: les autorités diplomatiques, les autorités en charge de la coopération économique, les autorités en charges du personnel, les autorités dans le secteur de l'éducation) et les représentants officiels de l'Ambassade du Japon et de la JICA. En principe, le Représentant du gouvernement récipiendaire présidera le Comité et le Représentant du gouvernement japonais sera le Vice-Président. Cependant, il sera possible pour les représentants des deux gouvernements de coprésider le Comité si un accord entre les deux gouvernements le stipule. Le Président (Représentant du gouvernement du pays récipiendaire) devra présider et diriger les réunions du Comité. Le représentant de la JICA sera le Chef du Secrétariat et sera en charge de toutes les activités administratives du Comité notamment la convocation des réunions et l'élaboration des procès-verbaux des réunions.

Les fonctions essentielles du Comité sont les suivantes:

- (a) Discuter de la conception du Projet lors de l'étude préparatoire.
- (b) Sélectionner les Boursiers JDS parmi les candidats,
- (c) Encourager les pays récipiendaires dans l'emploi et le suivi des anciens Boursiers JDS
- (d) Réviser d'autres aspects dans la gestion et la mise en oeuvre du Projet JDS.

(10) Le Nombre de Boursiers JDS

Le nombre de Boursiers JDS relèvera d'un accord entre les deux gouvernements et fera, par conséquent l'objet d'une clause dans le contrat entre le pays récipiendaire et l'Agent. En principe, chaque année, entre deux et cinq Boursiers devront être admis dans un programme de formation universitaire.

(11) Etendue des Dépenses Couvertes par la Subvention

Les dépenses couvertes par la subvention seront divisées en deux catégories:

(a) Les dépenses pour l'achat des services nécessaires à la mise en oeuvre du Projet JDS:

- Dépenses liées à la sélection et au recrutement.
- Dépenses liées à l'orientation de Boursiers avant leur départ et après leur arrivée au Japon ainsi que les préparatifs du voyage au Japon.
- Dépenses liées au suivi des progrès et aux conditions de vie de Boursiers JDS.
- Dépenses liées aux préparatifs pour le retour de Boursiers notamment leur soutien en matière de respect des procédures de retour, lors des réunions d'évaluation d'impact du programme après le retour dans leur pays respectif.

(b) Les dépenses nécessaires pour les Boursiers JDS et les universités d'accueil.

- Bourses d'études,
- Frais de voyage pour aller au Japon en rentrant dans son pays,
- Allocations pour équipements,
- Allocation pour charges locatives d'habitation,
- Subvention pour l'achat de livres,
- Frais de fret et d'expédition,
- Allocation de voyages d'études et de séminaires,
- Frais de scolarité,
- Dépenses pour programme spécial comme des activités spécifiquement conçues pour les Boursiers JDS par les universités d'accueil et autres.

3. Qualifications et Sélection des Boursiers JDS

(1) Qualifications et Conditions

- (a) Nationalité: Les candidats doivent être de nationalité des pays récipiendaires
- (b) Age: En principe, les Boursiers JDS devront être âgés entre 22 et 39 ans (inclusive) au premier avril de l'année de leur arrivée au Japon.
- (c) Le candidat ne doit pas être des militaires en activité.

- (d) Des personnes qui ont une forte volonté de travailler pour le développement des pays récipiendaires après leur retour.
- (e) Les personnes qui ont déjà un diplôme Master après avoir bénéficié d'une bourse d'étude à l'étranger offerte par un donateur étranger ne sont pas éligibles. Les personnes ayant déjà obtenu une bourse étrangère ou qui sont sur le point de l'obtenir, ne sont pas non plus éligibles.
- (f) Les Boursiers JDS doivent avoir une bonne santé mentale et physique.
- (g) Les personnes qui ont un niveau d'Anglais assez solides pour pouvoir effectuer des études au Japon.

(2) Recrutement et Sélection

(a) Politique de Recrutement et de Sélection

- ① Les organisations éligibles pour chaque domaine d'étude prioritaire devront inviter leurs propres employés à présenter leur candidature et aussi proposer les candidats qualifiés au Comité de Pilotage ou à l'autorité compétente parmi les membres du Comité de Pilotage. Si cela paraît raisonnable, le recrutement dans le public ne devrait pas être exclu.
- ② Sans équivoque, la sélection des Boursiers JDS sera basée sur une évaluation générale des aptitudes académiques de chaque candidat et la pertinence du plan de recherche par rapport au problème de développement des pays récipiendaires. C'est après examen des candidatures et des entretiens que les boursiers seront déterminés.

(b) Système de Sélection

- ① Le Comité devra gérer toutes les étapes de la sélection.
- ② Le Comité devra s'occuper des problèmes suivants:
 - 1) Détermination de la méthode spécifique pour la sélection des Boursiers JDS (y compris la politique et les critères de sélection)
 - 2) Confirmation de la planification de la sélection
 - 3) Mise en oeuvre et gestion des tests de sélection.
 - 4) Détermination des candidats admis
- ③ Après que les universités d'accueil aient validé l'acceptation de candidats, le Comité devra déterminer les Boursiers JDS.

4. Conditions d'Études au Japon

(1) Bénéfices

(a) Bourses

L'Agent payera les allocations tels que la bourse et les frais de scolarité directement au boursier et aux universités d'accueil pour le compte du gouvernement du pays récipiendaire suivant l'accord conclu avec le pays récipiendaire. Chaque montant de cette allocation devra être spécifié de manière séparée.

(b) Les Termes de Paiements de la Bourse, etc.

En principe, l'allocation devra être octroyée aux Boursiers JDS dès leur arrivée et ce jusqu'au jour de leur départ après l'obtention de leur diplôme dans les délais d'études impartis. Aucune extension de la période initiale d'étude n'est en principe possible. Le pays récipiendaire devra arrêter de payer la bourse et organiser le retour anticipé du Boursier dans les cas suivants:

- ① Une fausse déclaration a été découverte dans la candidature du Boursier JDS.
- ② Le Boursier JDS a violé une clause du serment le liant au pays récipiendaire.
- ③ Le Boursier JDS fait l'objet d'une action disciplinaire par l'université ou ne présente aucune possibilité de terminer ses études dans le délai initialement imparti.

(2) Obligation de Rendre Compte

Pendant ses études au Japon, le pays récipiendaire devra régulièrement suivre les progrès académiques du Boursiers JDS et faire un rapport sur les résultats obtenus à la JICA.

(3) Suivi

Etant donné que le fondement du Projet JDS est de créer un réseau et d'encourager les Boursiers à aider le pays récipiendaire à relever les défis économiques et sociaux à leur retour, le pays récipiendaire devra faire des études sur les activités des Boursiers JDS et faire la promotion des échanges académiques et culturels avec le Japon.

Ensuite, il devra trouver les voies et moyens pour permettre aux Boursiers JDS d'occuper des fonctions dans lesquelles ils pourront jouer un rôle important dans le gouvernement central, etc. après leur retour au pays.

PART 2 Contrat avec l'Agent et Vérification

1. Recommandation de l'Agent

Pour une bonne exécution du Projet JDS, suivant la conclusion de A/D, la JICA devra recommander au pays récipiendaire un Consultant qui effectuera l'Etude Préparatoire.

2. Procédure contractuelle

Suivant les clauses de E/N et du A/D, le gouvernement du pays récipiendaire devra contracter avec l'Agent comme indiqué à l'article précédent. La Subvention ne sera pas accordée tant que le contrat n'a pas été dûment vérifié par la JICA. Le contrat devra être établi en deux exemplaires et sera soumis à la JICA par l'Agent pour vérification par le gouvernement du pays récipiendaire.

3. Références à A/D

Le Contrat de l'Agent doit faire référence au A/D de la manière suivante: "La JICA étend son Don au Gouvernement (nom du pays récipiendaire) conformément à l'Accord de Don signé le (date) entre le Gouvernement du (nom du pays récipiendaire) et la JICA relativement au Projet de Bourse pour le Développement des Ressources Humaines"

4. Références sur le Nombre de Boursiers JDS

L'Agent devra faire état du nombre de Boursiers en tenant compte du nombre limite indiqué pour chaque année fiscale durant les quatre années.

5. Étendue du Service

Le contrat de l'Agent devra clairement indiquer tous les services requis achetés par l'Agent avec la Subvention.

Au cas où un contrat inclus des services qui ne sont pas couverts par l'E/N et la A/D, la JICA ne devrait pas examiner un tel contrat.

6. Durée d'Exécution

Le contrat de l'Agent devra clairement préciser la durée d'exécution. Cette durée ne devra pas excéder la durée prescrite dans la A/D.

7. Le Coût du Contrat

Le coût total du contrat ne devrait pas excéder le montant total du Don tel qu'indiqué dans l'E/N et la A/D. Le coût du contrat devra être bien précisé en Yen japonais, en

chiffres et en lettres. En cas de différence entre les chiffres et les lettres, les écritures en lettres l'emportent.

8. Vérification du Contrat

Le contrat devra indiquer clairement que la vérification des clauses contractuelles sera faite par la JICA pour qu'il soit accepté pour le Don suivant les dispositions de l'E/N et de la G/A.

9. Procédure de Paiement

Conformément à l'E/N et au A/D, le contrat devra inclure une clause indiquant que "le paiement s'effectuera en Yen japonais à travers une banque japonaise sur autorisation de paiement récipiendaire ou d'un mandataire désigné à cet effet." Le paiement devra se faire suivant les procédures de la JICA.

Etant donné que le paiement inclut les allocations pour les dépenses journalières, une attention particulière devra être accordée pour que le paiement puisse s'effectuer à temps utile. Ainsi, le gouvernement du pays récipiendaire devra donner une autorisation de paiement sans délai.

10. Responsabilités et Obligations du Pays Récipiendaire

Le contrat d'Agent devra clairement indiquer les responsabilités et les obligations du Pays Récipiendaire conformément à l'E/N et au A/D.

11. Amendements

S'il est nécessaire que le contrat d'Agent soit amendé, cela devra se faire sous la forme d'amendement contractuel en se référant au contrat en vigueur bien désignée par sa date de conclusion et son numéro.

L'amendement du contrat devra clairement indiquer:

- (1) toutes les clauses sauf celles qui sont amendées restent inchangées.
- (2) Pour être retenu pour le Don, tout amendement devra être soumis au contrôle de la JICA.

12. Modifications du Projet

Le Don devra être utilisé à bon escient et conformément au Contrat qui lie l'Organe de mise en oeuvre du gouvernement récipiendaire et l'Agent, sous la supervision de la JICA.

Néanmoins, en cas de force majeure, si des modifications sur les projets sont nécessaires comme indiqué ci-dessous, le pays récipiendaire devra, via l'Agent, obtenir l'accord préalable de la JICA sauf s'il s'agit de modifications mineures.

L'accord préalable de la JICA pour les modifications est requis pour s'assurer que les modifications envisagées sont appropriées ou encore si des modifications sont nécessaires aussi sur les coûts du projet ou non. Cependant, cela n'engage aucunement la responsabilité technique de la JICA sur des modifications substantielles.

- 1) Changement significatif sur le nombre de Boursiers JDS à affecter;
- 2) Changement sur les sous-programmes (les domaines d'études prioritaires JDS)

*Si la mise en oeuvre de ce Guide est en contradiction avec les lois et règlements du pays récipiendaire, le Gouvernement du pays récipiendaire doit consulter la JICA.

FIN

Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes (draft)

(La partie sénégalaise a proposé que des ajustements annuels issus des premières expériences puissent être faits sur la distribution des candidats selon les composantes.)

Sous-Programme (Domaines d'Etudes Prioritaires de la JDS)	Composants (Enjeux de développement JDS)	Nombre de Boursiers	Domaines d'Etudes Possibles	Liste Indicative des Organisations Ciblées
Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques	1 Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique	4	<ul style="list-style-type: none"> • Economie Politique, Gouvernance/Administration • Statistiques • Economie • Administration Locale, Décentralisation, Autonomie Locale • Relations Internationales • TIC, Traitement des Données, Cybersécurité, Economie Numérique • Prévention des Catastrophes, Mesures contre le Changement Climatique • Gestion des Ressources Halieutiques • Etudes Environnementales, Gestion/ Politiques Environnementales et Gestion de l'Economie Vert • Education et Formation Professionnelle/ Recherche et Innovation • Promotion Tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat Général de la Présidence de la République (SGPR) • Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) • Bureau Organisation et Méthode(BOM) • Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur • Ministère de l'Intérieur • Ministère des Finances et du Budget • Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération • Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public • Ministère chargé du Développement communautaire(PUDC) • Ministère chargé des collectivités locales • Ministère de l'Environnement et du Développement durable • Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural • Ministère de l'Élevage et des Productions animales • Ministère des Pêches et de l'Economie maritime • Ministère de l'Economie Numérique et des Télécommunications
	2 Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Economique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité	4	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Locale, Décentralisation, Autonomie Locale • Gestion des Finances Publiques/Investissement Public • Statistiques • Théorie des Coopératives Agricoles, Agro-industrie • Investissement Etranger et Prêt • Promotion des Exportations • Promotion de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération • Ministère des Finances et du Budget • Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries
	3 Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale	2	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégies de Prévention et d'Hygiène • Industrie Pharmaceutique • Gestion des Services Santé • Couverture Sanitaire Universelle (CSU) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la Santé et de l'Action Social • Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique • Ministère chargé du Développement communautaire(PUDC) • Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération • Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries
Nombre Maximum par an		10		

Actions à Entreprendre au Projet (Draft)
(Document de travail provisoire, sous réserve de validation)

(1) Obligations spécifiques du Réciptiendaire/ Bénéficiaire non prises en compte par la Subvention.

NO	Items	Échéance	Compétence	Coût estimé	Réf.
1	Mettre en place le Comité Pilotage (ci-après désigné "Comité" pour discuter sur toutes les questions en rapport avec le A/D	1 mois après la signature du A/D	DCT		
2	Désigner le président représentant la partie sénégalaise au Comité de pilotage	1 mois après la signature du A/D	DCT		
3	Ouvrir un Compte Bancaire (Arrangement Bancaire (A/B))	1 mois après la signature du A/D	MFB		
4	Donner une autorisation de paiement (A/P) (à la Banque de l'Agent) pour le paiement de l'Agent	1 mois après avoir reçu A/B de la Banque	MFB		
5	Supporter les commissions suivantes d'une Banque au Japon pour les services sur A/B.		MFB		
	1) Conseil sur l'A/P	1 mois après la signature de l'Accord avec l'Agent	MFB	approx. JPY6,000 (30,000 FCFA)	
	2) Paiement de commissions sur l'A/P	Tout paiement	MFB	approx. 0.1% de la somme payée	approx. JPY 100,000 -200,000 (500,000-1,000,000 FCFA)
6	Organiser la première réunion du Comité	1 mois après la désignation d'un Agent	DCT		
7	Organiser la réunion du Comité	Pendant le Projet	DCT		
8	S'assurer de l'exemption des droits de douanes, de taxes internes et la fiscalité dans le Pays Réciptiendaire sur tous les achats faits de biens et services.	Pendant le Projet	MFB		
9	Faciliter avec des personnes physiques japonaises ou des personnes physiques d'un pays tiers dont les services seront nécessaires pour la délivrance de produits ou de services afin de faciliter l'entrée d'équipements nécessaires pour la réalisation des travaux dans le pays réciptiendaire	Pendant le Projet	DCT		
10	Supporter toutes autres dépenses non couvertes par la Subvention mais nécessaires pour la réalisation du Projet.	Pendant le Projet	DCT		
11	Accorder l'attention nécessaire aux aspects sociaux et environnementaux pendant la mise en oeuvre du Projet.	Pendant le Projet	DCT		

(A/B: Arrangement Bancaire. A/P: Autorisation de payer. A/D : Accord de Don)

J.

↪

(2) Autres obligations du Récipiendaire/ Bénéficiaire supportées par la Subvention sous réserve des responsabilités de l'Agent

No	Items	Echéance	Montant (Million Yen)
1	Travailler sur les procédures de sélection et de recrutement de candidats JDS	Pendant le Projet	
2	Informers les candidats JDS sur les études au Japon	Pendant le Projet	
3	S'occuper de l'immatriculation des Boursiers, préparer leur voyage.	Pendant le Projet	
4	Gérer le paiement des frais de scolarité et les allocations	Pendant le Projet	
5	S'occuper de l'orientation des Boursiers JDS avant leur départ et après leur arrivée au Japon.	Pendant le Projet	
6	Suivre les progrès académiques des Boursiers et leurs conditions de vie au Japon.	Pendant le Projet	
7	Organiser le retour des Boursiers en les assistant dans les procédures de rentrer, les réunions d'évaluation du programme JDS après leur graduation, réunion pour faire le compte rendu sur les résultats après le retour des boursiers JDS dans leurs pays respectifs et,	Pendant le Projet	
8	Réaliser toute autre obligation nécessaire à la mise e oeuvre du Projet.	Pendant le Projet	
	Total		

(Note) L'évolution des obligations du Récipiendaire pourrait être confirmée par écrit et actualisée de temps en temps par la JICA et le Récipiendaire.

Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes au Sénégal

(La partie sénégalaise a proposé que des ajustements annuels issus des premières expériences puissent être faits sur la distribution des candidats selon les composantes.)

Sous-Programme (Domaines d'Études Prioritaires JDS)	Composants (Enjeux de développement JDS)	Université	École supérieure	Nombre de Boursiers					
				1er Groupe	2ème Groupe	3ème Groupe	4ème Groupe	Total	
1 Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques	1-1 Amélioration de la Capacité de l'Administration Publique	Université International du Japon (IUJ)	École Supérieure de Relations Internationales (GSIR)	2	2	2	2	8	
		Université de Kyushu	École Supérieure des Sciences des Ressources Biologiques et du Bioenvironnement	2	2	2	2	8	
	1-2 Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Économique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité	Université International du Japon (IUJ)	École Supérieure de Gestion Internationale (GSIM)	2	2	2	2	8	
		Université de Nagoya	École Supérieure de Dé veloppement International	2	2	2	2	8	
	1-3 Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale	Université de Nagasaki	École Supérieure de Mé decine et de Santé Mondiale	2	2	2	2	8	
	Total				10	10	10	10	40

Le Projet de Bourses d'Étude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines (JDS)
Plan de Base des Domaines d'Études Prioritaires Ciblés (Exemplaire)

Information de Base sur les Domaines d'Études Prioritaires Ciblés (Sous-Programme)

1. Pays: République du Sénégal
2. Domaine d'Études Prioritaire Ciblé (Sous-Programme):
3. Renforcer la Capacité de Formulation et de Mise en Oeuvre des Politiques Comité de Pilotage:
 Partie Sénégalaise: Direction de la Coopération Technique, Secrétariat Générale du Gouvernement, Ministère des Finances et du Budget, Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public.
 Partie Japonaise: Ambassade du Japon, Bureau de la JICA au Sénégal

Tableau Détaillé 1-1

1. Grandes lignes du Sous-Programme / Composant

(1) Informations de Base

1. Domaine d'Études Prioritaires Ciblés (Sous-Programme): Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques
2. Composant: Amélioration de Capacités de l'Administration Publique
3. Organisation Ciblées: Voir, en pièce-jointe, la Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes

(2) Contexte et Besoins (La position du Projet JDS dans le Plan de Développement du Sénégal)

En 2014, le gouvernement sénégalais a annoncé le « Plan Sénégal Émergent » (PSE) visant à faire entrer le pays dans le concert des puissances émergentes à l'horizon de 2035, et a dévoilé la mise en place d'une réforme administrative en 17 points. Il a formulé la liste de son contenu qui est déployé par le biais des Plans d'Action Prioritaires quinquennaux PAP, PAP2 et PAP2A. La réalisation concrète et l'atteinte des objectifs du PSE se reflètent dans l'administration : surveillance et évaluation des progrès effectifs, amélioration des méthodes pour une mise en place harmonieuse, etc.

Tournés vers la réalisation des objectifs du PSE grâce au développement économique, le Bureau Opérationnel de Suivi (BOS) du PSE et la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) ont été créés dans le but de renforcer les capacités de mise en œuvre des politiques. Par ailleurs, la superposition des domaines de compétence entre les ministères ainsi que la non-application des règlements sur lesquels les activités se basent est également une réalité. À ce titre, il est souhaitable de renforcer les capacités administratives (incluant le renforcement des capacités d'ajustement au sein du gouvernement) et de poursuivre la création de systèmes à travers la formation des agents de l'administration dans tous les secteurs gouvernementaux, à commencer par la présidence.

L'aide à la formation des jeunes agents de l'administration prometteurs pour l'avenir au sein du régime du Sénégal est en adéquation avec « l'État de droit » (le renforcement des capacités de gouvernance) et « la recherche de la prospérité économique » (l'interconnexion des personnes), qui constituent les axes de la politique diplomatique du Japon.

(3) Politique de l'Aide Publique au Développement du Japon et Réalisations (incluant le Projet JDS)

La Politique de Coopération au développement du Gouvernement du Japon pour la République du Sénégal (septembre 2020) a identifié "le développement des infrastructures pour les développement industriel" et "la réduction des disparités et l'amélioration de résilience" comme des domaines prioritaires et stipule que le Japon va accompagner le développement social pour réduire les disparités et améliorer la résilience en parallèle avec la promotion du développement économique conformément au Plan Sénégal Emergent qui fixe pour objectifs de faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035.

Dans le Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020), il a été noté qu'il existe un besoin important d'amélioration du système administratif et de la capacité des agents publics dans tous les domaines en vue de relever le défi du développement.

Projets importants et Programmes de Formation du Bureau de la JICA au Sénégal:

[Projet]

Envoi d'experts du PSE

Aperçu général du programme d'aide financière (remboursable / non-remboursable)

2. Cadre de Coopération

(1) Objectif du Projet

L'objectif est de renforcer les capacités administratives du gouvernement du pays en offrant des opportunités pour obtenir un diplôme de Master à de jeunes fonctionnaires aptes et appelés à jouer un rôle de leadership et pour contribuer au développement socio-économique du pays. Le projet vise aussi à développer un réseau humain, et par conséquent, à développer les relations bilatérales / le partenariat entre le Japon et le Sénégal.

(2) Conception du Projet

1) Objectif général

S'assurer que les capacités des organisations gouvernementales en matière d'économie politique, de gouvernance / administration, de statistiques, d'économie, d'administration locale, de décentralisation, d'autonomie locale, de relations internationales, de TIC, de traitement des données, de cybersécurité, d'économie numérique, d'études de prévention des catastrophes, de mesures contre le changement climatique, de gestion des ressources halieutiques, d'études environnementales, de gestion de l'environnement et d'économie verte, d'éducation et de formation professionnelle / de recherche et d'innovation, de promotion du tourisme, etc. seront renforcées grâce à ce projet.

2) But du Projet

S'assurer que la capacité des Ressources Humaines impliquées en matière de planification, de politique de mise en œuvre et d'économie politique, de gouvernance / administration, de statistiques, d'économie, d'administration locale, de décentralisation, d'autonomie locale, de relations internationales, de TIC, de traitement des données, de cybersécurité, d'économie numérique, d'études de prévention des catastrophes, de mesures contre le changement climatique, de gestion des ressources halieutiques, d'études environnementales, de gestion de l'environnement et d'économie

verte, d'éducation et de formation professionnelle / de recherche et d'innovation, de promotion du tourisme, etc. seront renforcée au sein des organisations ciblées.

(3) Indicateurs Vérifiables

- 1) Ratio de Boursiers JDS ayant obtenu un diplôme de Master
- 2) Renforcement des capacité des Boursiers JDS de retour en matière de recherche, d'analyse, de conception de politique et de gestion des opérations de projet après leur retour.
- 3) Formulation et mise en œuvre de politique en se basant sur les acquis des Boursiers de retour.

(4) Nombre de Boursiers JDS et les Universités d'Accueil

- 1) Université Internationale du Japon, École Supérieure de Relations Internationales
2 Boursiers / an, Total 8 Boursiers/ 4 ans
- 2) Université de Kyushu, École Supérieure des Sciences des Ressources Biologiques et du Bioenvironnement
2 Boursiers / an, Total 8 Boursiers/ 4 ans

(5) Activité

1) Université Internationale du Japon, École Supérieure de Relations Internationales (GSIR)

Cible	Contenu/ Programme pour atteindre la cible
1) Avant l'inscription à l'université	
Amélioration des compétences académiques de base avant l'inscription	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "Programme spécial", les boursiers JDS suivent des cours sur des sujets de base tels que les mathématiques, l'économie et l'administration des affaires pour se préparer à l'enseignement de niveau master avant leur inscription à l'université.
2) Pendant leur formation au Japon	
Acquisition de connaissances et de compétences académiques et analytiques liées à la gestion et politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du programme de gestion publique et d'analyse des politiques (PMPP), les boursiers JDS acquièrent les connaissances et les compétences fondamentales nécessaires à la compréhension de la gestion publique et de l'analyse des politiques en suivant 8 cours obligatoires, notamment Administration publique, Gestion des organisations publiques, Introduction à l'analyse des politiques, Processus de politique publique, Finances publiques et budgétisation, Microéconomie, Méthodes statistiques et Économétrie appliquée. • Dans le cadre du programme de développement international du Japon (JGDP), en collaboration avec le programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP), les boursiers JDS suivent des cours obligatoires de base liés à la gestion publique. En outre, en fonction de leur spécialisation, les boursiers peuvent choisir un large éventail de cours

	liés à l'expérience, la logique et les leçons tirées du développement économique et social du Japon depuis la restauration de Meiji, la politique de développement et la planification stratégique.
Acquisition des compétences nécessaires à la rédaction du mémoire de Master	<ul style="list-style-type: none"> • Les boursiers JDS sont censés travailler sur une question importante en matière de gestion ou de politique publique. Chaque boursier est étroitement supervisé par un membre du corps professoral (superviseur académique) durant les séminaires avancés.
Apprendre à partir d'études de cas et d'exemples de mise en œuvre de politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les boursiers JDS apprennent les pratiques authentiques auprès d'experts de diverses organisations publiques et privées, telles que d'autres universités au Japon et à l'étranger et des gouvernements étrangers, par le biais de séminaires et d'ateliers spéciaux. En outre, les boursiers JDS participent à des visites de terrain dans des organisations gouvernementales et des entreprises privées au Japon. Ces activités seront organisées dans le cadre de "Programme spécial".
3) Après le retour	
Amélioration continue des connaissances, des théories et des compétences des anciens boursiers JDS	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "Programme spécial", l'université offre aux boursiers JDS une formation de suivi dans leur pays après l'obtention de leur diplôme, dans le but d'améliorer continuellement leurs connaissances et leurs compétences. • Des séminaires conjoints, dirigés par un membre de la faculté de l'UIJ, seront organisés avec les nouveaux et anciens boursiers JDS. • Des projets de recherche conjoints entre les boursiers de retour de JDS et les membres du corps professoral seront encouragés.

2) Université de Kyushu, École Supérieure des Sciences des Ressources Biologiques et du

Bioenvironnement

Cible	Contenu/ Programme pour atteindre la cible
1) Avant l'arrivée au Japon	
Programme d'apprentissage avant l'arrivée au Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "Programme spécial", un programme de pré-arrivée sera organisé pour les boursiers JDS afin de préparer le matériel

	d'apprentissage et les contenus d'étude. Les tâches préalables, le matériel pédagogique et les matériaux seront fournis par les membres du laboratoire d'accueil.
2) Pendant leur formation au Japon	
Approfondir la connaissance des politiques et des technologies pour l'agriculture, la sylviculture et la pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> • Acquérir un large éventail de connaissances de base immédiatement après l'inscription, y compris des sujets tels que les statistiques de base, la théorie des ressources biologiques, la théorie de l'environnement géothermique et les sciences de la vie agricole, et approfondir leur expertise grâce à des sujets approfondis tels que la science agrobiologique, les biosciences animales et marines approfondies, les sciences forestières, les sciences environnementales de la bioproduction et la science des bioressources durables. • Apprendre à diriger une discussion en participant à des sujets d'apprentissage basés sur des problèmes en tant qu'animateur. • Les sujets d'exercice prévoient des séminaires internationaux et des exercices spéciaux par des chercheurs étrangers, des occasions pour les boursiers JDS de s'entraîner à faire des présentations lors de conférences internationales et de rencontres universitaires ainsi que d'apprendre à superviser des juniors en tant qu'experts de premier plan dans leur pays. • Participer à un séminaire organisé conjointement avec l'université d'Hiroshima dans le cadre du "Programme spécial" afin d'apprendre un large éventail de sujets liés au développement international et d'interagir avec d'autres boursiers JDS.
Amélioration de la capacité à prendre des mesures pour les questions ciblées dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, ainsi que du processus d'élaboration des politiques et des pratiques liées à la sécurité alimentaire, à la productivité agricole, à l'économie de marché et à la production à forte valeur ajoutée	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "programme spécial", une formation des agriculteurs et des pratiques rurales seront organisées. Par exemple, une formation sur les installations d'irrigation qui peuvent être adaptées aux pays en développement, et une formation pratique sur la "culture simultanée de riz paddy à canard" par le Dr. Takao Furuno, qui est mondialement connu pour le développement de

	<p>l'agriculture biologique à haute valeur ajoutée. En outre, les boursiers JDS s'exerceront à la plantation et à la récolte du riz en terrasse dans la ville d'Ukiha et visiteront JA et des stations routières pour s'informer sur l'économie verte et la vente directe de produits agricoles et marins.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En suivant le cours du programme d'études sur le développement de la JICA (cours obligatoire), les boursiers JDS apprennent aux côtés d'étudiants japonais les problèmes réels rencontrés par le Japon dans le développement du pays ainsi que les solutions utilisées pour les surmonter, y compris les développements technologiques.
Acquisition des méthodes de recherche et rédaction du mémoire de master	<ul style="list-style-type: none"> • Apprendre les techniques de présentation et de rédaction de mémoire en participant au programme pratique d'amélioration de la maîtrise de l'anglais mené dans le cadre du "Programme spécial".
3) Après le retour	
Amélioration continue des connaissances, des théories et des compétences des diplômés et du réseautage	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficier d'un soutien continu du superviseur pour soumettre un article de journal académique basé sur les résultats de la recherche durant le programme. • Organiser des séminaires de suivi par les superviseurs dans le pays des boursiers de retour de JDS. • Recevoir des informations actualisées lors de séminaires de suivi, et avoir l'occasion de discuter et de construire un réseau humain entre les boursiers de retour et les membres de la faculté.

(6)-1 Intrants de la Partie Japonaise

- 1) Dépenses pour les activités de Programme Spécial organisées par l'Université d'accueil avant, pendant et après la formation au Japon (exemple: Instructions préparatoires dont les activités locales, des cours spéciaux, ateliers de travail et des activités de suivi après le retour au pays.
- 2) Dépenses pour la formation au Japon (exemple: dépenses pour le voyage, allocations de bourses durant le séjour au Japon, les frais d'examens et les frais de scolarité etc.)
- 3) Dépenses pour services d'accompagnement durant le séjour au Japon (exemple, suivi, accompagnement quotidien etc.)

(6)-2 Intrants sur la Durée et le Nombre de Boursiers JDS

1 groupe 4 Boursiers X 4 ans = 16 Boursiers
 De l'année 2023 (jusqu'en 2025) : 4 boursiers, De l'année 2024 (jusqu'en 2026) : 4 boursiers
 De l'année 2025 (jusqu'en 2027) : 4 boursiers, De l'année 2026 (jusqu'en 2028) : 4 boursiers

(7) Intrants de la Partie Sénégalaise

- 1) Envoi des Boursiers JDS
- 2) Activités de suivi (exemple: Offrir des opportunités pour les boursiers de retour pour partager et disséminer des connaissances acquises au Japon avec leurs organisations / autres organisations prioritaires)

(8) Critères d'éligibilité

- 1) Être Citoyen de la République du Sénégal;
- 2) Être âgé(e) entre **22 et 39 ans**;
- 3) Doit être un **employé permanent des organisations gouvernementales ciblées**;
- 4) Avoir 2 ans ou plus d'expérience de travail dans les organisations auxquelles il appartient. L'expérience de travail devra être en rapport avec le domaine d'étude prioritaire (Sous-Programme) /Composant au moment de l'application;
- 5) Être titulaire d'une licence dans une université reconnue par le Gouvernement de la République du Sénégal;
- 6) Avoir une bonne base en Anglais à l'écrit et à l'oral (TOEFL 500, IELTS score de 5.0 ou plus);
- 7) N'avoir pas été déjà bénéficiaire ou sur le point de l'être d'une autre bourse;
- 8) N'avoir pas été bénéficiaire d'une autre bourse de maîtrise d'un pays étranger;
- 9) Les militaires en activités de service et autres personnels assimilées aux militaires ne peuvent pas postuler pour la bourse JDS.

Le Projet de Bourses d'Étude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines (JDS)
Plan de Base des Domaines d'Études Prioritaires Ciblés (Exemplaire)

Information de Base sur les Domaines d'Études Prioritaires Ciblés (Sous-Programme)

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Pays: République du Sénégal 2. Domaine d'Études Prioritaire Ciblé (Sous-Programme): Renforcer la Capacité de Formulation et de Mise en Oeuvre des Politiques 3. Comité de Pilotage:
 Partie Sénégalaise: Direction de la Coopération Technique, Secrétariat Générale du gouvernement, Ministère des Finances et du Budget, Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public.
 Partie Japonaise: Ambassade du Japon, Bureau de la JICA au Sénégal |
|---|

Tableau Détaillé 1-2

1. Grandes lignes du Sous-Programme / Composant

(1) Informations de Base

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Domaine d'Études Prioritaire Ciblé (Sous-Programme): Renforcer la Capacité de Formulation et de mise en œuvre des Politiques 2. Composant: Renforcement des Capacités en matière de Planification et de Politique Economique, Gestion des Finances Publiques, et Amélioration de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité 3. Organisation Ciblés: Voir en pièce-jointe, la Conception du Projet JDS pour les Quatre Groupes |
|---|

(2) Contexte et Besoins (La position du Projet JDS dans le Plan de Développement du Sénégal)

En 2014, le gouvernement sénégalais a lancé le Plan Sénégal Émergent (PSE) visant à faire entrer le pays dans le concert des puissances émergentes à l'horizon de 2035, sous la forme d'une réforme administrative en 17 points comprenant la justice, l'administration, les finances, les infrastructures, etc., en vue du développement socio-économique.

La concrétisation des objectifs du PSE passe nécessairement par la réalisation des plans d'action des ministères dans chaque domaine et par une gestion adaptée des budgets de chaque ministère, mais l'exécution ainsi que la gestion des budgets nationaux posent des difficultés.

C'est pourquoi le renforcement de capacités des agents de l'administration en charge de la mise en œuvre efficace de l'élaboration des politiques, des systèmes et des programmes relatifs à l'économie, aux finances publiques et à la gestion des finances publiques du Sénégal constitue une priorité.

(3) Politique de l'Aide Publique au Développement du Japon et Réalisations (incluant le Projet JDS)

La Politique de Coopération au développement du Gouvernement du Japon pour la République du Sénégal (septembre 2020) a identifié "le développement des infrastructures pour les développement industriel" et "la réduction des disparités et l'amélioration de résilience" comme des domaines prioritaires et stipule que le Japon va accompagner le développement social pour réduire les disparités et améliorer la résilience en parallèle avec la promotion du développement économique conformément au Plan Sénégal Emergent qui fixe pour objectifs de faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035.

Dans le Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020), il a été noté qu'il existe un besoin important d'amélioration du système administratif et de la capacité des agents publics dans tous les domaines en vue de relever le défi du développement.

Projets importants et Programmes de Formation du Bureau de la JICA au Sénégal:

[Projet]

Aperçu général du programme de la JICA

Aperçu général du programme de la JICA centré sur le programme d'aide financière (remboursable / non-remboursable), prêt finançant la politique de développement

2. Cadre de Coopération

(1) Objectif du Projet

L'objectif est de renforcer les capacités administratives du gouvernement du pays en offrant des opportunités pour obtenir un diplôme de Master à de jeunes fonctionnaires aptes et appelés à jouer le rôle de leadership et pour contribuer au développement socio-économique du pays. Le projet vise aussi à développer un réseau humain, et par conséquent, à développer les relations bilatérales / de partenariat entre le Japon et le Sénégal.

(2) Conception du Projet

1) Objectif général

S'assurer que les capacités des organisations gouvernementales en matière d'administration locale, de décentralisation, d'autonomie locale, de gestion des finances publiques/ investissement public, de statistiques, de théorie des coopératives agricoles, agro-industrie, d'investissement étranger et prêt, de promotion des exportations et de promotion de l'environnement des affaires et de la compétitivité etc. seront renforcées dans le cadre de ce projet.

2) But du Projet

S'assurer que la capacité des Ressources Humaines impliquées en matière de planification, de politique de mise en œuvre et d'administration locale, de décentralisation, d'autonomie locale, de gestion des finances publiques/ investissement public, de statistiques, de théorie des coopératives agricoles, agro-industrie, d'investissement étranger et prêt, de promotion des exportations et de promotion de l'environnement des affaires et de la compétitivité etc. seront renforcée au sein organisations ciblées.

(3) Indicateurs Vérifiables

- 1) Ratio de Boursiers JDS ayant obtenu un diplôme de Master
- 2) Renforcement des capacités des Boursiers JDS de retour en matière de recherche, d'analyse, de conception de politique et de gestion des opérations de projet après leur retour.
- 3) Formulation et mise en œuvre de politique en se basant sur les acquis des Boursiers de Retour.

(4) Nombre de Boursiers JDS et les Universités d'Accueil

1) Université Internationale du Japon, École Supérieure de Gestion Internationale (GSIM) 2 Boursiers / an, Total 8 Boursiers / 4 ans
2) Université de Nagoya, École Supérieure de Développement International 2 Boursiers / an, Total 8 Boursiers / 4 ans

(5) Activité**1) Université Internationale du Japon, École Supérieure de Gestion Internationale (GSIM)**

Cible	Contenu/ Programme pour atteindre la cible
1) Avant l'inscription à l'université	
Acquisition de connaissances pré-requises pour la recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "Programme spécial", avant l'inscription, les boursiers JDS participent à des cours préalables de mathématiques, de statistiques et d'économie, des cours de base en finance et en comptabilité, et à une orientation des programmes de langues (20 sessions d'une durée de 2 semaines au total). Les boursiers acquièrent des connaissances pré-requises pour étudier à l'université.
2) Pendant leur formation au Japon	
Acquisition de connaissances spécialisées pour la planification de politiques de promotion des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Au cours de la première année du programme MBA, les boursiers JDS étudient les théories de la stratégie commerciale et les théories de la finance d'entreprise afin d'acquérir des connaissances générales sur la gestion des affaires dans le secteur privé. En deuxième année, les boursiers choisissent des cours à option pour acquérir des connaissances plus approfondies en rapport avec leur sujet de recherche et selon leurs préférences. • Grâce au cours de transformation numérique et d'entrepreneuriat social international, les boursiers JDS vont comprendre les tendances mondiales relatives au développement des secteurs privés, notamment la numérisation de l'industrie. • Au cours de la première année, un membre du corps professoral est assigné à chaque boursier en tant que mentor et chaque boursier peut consulter le professeur sur des questions académiques, telles que les cours à suivre et les questions liées à la recherche. Au cours de la deuxième année, les boursiers choisissent un superviseur académique et travaillent sur leur propre sujet de recherche. • Les boursiers JDS peuvent choisir le programme de développement international du Japon (JGDP) en collaboration avec le programme d'études du

	<p>développement de la JICA (JICA-DSP). En apprenant les expériences de développement du système corporatif japonais et de l'industrie / des petites et moyennes entreprises (PME) dans le programme, les boursiers peuvent réfléchir sur des possibilités de politiques de promotion des affaires dans leur propre pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A travers les cours et les instructions de recherche susmentionnés, les boursiers JDS pourront acquérir des connaissances et l'expérience qui leur permettront d'élaborer des politiques appropriées et de les mettre en œuvre pour la promotion des entreprises, comme l'amélioration de l'environnement d'investissement, l'encouragement des entrepreneurs et le renforcement du lien entre les IDE et les PME locales.
Amélioration des compétences linguistiques en anglais nécessaires pour le programme de master	<ul style="list-style-type: none"> • En fonction de leur niveau d'anglais, les boursiers JDS participent à des cours de perfectionnement de l'anglais dispensés par des professeurs de langue (natifs en anglais) afin d'améliorer leurs compétences linguistiques.
Acquisition de compétences pratiques sur le terrain	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "Programme spécial", les boursiers JDS participent à des conférences spéciales et à des excursions avec des experts invités. Entre la première et la deuxième année de leur cursus, les boursiers participent à des visites sur le terrain pour découvrir l'industrie japonaise en collaboration avec des entreprises privées.
3) Après le retour	
Formation et poursuite des réseautages	<ul style="list-style-type: none"> • Si des entreprises japonaises souhaitent étendre leurs activités au Sénégal, l'université mettra en relation ces entreprises et les boursiers JDS de retour au pays et renforcera les liens entre les entreprises des deux pays. • La mise en œuvre de séminaires au Sénégal en collaboration avec la "JICA Chair" actuellement promue par la JICA, sera envisagée avec la participation des boursiers JDS de retour au pays.

2) Université de Nagoya, École Supérieure de Développement International (GSID)

Cible	Contenu/ Programme pour atteindre la cible
1) Avant l'arrivée au Japon	
Amélioration des compétences académiques de base avant l'inscription	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre des cours optionnels d'économie et de mathématiques de base en utilisant des ressources

	éducatives en ligne pour acquérir des compétences académiques de base avant l'inscription.
2) Pendant leur formation au Japon	
Acquisition de connaissances pratiques sur la gestion des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Apprendre la stratégie de gestion de la dette et l'analyse de la viabilité de la dette dans le cours "Financement du développement et gestion des finances publiques" et l'appliquer au pays des boursiers JDS avec les conseils du professeur et présenter leur analyse en classe. Si les boursiers JDS suivent ce cours, les résultats de l'analyse peuvent être postés et présentés sur le site Web de leur gouvernement. • Suivre des conférences et des ateliers spéciaux prévus dans le cadre du "Programme spécial" afin d'améliorer l'analyse quantitative et les études au GSID. Ces conférences comprennent 1) l'économétrie spatiale, 2) le modèle d'équilibre général dynamique et stochastique (modèle DSGE), et 3) le modèle d'équilibre général quantifiable à raison de 15 sessions chacune, ainsi que des séminaires de statistiques bayésiennes pour environ 5 sessions.
Renforcer les compétences des boursiers JDS en se concentrant sur les particularités de leur pays	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités, en prêtant attention à la manière de mettre en œuvre la gestion des finances publiques et la gestion de la dette dans le contexte du Sénégal
3) Après le retour	
Mise en œuvre des activités de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Une opportunité de chercheur invité est offerte aux anciens étudiants, y compris les boursiers JDS de retour au pays, pour mener leurs recherches pendant environ trois mois et les présenter au sein de la l'Ecole Supérieure de Développement International. • La conférence de recherche organisée le jour du Homecoming est ouverte aux anciens étudiants qui peuvent y faire leur présentation chaque année.

(6)-1 Intrants de la Partie Japonaise

<p>1) Dépenses pour les activités de Programme Spécial organisées par l'Université d'accueil avant, pendant et après la formation au Japon (exemple: Instructions préparatoires dont les activités locales, des cours spéciaux, ateliers de travail et des activités de suivi après le retour au pays.</p> <p>2) Dépenses pour la formation au Japon (exemple: dépenses pour le voyage, allocations de bourses durant le séjour au Japon, les frais d'examens et les frais de scolarité etc.)</p> <p>3) Dépenses pour services d'accompagnement durant le séjour au Japon (exemple, suivi, accompagnement quotidien etc.)</p>

(6)-2 Intrants sur la Durée et le Nombre de Boursiers JDS

1 groupe 4 Boursiers X 4 ans = 16 Boursiers

De l'année 2023 (jusqu'en 2025) : 4 boursiers, De l'année 2024 (jusqu'en 2026) : 4 boursiers

De l'année 2025 (jusqu'en 2027) : 4 boursiers, De l'année 2026 (jusqu'en 2028) : 4 boursiers

(7) Intrants de la Partie Sénégalaise

1) Envoi des Boursiers JDS

2) Activités de suivi (exemple: Offrir des opportunités pour les boursiers de retour pour partager et disséminer des connaissances acquises au Japon avec leurs organisations / autres organisations prioritaires)

(8) Critères d'éligibilité

- 1) **Être** Citoyen de la République du Sénégal;
- 2) Être âgé (e) entre **22 et 39 ans**;
- 3) Doit être un **employé permanent des organisations gouvernementales ciblées**;
- 4) Avoir 2 ans ou plus d'expérience de travail dans les organisations auxquelles il appartient. L'expérience de travail devra être en rapport avec le domaine d'étude prioritaire (Sous-Programme) /Composant au moment de l'application;
- 5) Être titulaire d'une licence dans une université reconnue par le Gouvernement de la République du Sénégal;
- 6) Avoir une bonne base en Anglais à l'écrit et à l'oral (TOEFL 500, IELTS score de 5.0 ou plus);
- 7) N'avoir pas été déjà bénéficiaire ou sur le point de l'être d'une autre bourse;
- 8) N'avoir pas été bénéficiaire d'une autre bourse de maîtrise d'un pays étranger;
- 9) Les militaires en activités de service et autres personnels assimilées aux militaires ne peuvent pas postuler pour la bourse JDS.

Le Projet de Bourses d'Étude au Japon pour le Développement des Ressources Humaines (JDS)
Plan de Base des Domaines d'Études Prioritaires Ciblés (Exemplaire)

Informations de base sur les Domaines d'Études Prioritaires Ciblés (Sous-Programme)

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Pays: République du Sénégal 2. Domaine d'Études Prioritaire Ciblé (Sous- Programme): Renforcer la Capacité de Formulation et de Mise en Oeuvre des Politiques 3. Comité de Pilotage:
 Partie Sénégalais: Direction de la Coopération Technique, Secrétariat Général du Gouvernement, Ministère des Finances et du Budget, Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération, Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public
 Partie Japonaise: Ambassade du Japon, Bureau de la JICA au Sénégal |
|--|

Tableau Détaillé 1-3

1. Grande Ligne du Sous-Programme/ Composant

(1) Informations de Base

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Domaine d'Études Prioritaire Ciblé (Sous- Programme): Renforcer de la Capacité de Formulation et de Mise en Oeuvre des Politiques 2. Composant: Amélioration de la Prise en Charge Sanitaire et de la Protection Sociale 3. Organisation Ciblés: Voir, en pièce-jointe, la Conception du projet JDS pour les Quatre Groupes. |
|---|

(2) Contexte et Besoins (La Position du Projet JDS dans le Plan de Développement du Sénégal)

Le Gouvernement du Sénégal travaille sur le développement de l'industrie pharmaceutique et des médicaments comme un des piliers dans la mise en œuvre du "Plan Sénégal Emergent (PSE)" qui met en place des réformes structurelles et de développement économique. Par ailleurs, dans le "Plan National de Développement Sanitaire et Social PNDSS 2019-2028" conçu par le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal, les trois piliers essentiels sont 1) Amélioration du financement et de la Gouvernance dans le secteur de la Santé publique et du Services sociaux, 2) Développement en matière d'offre de services de santé et de services sociaux et 3) Promotion de la Protection Sociale dans le but de réaliser "La Couverture Sanitaire Universelle (CSU)" et le SDG3.

Toutefois, au regard de la baisse relative du budget alloué au secteur de la santé alors qu'on note une hausse des dépenses gouvernementales après la croissance économique récente, mais également vu le taux faible d'exécution du budget alloué par le Ministère des Finances et du Budget, l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'administration de la santé devient un défi.

Dans ces conditions, il est important de renforcer les capacités des administrateurs publics qui ont en charge l'amélioration de l'administration de la santé, des services de santé et des service-sociaux mais aussi du financement de la santé, etc.

(3) Politique de l'Aide Publique au Développement du Japon et Réalisations (incluant le Projet JDS)

La Politique de Coopération au développement du Gouvernement du Japon pour la République du Sénégal (septembre 2020) a identifié "le développement des infrastructures pour les développement industriel" et "la réduction des disparités et l'amélioration de résilience" comme des domaines prioritaires et stipule que le Japon va accompagner le développement social pour réduire les disparités et améliorer la résilience en parallèle avec la promotion du développement économique conformément au Plan Sénégal Emergent qui fixe pour objectifs de faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035.

Dans le Document d'Analyse Pays de la JICA pour le Sénégal (octobre 2020), il a été noté qu'il existe un besoin important d'amélioration du système administratif et de la capacité des agents publiques dans tous les domaines en vue de relever le défi du développement.

Projets importants et Programmes de Formation du Bureau de la JICA au Sénégal:

[Projet]

Projet de Renforcement des Soins de Santé Maternelle et Néonatale au Sénégal (PRESSMN 3) Phase 3

Projet de construction du Centre d'Application de la Santé de la Mère (CASME)

2. Cadre de Coopération**(1) Objectif du Projet**

L'objectif est de renforcer les capacités administratives du gouvernement du pays en offrant des opportunités un diplôme de Master à de jeunes fonctionnaires aptes et appelés à jouer des rôles de leader et pour contribuer au développement socio-économique du pays. Le projet vise aussi à développer un réseau humain, et par conséquent, à développer les relations bilatérales/ de partenariat entre le Sénégal et le Japon.

(2) Conception du Projet

1) Objectif général

S'assurer que les capacités des organisations gouvernementales en matière des stratégies de Prévention et d'Hygiène, en matière d'Industrie Pharmaceutique, en Gestion de Service de Santé, dans le domaine de la Couverture Sanitaire Universelle etc. seront enforcées dans le cadre de ce projet.

2) But du Projet

S'assurer que la capacité des Ressources Humaines impliquées en matière de planification, de politique de mise en œuvre et de stratégies de prévention et d'hygiène, dans l'industrie pharmaceutique, dans la Gestion de Service de Santé, dans la Couverture Sanitaire Universelle seront améliorées au sein des organisations ciblées.

(3) Indicateurs Vérifiables

1) Ratio de Boursiers JDS ayant obtenu un diplôme de master

2) Renforcement des capacités des Boursiers JDS de retour en matière de recherche, d'analyse, de conception de politique, de gestion des opérations de projets après leur retour.

3) Formation et mise en œuvre de politique en se basant sur les acquis des Boursiers de retour.

(4) Nombre de Boursiers JDS et l'Université d'Accueil

Université de Nagasaki, École Supérieure de Médecine et de Santé Mondiale

2 Boursiers / an, Total 8 Boursiers / 4 ans

(5) Activité**Université de Nagasaki, École Supérieure de Médecine et de Santé Mondiale**

Cible	Contenus/ Programme pour atteindre la cible
1) Avant l'arrivée au Japon	
Pas d'activités	
2) Pendant leurs formations au Japon	
<p>Amélioration des compétences pratiques et de la capacité à formuler des politiques et plans pertinents pour le renforcement des systèmes de santé</p> <p>Développement de compétences en conception de politiques liées aux systèmes publics d'assurance maladie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre des cours du module des sciences naturelles sur la biologie humaine de base comme la médecine tropicale, la santé mondiale et l'environnement/assainissement, et du module des méthodes de recherche comme l'épidémiologie, les statistiques et l'éthique de la recherche. Les boursiers suivent également des cours du module avancé comme le module sur les politiques et la gestion de la santé. • Suivre un séminaire transdisciplinaire pour acquérir des connaissances avancées et spécialisées sur des sujets importants en matière de santé mondiale. • Suivre des formations pratiques à l'étranger (formation de courte durée sur le terrain, formation de longue durée à l'étranger) afin d'acquérir une connaissance approfondie du système de santé.
Acquisition de compétences pratiques nécessaires pour un spécialiste à travers des formations dispensées par une coopération à l'intérieur et à l'extérieur de l'université	<ul style="list-style-type: none"> • Participez au séminaire sur la santé mondiale où les étudiants des trois différents programmes s'engagent dans une discussion à partir de perspectives différentes et acquièrent les compétences linguistiques nécessaires pour élaborer des sujets spécifiques en anglais. • L'éducation et la recherche des boursiers JDS sont soutenues par la relation entre l'université et la JICA, le Centre National pour la Santé Mondiale et la Médecine (NCGM), l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, l'Institut de médecine tropicale d'Anvers et d'autres partenaires universitaires, ainsi que des conseillers dans le pays d'origine et à l'étranger, des communautés scientifiques et un réseau d'anciens étudiants. • Dans le cadre du "Programme spécial", les boursiers JDS participent à des formations sur la gestion du cycle de projet (PCM) organisées par d'éminents professeurs, chercheurs et organisations d'aide au Japon et à l'étranger, afin d'améliorer leurs compétences en matière de gestion de projets.

	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du "Programme spécial", les boursiers JDS vont visiter les services de santé du Japon pour en apprendre davantage sur leurs expériences.
Amélioration des compétences de base nécessaires à la rédaction d'un mémoire de Master	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficier d'une aide à la recherche et d'un soutien à la relecture de travaux en anglais par des membres du corps professoral. • Dans le cadre du "Programme spécial", les boursiers JDS étudient diverses revues et participent à des cours supplémentaires en rédaction académique pour préparer leur thèse de Master.
3) Après le retour	
Application et pratique effectives des connaissances et des compétences acquises pendant le séjour au Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Les boursiers JDS de retour au pays bénéficient d'un soutien pour la publication de leur mémoire de Master et de leurs publications académiques, qui seront utilisées dans leur pays d'origine et à l'échelle internationale. Des consultations sur des programmes de doctorat sont également organisées pour les boursiers JDS. • Des projets internationaux de recherche, des conseils techniques, la création d'un réseau international et des projets conjoints avec les boursiers de retour au pays seront également prévus.

(6)-1 Intrants du la Partie Japonaise

- 1) Dépenses pour les activités de Programme Spécial organisées par les universités d'accueil avant, pendant et après la formation au Japon (exemple: instructions préparatoires dont les activités locales, les cours spéciaux, ateliers de travail et activités de suivi après le retour au pays)
- 2) Dépenses pour la formation au Japon (exemple: dépenses pour le voyage, allocation de bourses durant le séjour au Japon, les frais d'examen, les frais de scolarité, etc.)
- 3) Dépenses pour services d'accompagnement durant le séjour au Japon (exemple: suivi, accompagnement dans la vie quotidienne)

(6)-2 Intrants sur la Durée et le Nombre de Boursiers JDS

1 Groupe 2 Boursiers X 4 ans = 8 Boursiers
 De l'année 2023 (jusqu'en 2025) : 2 boursiers, De l'année 2024 (jusqu'en 2026) : 2 boursiers
 De l'année 2025 (jusqu'en 2027) : 2 boursiers, De l'année 2026 (jusqu'en 2028) : 2 boursiers

(7) Intrants de la Partie Sénégalaise

- 1) Envoi des boursiers JDS
- 2) Activités de suivi (exemples: offrir des opportunités pour les Boursiers de retour pour partager et disséminer les connaissances acquises au Japon dans leurs organisations/ autres organisations prioritaires.

(8) Critères d'éligibilité

- 1) Être Citoyen de la République du Sénégal;
- 2) Être âgé(e) entre 22 et 39 ans;
- 3) Doit être un **des organisations gouvernementales ciblées**;
- 4) Avoir 2 ans ou plus d'expérience de travail dans son organisation ou dans ses organisations d'origine. L'expérience de travail devra être en rapport avec le domaine d'étude prioritaire (Sous-Programme) /Composant au moment de l'application;
- 5) Être titulaire d'une Licence d'une université reconnue par le Gouvernement de la République du Sénégal;
- 6) Avoir une bonne base en Anglais à l'écrit et qu'à l'oral (TOEFL 500, IELTS scores de 5.0 ou plus);
- 7) N'avoir pas été déjà bénéficiaire ou sur le point de l'être d'une autre bourse;
- 8) N'avoir pas été bénéficiaire d'une autre bourse de maîtrise d'un pays étranger;
- 9) Les militaires en activité de service et autres personnel assimilées aux militaires ne peuvent pas postuler pour la bourse JDS.

Organisations cibles		Rôle de l'organisation
1	Secrétariat Général de la Présidence de la République (SGPR)	Le Secrétariat Général de la Présidence est dirigé par un secrétaire général, nommé par décret, et placé sous l'autorité du président. Il participe au Conseil des ministres, au Conseil présidentiel et au Conseil interministériel. Il participe aux séances de travail présidées par le Président de la République. Il dispose d'un chef de bureau, d'un secrétariat et de chargés de mission.
2	Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Sous l'autorité du Président de la République, le Ministre, Secrétaire Général du Gouvernement veille à la coordination de l'activité normative du Gouvernement et participe à l'organisation et au bon fonctionnement de l'action gouvernementale.
3	Bureau Organisation et Méthode (BOM)	Sous le Secrétariat Général de la Présidence de la République, sa responsabilité est la suivante: - Gestion des organisations (y compris les administrations centrales et locales) - Développement des ressources humaines (octroi de bourses d'études pour des formations au Sénégal, etc.) - Formulation et suivi des politiques
4	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Le Ministère des Affaires Etrangères est chargé: - de la définition préalable de l'attitude que doivent observer les représentants de l'Etat aux négociations internationales auxquelles ils sont appelés à participer, en conformité avec les lignes directrices de la politique étrangère définie par le chef de l'Etat et du contrôle de la conformité à celles-ci des résultats de ces négociations; - du choix et de la conduite des moyens diplomatiques à utiliser pour l'application de la politique étrangère, et notamment dans le domaine de la coopération technique, économique, financière et culturelle; - de la préparation des engagements internationaux, de même que de l'accomplissement de toutes les formalités afférentes à la signature, à l'approbation ou à la certification de ceux-ci.
5	Ministère de l'Intérieur	Aux termes du décret n° 2019-1819 du 02 novembre 2019, le Ministre de l'Intérieur, est chargé sous l'autorité du Président de la République qui détermine la politique de la Nation, de préparer et de mettre en œuvre ladite politique en matière d'administration territoriale, de sécurité intérieure, de police administrative, de défense civile et d'organisation des élections.
6	Ministère des Finances et du Budget	Le Ministère des Finances et du Budget est chargé de la préparation et de l'exécution des lois de finances, de la gestion de la trésorerie de l'Etat, de la préparation et de l'application de la législation et de la réglementation fiscale et douanière et de la représentation de l'Etat devant la Cour Suprême, les Cours et Tribunaux.
7	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération est chargé de préparer et d'appliquer la politique arrêtée par le Chef de l'Etat en matière économique et financière, de planification du développement, de population, de statistiques et de coopération.
8	Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service Public	Le Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau du Service public prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans les domaines de la fonction publique et de la modernisation des services publics.
9	Ministère du Développement Communautaire, de l'Equité Sociale et Territoriale	Aux termes du décret n° 2020-942 du 03 avril 2020 relatif aux attributions du Ministère du Développement Communautaire, de l'Equité Sociale et Territoriale, sous l'autorité du Président de la République qui détermine la politique de la Nation, le Ministre prépare et met en œuvre ladite politique dans le domaine du développement communautaire, de l'équité sociale et territoriale.
10	Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	Le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT) est chargé de la préparation et de la mise œuvre de la politique sénégalaise en matière de décentralisation, de développement local, de soutien et de contrôle des collectivités locales ainsi que de la mise en place de la politique de formation des élus et de la conduite de la politique de développement local.
11	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Sous l'autorité du Président de la République, le Ministère de l'Environnement et du Développement durable prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat en matière de veille environnementale, de lutte contre les pollutions et de protection de la nature, de la faune et de la flore.
12	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	Sous l'autorité du Président de la République, le Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans le domaine de l'agriculture et l'équipement rural. A ce titre, il est chargé de mettre en place un cadre cohérent de planification stratégique, de pilotage et de suivi évaluation des politiques, stratégies et programmes agricoles.
13	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Conformément au décret n° 2004-1623 du 15 décembre 2004 relatif à ses attributions, le Ministère de l'Elevage est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat, dans le domaine de l'Elevage. Cette politique s'articule notamment, autour de la Stratégie de Croissance Accélérée qui suppose de profondes mutations, allant dans le sens de la modernisation et de l'intensification des systèmes de production.
14	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	La restriction gouvernementale intervenue qui a accompagné le remaniement ministériel du 22 avril 2004, a élargi les compétences du département chargé de la Pêche, devenu le Ministère de l'Economie Maritime. Il englobe les secteurs traditionnels de la pêche, et de l'aquaculture, auxquels s'ajoutent les industries de transformation de la pêche, le trafic maritime international, ainsi que la gestion et l'exploitation des fonds marins.

Organisations cibles		Rôle de l'organisation
15	Ministère de l'Economie Numérique et des Télécommunications	Le Ministère l'Economie Numérique et des Télécommunications prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans les domaines de l'économie numérique et des télécommunications. Il est chargé d'élaborer les politiques du secteur et de veiller à leur exécution, d'initier tous projets de textes et de veiller à leur application. Il veille au développement d'un secteur des télécommunications performant, largement accessible à tous les publics, s'assure que les moyens de télécommunication couvrent l'ensemble du territoire national.
16	Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	Aux termes du décret n° 2019-904 du 14 mai 2019, le Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries, prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans les domaines de l'Industrie et de la Petite et Moyenne Industrie. Il prépare et met en œuvre les stratégies de développement industriel, en favorisant le déploiement de nouvelles industries et en veillant à leur répartition harmonieuse sur l'ensemble du territoire. Il encourage l'implantation de domaines industriels dans les collectivités locales et accompagne la restructuration des entreprises industrielles.
17	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans le domaine de la santé, de la prévention, de l'hygiène et de l'action sociale.
18	Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique	Sous l'autorité du Premier Ministre, le Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique, prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans les domaines de l'urbanisme, du logement et de l'hygiène publique.